

**EN VENTE
NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE**



**UKRAINE — CEUX QUI CROIENT À LA
GUERRE, CEUX QUI N'Y CROIENT PAS**
ROUBAIX — VILLE DE PARADOXES



**Courrier
international**

N° 1631 du 3 au 9 février 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,90 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,20 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-
Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €, Italie
5,40 €, Japon 8,90 ¥, Maroc 4,3 DH,
Pays Bas 5,40 €, Portugal Cont. 5,40
€, Singapour 3,40 S\$, Suisse 6,50
CHF, TOM 650 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CPA autres 3,500 F CPA.

PÉKIN

**LES JEUX DE
L'ABSURDE**

*Boycott diplomatique,
athlètes sous cloche,
rebond épidémique,
censure et surveillance...
Fallait-il organiser les Jeux
olympiques d'hiver
en Chine ? La presse
étrangère est sceptique.*



M 03183 - 1631 - F: 4,50 €



NO ENERGY TO WASTE*

ÊTRE SUR LE TERRAIN POUR FAIRE AVANCER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.

Parce que c'est au plus près du terrain que la transition énergétique doit s'accélérer, ENGIE, grâce à ses **solutions de décarbonation**, met toute son énergie **pour conseiller, aider et accompagner les villes, les industries et les entreprises.**

Pour agir ensemble, chaque jour compte.



engie

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Pas d'énergie à perdre. Plus d'informations sur [engie.com/groupe/strategie](https://www.engie.com/groupe/strategie)
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Arnaud Février.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Pékin, les Jeux de l'absurde

p. 26

Sous cloche et d'une certaine façon hors sol. Alors que la communauté internationale a les yeux rivés sur l'Ukraine, les Jeux olympiques d'hiver de Pékin, qui s'ouvrent le 4 février, ont décidément quelque chose d'ubuesque. "C'est un voyage dans un pays où on ne se sent pas bienvenu, où on ne fait la connaissance de personne et où on vit dans la crainte permanente d'une mise à l'isolement de plusieurs jours", écrit la **Süddeutsche Zeitung**, pour qui "les Jeux olympiques ne seront pas une fête". Parmi les facteurs qui donnent une tournure si particulière à ces Jeux, il y a la politique de lutte contre le Covid-19 du régime chinois : "Le mois

dernier, un foyer épidémique s'est déclaré à Xi'an, dans le Nord-Ouest, entraînant un millier de contaminations. Pour assurer la tenue des Jeux, les autorités n'ont pas hésité à prendre des mesures radicales en confinant l'ensemble de l'agglomération [13 millions de personnes]", expliquait le **Mainichi Shimbun** dans un article publié sur notre site. Il y a aussi le contexte international, très tendu : pendant qu'en Europe on redoute une guerre avec la Russie, Vladimir Poutine sera, lui, à Pékin entre le 4 et le 6 février pour une rencontre avec Xi Jinping. La trêve olympique sera-t-elle pour autant respectée ? Rien n'est moins sûr. "La question est de savoir si la trêve olympique sera un facteur de désescalade dans l'est de l'Ukraine ou si les partisans d'un scénario radical y verront l'occasion de mener une action armée", écrit le quotidien russe **Kommersant**. Il y a des précédents : en 2008, Russes et Géorgiens s'étaient affrontés pendant les Jeux... de Pékin, déjà. En 2014, c'est juste après

les Jeux d'hiver de Sotchi que la Russie avait annexé la Crimée. Au rayon des choses surprenantes, il y a encore le désastre environnemental annoncé : les organisateurs ont eu beau promettre un événement "propre" et "respectueux de l'environnement", "la vision des pistes pékinoises reste des plus insensées", écrit le quotidien néerlandais **De Volkskrant** dans un édito furieux : près de 200 millions de litres d'eau vont être engloutis pour créer de la neige artificielle. Autre aberration relevée par le **Washington Post** : Pékin pourrait expérimenter, à grande échelle, sa technologie de contrôle de la météo afin que le ciel soit parfaitement bleu pour les retransmissions télévisées. Une technologie qui ne laisse pas d'inquiéter. Il y a surtout toutes les pressions exercées par le régime chinois sur les athlètes et les journalistes qui couvriront l'événement. Le 18 janvier, "Pékin a fait savoir que toute critique 'sur l'esprit

olympique, en particulier envers les lois et règlements chinois, serait passible de poursuites pénales", s'inquiète la **Süddeutsche Zeitung**. Cela n'a pas l'air de déranger le Comité international olympique (CIO). Il n'a de cesse de claironner que les JO sont d'abord "une célébration de la paix", qu'"ils doivent dépasser tout différend politique", mais l'organisation des Jeux à Pékin provoque pourtant une levée de boucliers depuis des mois. Pour protester contre les violations des droits humains et les "exactions massives contre les Ouïgours" dans le Xinjiang, plusieurs pays, États-Unis en tête, ont annoncé un boycott diplomatique. Les sponsors, eux, seront toutefois bien là. Et c'est toute l'ambiguïté de ce boycott à deux vitesses, comme l'explique le **Washington Post**. Si le sport et la diplomatie ne font pas toujours bon ménage, les enjeux économiques, eux, l'emportent sur toute autre considération. Pékin est la première ville à accueillir les Jeux d'hiver après

avoir reçu ceux d'été. En 2008, la Chine n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui, développe **The Guardian**. À l'époque, le pays voulait être reconnu sur la scène internationale, et si, déjà, les défenseurs des droits de l'homme s'étaient mobilisés, l'Occident voulait croire alors en une montée en puissance pacifique. "La chanson officielle des Jeux illustre cette Chine réinventée [...] : Beijing Welcomes You [Pékin t'accueille]. Pour beaucoup, le slogan de cette édition, 'One world, one dream' [Un même monde, un même rêve], signifiait que le rapprochement de la Chine avec le reste du monde était assuré." Quatorze ans plus tard, les cartes ont été redistribuées : aujourd'hui, la Chine veut montrer qu'elle peut regarder de haut les États-Unis, explique **The Guardian**. Et quoi de mieux que des Jeux pour afficher sa puissance.

En couverture : Dessin d'André Carrillo, Portugal, pour **Courrier international**.



Sommaire

360°



PORTFOLIO p. 42

En Palestine, les graines de l'absence

Des Palestiniennes, dont le mari est détenu en Israël, se livrent à la contrebande de sperme pour se faire inséminer. Le photographe italien Antonio Faccilongo retrace leur combat.

UKRAINE p. 12

Ceux qui croient à la guerre, ceux qui n'y croient pas

Confrontés à la menace russe, les Ukrainiens sont divisés. Pour certains, la guerre a commencé en 2014 et, pour d'autres, elle n'existe pas. À lire dans **Oukraïnska Pravda**.

BURKINA FASO p. 18

Après le putsch, les Russes ?

Le 24 janvier, un coup d'État militaire a renversé le président Roch Kaboré. Selon **Wakat Séra**, le nouveau régime pourrait être tenté de faire appel à la Russie pour combattre le terrorisme, à l'instar du Mali.

SCIENCES p. 40

L'utilité des vaccins en cinq questions

Plus d'un an après les premières injections, alors que le variant Omicron est responsable de très nombreuses contaminations, quel rôle jouent les vaccins contre le Covid-19 ?

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de **Courrier international** sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Al-Araby Al-Jadid (alaraby.co.uk) Londres, en ligne. **The Continent** Johannesburg, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Lifo** Athènes, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **Oukraïnska Pravda** (pravda.com.ua) Kiev, en ligne. **El País México** (elpais.com/mexico) Mexico, en ligne. **Sohu.com** (sohu.com) Pékin, en ligne. **De Standaard** Bruxelles, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Der Tagesspiegel** Berlin, quotidien. **Le Temps** Genève, quotidien. **De Volkskrant** Amsterdam, quotidien. **Vzgliad** (vz.ru) Moscou, en ligne. **Wakat Séra** (wakatsera.com) Ouagadougou, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Portugal.** Une vague rose, synonyme de sécurité
10. **Controverse.** Faut-il fournir des armes à l'Ukraine ?

D'un continent à l'autre

12. **Ukraine.** Croire à la guerre ou ne pas y croire...
14. **Royaume-Uni-Irlande.** Bloody Sunday, la vie d'après
15. **France.** Économie : l'Hexagone s'en sort bien
16. **Société.** Roubaix, berceau déchu de grandes fortunes
18. **Burkina Faso.** Après le putsch, les Russes ?
19. **Cameroun.** Les ambitions de Samuel Eto'o
20. **Yémen.** La mémoire courte
22. **Mexique.** "Tout est considéré avec un regard misogyne"
24. **États-Unis.** Stacey Abrams, digne héritière d'Obama ?

À la une

26. Pékin : les Jeux de trop

Transversales

36. **Économie.** Quand la Russie a adopté l'économie de marché
38. **Sciences.** Ils n'oublieront jamais vos visages
40. **Sciences.** Covid-19 : l'utilité des vaccins en cinq questions
360°
42. **Portfolio.** En Palestine, les graines de l'absence
46. **Gastronomie.** Au bon goût d'Istanbul
48. **Plein écran.** Aimer au temps du paragraphe 175
50. **Histoire.** Hanna Dyab, un Syrien à la cour de Louis XIV



SUR NOTRE SITE

Sport. Des Jeux d'hiver à nul autre pareils

Portraits d'athlètes, commentaires, éditoriaux... Pour poursuivre la lecture de notre dossier, retrouvez ce que la presse étrangère retient de pire et de meilleur des Jeux d'hiver de Pékin. Des JO sans neige, mais avec nombre de restrictions, qui commencent le 4 février.

Royaume-Uni. Élisabeth II célèbre soixante-dix ans de règne

Le 6 février, les Britanniques célébreront les soixante-dix ans de présence de la reine à la tête du pays. Outre les commentaires et les débats sur la place de la monarchie outre-Manche, nous vous proposons un quiz inédit. Connaissez-vous bien Lilibet, la reine des globe-trotteuses ? La réponse en ligne.

Courrier des idées. États-Unis, la guerre civile qui vient (ou pas)

Chaque premier dimanche du mois, retrouvez l'actualité des débats qui agitent la planète. Ce 6 février, le spectre de la guerre civile, qui hante une partie des Américains depuis l'invasion du Capitole, le 6 janvier 2021. Plusieurs essais récents n'hésitent d'ailleurs pas à mettre en scène les scénarios du pire.

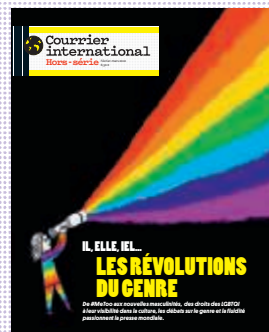
L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE

Droits LGBTQI, nouveaux féminismes, fluidité... Les débats dans la presse étrangère



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*
1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

RCO22BAO001A

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-cv

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Février 2022. Commission paritaire n° 0722C82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación ÉDITION Anouk Delport (1698), Ioriz Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Garles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Haby (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engozi (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bécoïc (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeal (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérodin, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, François Burkard, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Jeanne Fournier, Valentine Morizot, Éléonore Nicolas, Zoé Poisson, Isabelle Taudière, Marie-Laure Theodule, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75017 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 Présidente Laurence Bonicalzi Briard, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 0148884551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale International Saveria Colosimo Morin (0157283220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet-MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Suedemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 0321130431 Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

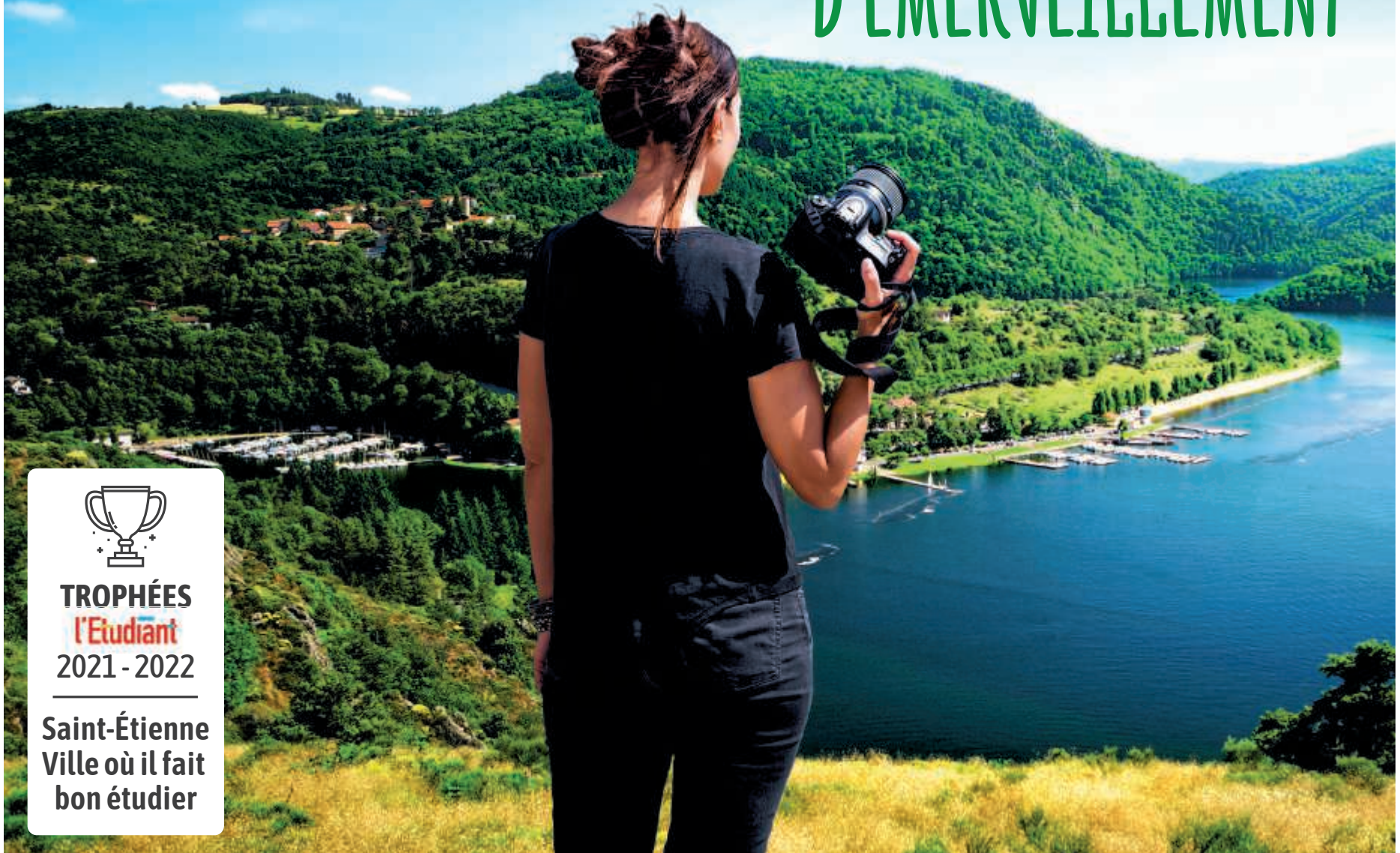
Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Européennes: Ptot - 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.



une vie étudiante riche D'ÉMERVEILLEMENT



TROPHÉES
l'Étudiant
2021 - 2022

Saint-Étienne
Ville où il fait
bon étudier

À SAINT-ÉTIENNE, VOUS DEVIENDREZ FAN DU VERT !

Saint-Étienne propose **un cadre de vie d'exception** avec des **sites naturels** à couper le souffle. Les Gorges de la Loire et leurs activités nautiques, le Parc Naturel Régional du Pilat et ses nombreux sentiers de randonnée ou encore les 700 hectares de parcs et jardins publics intra-muros font de Saint-Étienne **l'un des territoires les plus verts de France.**

SÉM

SAINT-ÉTIENNE
la métropole



Conception et réalisation : Direction de la communication et du Marketing territorial de Saint-Étienne Métropole. Jean-Charles Pejiot. Photo retouchée. Adobe stock. Achève d'imprimer janvier 2022.



Portugal. Une vague rose synonyme de sécurité

Le Premier ministre António Costa a remporté, le 30 janvier, des législatives anticipées avec, en prime, la majorité absolue. La presse, qui annonçait un scrutin très incertain, s'incline devant cette "énorme victoire".

Le mot s'affiche à la une le 31 janvier de tous les journaux portugais, parfois au masculin, mais plus souvent au féminin : "Absolue". Comme la majorité au Parlement raflee la veille par António Costa à l'issue d'élections législatives anticipées qu'on annonçait pourtant très incertaines. Un scrutin organisé à la suite du rejet à l'automne du budget 2022 présenté par le chef du gouvernement socialiste, qui revient donc d'autant plus fort.

"Un Costa absolu sur une vague rose", titre **Correio da Manhã**, alors que le PS, avec 41,7 % des voix et au moins 117 sièges sur un total de 230, a amélioré son score de 2019 (36,3 % et 108 élus). Surtout, le gouvernement, jusqu'alors minoritaire, ne dépendra désormais plus de ses anciens alliés de la gauche radicale, qui avaient voté contre son dernier projet de loi de finances, le jugeant trop peu social en temps de pandémie de Covid-19.

"Une majorité d'une surprise absolue", s'étonne **Público**, qui s'attendait, sur la foi des derniers sondages, à un duel au coude-à-coude entre António Costa et son principal rival, Rui Rio, le leader des sociaux-démocrates du PSD, dont la défaite, avec 27,8 % des voix, est cuisante. Dans son éditorial, Manuel Carvalho, le directeur du journal, constate que les électeurs ont choisi la sécurité : "Entre parier sur une nouvelle période d'incertitude avec l'opposition et préserver un mode de vie testé et approuvé, les Portugais ont préféré la seconde solution."

"Stabilité absolue", annonce dès son titre l'éditorial du **Jornal de Notícias**, qui souligne combien cette majorité absolue du PS était improbable et salue le triomphe du Premier ministre, à l'issue, qui plus est, d'élections avec un taux de participation en hausse : "Après six ans de gouvernance, deux ans de pandémie et une campagne erratique, António Costa a obtenu

ce qu'il n'avait que timidement osé demander. La victoire du leader socialiste est écrasante et montre un choix sans équivoque des Portugais pour la stabilité."

"C'est une victoire énorme", convient Henrique Monteiro, éditorialiste d'**Expresso**. Elle confère au chef du gouvernement les pleins pouvoirs, après avoir "écrasé" la concurrence, notamment ses ex-alliés communistes et du Bloco de Esquerda : "António Costa a gagné partout, dans toutes les circonscriptions [sauf Madère]. Dans l'intérieur du pays, dans les villages, dans les villes, dans les campagnes, bref,



↳ Antonio Costa.
Dessin de Pedro Silva,
Portugal.

partout où il y avait un électeur. Il a toute la légitimité, toutes les possibilités."

Le **Diário de Notícias** relève de son côté que Rui Rio, leader de l'opposition de centre droit, a perdu des voix en tardant à prendre ses distances avec l'extrême droite, représentée par le parti Chega, l'autre grand gagnant de ces élections (7,15 % des voix et 12 élus au Parlement, contre un seul jusqu'alors). La directrice du quotidien, Rosália Amorim, remarque que "les Portugais ont clairement fait savoir ce qu'ils ne veulent pas d'alliance, ni à gauche ni à droite", alors que 19 des 27 pays de l'Union européenne, eux, ont des gouvernements de coalition.

Le **Jornal i** titre enfin sur la "gloire" du PS. Fort d'un score "net et sans bavure", son chef de file, António Costa, a désormais les coudées franches pour mettre en œuvre le plan d'investissements de 16 milliards d'euros financé par l'Union européenne. Aussi est-il en passe de battre un record de longévité en attendant les législatives d'octobre 2026. "Costa pourrait devenir le Premier ministre ayant exercé le plus longtemps ses fonctions après le 25 avril [1974, jour de la 'révolution des œillets'], dépassant ainsi Aníbal Cavaco Silva, qui a été au

pouvoir pendant près de dix ans [de 1985 à 1995, avant d'être élu président de 2006 à 2016]", souligne le patron du journal, Vítor Rainho, dans son éditorial.

— **Courrier international**

À la une



TUTEUR DE LA MAJORITÉ ABSOLUE

En une, le 1^{er} février, **Público** s'amuse à mettre en scène le Premier ministre socialiste António Costa, qui, porté par son triomphe aux élections, repeint en rose tout le Parlement. Y compris le président de centre droit, Marcelo Rebelo de Sousa, caché derrière l'édifice, et dont on annonçait un renforcement de son pouvoir après ce scrutin. Cette vague rose le réduit à un rôle de "tuteur de la majorité absolue", comme le titre le quotidien.

Le devoir avant tout



ITALIE — "Mattarella, et de deux pour le pays", titre le **Corriere della Sera** le 30 janvier. La veille, raconte le

journal, de guerre lasse, "à 3 heures de l'après-midi, les chefs de parti sont montés sur la colline [du Quirinal, siège de la présidence italienne] pour supplier Mattarella d'accepter sa réélection". Son plébiscite dans la foulée, par 759 voix, a fait "tomber le rideau sur une semaine surréaliste". À 80 ans, Sergio Mattarella avait martelé qu'il ne souhaitait pas briguer un second mandat. Mais, après une semaine de blocage, les partis de la coalition gouvernementale n'ont eu d'autre choix que d'aller le trouver.

In extremis

ARGENTINE — Après des mois de bras de fer pour la renégociation de sa dette colossale auprès du Fonds monétaire international, et dans l'incapacité d'honorer les prochaines échéances, l'Argentine a échappé au défaut de paiement en trouvant in extremis, le 28 janvier, un accord avec l'institution financière internationale. Sans cet accord, souligne **La Nación**, le pays aurait plongé "dans une crise à la profondeur incalculable". En 2018, l'Argentine avait reçu du FMI près de 45 milliards de dollars et s'était engagée à rembourser 54 milliards – avec les intérêts – avant 2024. Intenable. Au terme de ce nouvel accord, le FMI prendra en charge les remboursements durant deux ans et demi. Après quoi et pendant dix ans, l'Argentine devra rembourser.

La brouille de trop ?

MALI — "Un nouveau palier vient d'être franchi", relève **Le Pays** après l'annonce, le 31 janvier, de l'expulsion, sous soixante-douze heures, de l'ambassadeur de France au Mali. Une mesure prise à la suite des propos de

Jean-Yves Le Drian jugés "hostiles et outrageux" par Bamako. Le chef de la diplomatie française avait dénoncé des "mesures irresponsables" d'une junte "illégitime", après que le Mali a demandé le retrait des soldats danois qui venaient d'être déployés dans le pays, rappelle **Maliweb**. Les relations entre les deux pays n'ont cessé de se détériorer depuis que des militaires ont pris le pouvoir par la force en août 2020. À en croire *Le Pays*, chacun "joue la carte de la prudence". Car le Mali "n'a pas eu le courage de demander ouvertement le départ de Barkhane" et "Paris, nonobstant la présence du groupe Wagner à Bamako, n'a pas décidé de retirer ses troupes".

Les camions de la colère



CANADA — Des milliers de camionneurs et de sympathisants ont paralysé, les 29 et 30 janvier, le centre

de la capitale canadienne pour protester contre les mesures sanitaires en place. Et, à en croire **The National Post**, "les organisateurs du convoi entendent rester à Ottawa". Ce "convoi de la liberté", tel que les protagonistes l'ont surnommé, avait débuté pour protester contre la vaccination obligatoire des chauffeurs routiers qui entrent au Canada après s'être rendus aux États-Unis. "Mais la contestation n'a cessé de gagner en ampleur à mesure que le convoi traversait le pays", ajoute le journal de Toronto. Désormais,

le gouvernement doit gérer une vaste fronde "contre la vaccination et les règles sanitaires".

"Le plus grand"



TENNIS — Avec 21 tournois du Grand Chelem au compteur, il n'y a plus de débat : Rafael Nadal est, pour l'heure, le plus grand joueur de tennis de tous les temps. Grâce à sa victoire, le 30 janvier, en finale de l'Open d'Australie au terme d'une "remontée épique" face au Russe Daniil Medvedev et d'un combat de plus de cinq heures, l'Espagnol entre, à 35 ans, un peu plus dans "l'Olympe des dieux du sport", savoure le journal sportif **As**, qui, pour l'occasion, orne sa une des 21 sacres du Majorquin.

Des capsules pour l'éternité

SUÈDE — Le combustible utilisé qui sort des centrales nucléaires sera encapsulé puis enfoui dans le sol jusqu'à 500 mètres de profondeur. "Sans doute la décision à plus long terme jamais prise par un gouvernement suédois", résume, le 27 janvier, le quotidien conservateur **Svenska Dagbladet**. Historique, donc. Pour autant, nuance le journal économique **Dagens Industri**, "malgré toutes les recherches, personne ne peut être sûr aujourd'hui que la méthode choisie fonctionnera" pendant les cent mille ans durant lesquels le site sera censé abriter les 12000 tonnes de combustible prévues.

➤ *Dessin de Chappatte paru dans Der Spiegel, Hambourg.*

ROYAUME-UNI

Boris Johnson touché mais pas encore coulé

Le document relatif au "partygate" a été rendu public le 31 janvier. Il laisse entrevoir des errements importants mais ne permet pas d'incriminer le Premier ministre.



À quelques pas de Downing Street, un squelette factice brandit une pancarte : "J'attends encore et encore et encore le rapport de Sue Gray." Son supplice a pris fin le 31 janvier. Au terme de près d'une semaine de suspense, les conclusions de l'enquête relative à la série de garden-partys, de pots de départ et de fêtes organisées dans la résidence du Premier ministre lors des confi-



Revue de presse

nements successifs ont fini par tomber. Une version partielle de 12 pages, du moins. Un point d'étape, "un update", comme l'appelle la presse britannique. "La raison du délai et du caviardage est que la police, ayant lancé une enquête séparée, a demandé au dernier moment à la haute-fonctionnaire chargée d'examiner ces fêtes de ne pas en divulguer les détails", explique **The Guardian**. "Mais le document contient des éléments importants", poursuit le quotidien classé à gauche. Sue Gray a ainsi identifié 16 rassemblements festifs, répartis sur 12 dates, entre mai 2020 et avril 2021.

Certains paragraphes "laissent transparaître la colère réprimée d'une fonctionnaire qui a consacré sa vie au service public", souligne **The Spectator**. Parmi ses conclusions les plus "accablantes", Sue Gray pointe du doigt "les défaillances de leadership à Downing Street" et "un comportement autour de ces événements qui est difficile à justifier".

Peu après la publication du document, Boris Johnson s'est une nouvelle fois excusé devant la Chambre des communes et a annoncé une réorganisation de ses services. "Il se dépeint en victime d'une organisation pourrie dont il a hérité", analyse l'hebdomadaire conservateur. Reste à voir dans quelle mesure le verdict partiel de Sue Gray sera fatal au Premier ministre." En d'autres termes, dans quelle mesure ses

propres troupes sont convaincues de sa probité, ou plutôt disposées à déclencher un vote de défiance à son encontre.

Dans l'immédiat, avance **The Daily Telegraph**, l'ex-maire de Londres devrait pouvoir conserver son poste. "Boris Johnson n'est pas critiqué directement dans le rapport, ce qui lui permet de gagner du temps." Même son de cloche dans **The Times** : "Sa majorité devrait continuer au moins temporairement à le soutenir. Mais cette histoire est loin d'être finie." L'avenir de Johnson est désormais suspendu aux conclusions de l'enquête de police. Et au rapport complet de Sue Gray, dont la publication finale devrait intervenir dans la foulée. "En attendant Sue Gray est devenu un leitmotiv très beckettien ces dernières semaines au Royaume-Uni", note **The Daily Telegraph**. Pour mesurer les retombées politiques du "partygate", l'attente ne fait peut-être que commencer.

— **Courrier international**

3,6

MILLIARDS DE DOLLARS : c'est le montant déboursé par Sony pour racheter l'éditeur Bungie, créateur de *Halo* et de *Destiny*, deux des plus grandes franchises du secteur du jeu vidéo. "C'est un mois absolument énorme pour les acquisitions dans ce secteur", résume **The Verge** le 31 janvier, alors que, deux semaines plus tôt, Microsoft a mis la main sur l'éditeur Activision Blizzard en mettant 68,7 milliards sur la table.



L'ŒIL
DE BERTRAMS



Le dessinateur néerlandais, régulièrement publié dans l'hebdomadaire, croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ "L'élue". Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas pour *Courrier international*.

Primaire. La gauche ne sait plus à quel saint se vouer

Comme prévu, Christiane Taubira est arrivée en tête de la primaire populaire. Mais sa victoire ne change pas les rapports de force au sein d'une gauche divisée comme jamais.

Et maintenant ? C'est la question que se posaient les analystes politiques et probablement une bonne partie des candidats de la gauche française, après la victoire ce dimanche [30 janvier] de l'ancienne ministre de la Justice, Christiane Taubira, à la primaire populaire", écrit le journal espagnol **El País**.

Les votants, qui devaient "attribuer aux sept candidats une mention allant d'insuffisant à 'très bien', ont offert une nette victoire à Taubira, jugée au moins 'bien' par 67 % des participants", précise le quotidien londonien **Financial Times**. Yannick Jadot (Les Verts) est arrivé 2^e, Jean-Luc Mélenchon (LFI) 3^e et Anne Hidalgo (PS) 5^e - une claque pour la maire de Paris.

Malgré cette victoire, "tout reste à faire pour Taubira", qui a "remporté le scrutin destiné à voir émerger une candidature unique à gauche pour la présidentielle, mais dont la plupart des principaux candidats ont refusé de reconnaître la légitimité", écrit depuis Bruxelles **Le Soir**. Yannick Jadot, Jean-Luc

Mélenchon et Anne Hidalgo ont refusé de reconnaître la légitimité de la consultation - qui a compté 393 000 votants, selon les organisateurs -, mais M^{me} Taubira a néanmoins appelé à l'unité.

"Il en découle une situation absurde vu que ces trois personnes ont été incluses parmi les candidats alors qu'elles ne le souhaitaient pas...", estime en Italie **La Stampa**, déconcertée par ce vote organisé avec des

notations "comme à l'école". "Les résultats, donnés sous la forme de moyennes, sont du même style. Au bout du compte, le seul résultat concret a été d'ajouter une candidature supplémentaire, celle de Taubira, à une liste déjà longue."

Pour **AP**, Christiane Taubira a beau être "une icône de la gauche", son désir d'union relève de la mission impossible. "La gauche française est divisée et affaiblie dans la course à la présidentielle", écrit l'agence de presse américaine. Car "au moins cinq candidats traditionnels ont refusé toute alliance entre eux" - et n'ont aucune intention de changer de stratégie.

Poison électoral. Malgré ses faiblesses évidentes, la primaire pourrait provoquer un mouvement politique chez les socialistes en raison de leur faiblesse historique dans les intentions de vote, estime en Allemagne **Die Zeit**. "Si Christiane Taubira, forte de ses bons résultats dans les sondages, voyait sa cote de popularité encore augmenter, elle pourrait contraindre Anne Hidalgo à se retirer. Après tout, l'ancienne garde des Sceaux est encore officiellement membre du Parti socialiste."

Le Temps juge également que "Christiane Taubira peut espérer décoller avec ce vote. Mais si son score, au soir du premier tour le 10 avril, s'avérait très décevant, elle sera accusée, à coup sûr, d'avoir de nouveau manié le pire des poisons électoraux : celui de la division."

La primaire populaire était elle donc au bout du compte "a waste of time ?" (une perte de temps) s'interroge le site d'information **The Local**. "Pas forcément. En tant qu'exercice de démocratie citoyenne, elle a répondu au désir sincère de beaucoup de Français de renouer avec une influence directe et populaire sur le processus politique (souvenons-nous des 'gilets jaunes'). À plus long terme - pour l'échéance 2027 et au-delà -, la primaire populaire, ou quelque chose du genre, pourra peut-être servir de vecteur à la création d'un mouvement réaliste et unifié de la gauche et des Verts en France. Mais pas cette fois."

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

"La course à l'Élysée, une égocratie débridée": pour **La Vanguardia**, la campagne présidentielle française se transforme en une bataille des ego, avec des projets non viables et des candidats gonflés d'orgueil. Un manque de réalisme risqué, estime le journal de Barcelone.

COMMENT ÇA VA LES FRANÇAIS ?

JOHN LICHFIELD, journaliste indépendant, ancien correspondant de **The Independent** (Royaume-Uni).

"La France rurale se sent abandonnée"



Les thèmes de la précampagne correspondent-ils aux attentes que vous percevez chez les Français ?

Non, je pense que l'économie, l'inflation, le coût de la vie sont les préoccupations majeures. L'immigration et la sécurité, qui dominent la précampagne à cause d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen, n'arrivent qu'en quatrième ou cinquième position des thèmes les plus importants, selon un sondage récent. J'habite dans un petit village en Normandie et, au-delà des difficultés qu'éprouvent les gens à mener une vie correcte, en raison notamment de la hausse des prix, j'entends beaucoup cette idée que la France rurale a été un peu abandonnée. L'agriculture et les grandes industries souffrent ou ont un peu disparu, et les gens là-bas ont le sentiment d'avoir perdu quelque chose de très important.

Comment se porte le moral des gens de gauche, selon vous ?

Il est plutôt à zéro, je pense ! J'ai assisté à une réunion du Parti socialiste local. Les gens étaient très déçus de la campagne d'Anne Hidalgo.

Si vous deviez citer une phrase qui vous a marqué au sujet de l'élection ?

Un conducteur Uber, qui a voté Jean-Luc Mélenchon en 2017 et recommencera au premier tour en 2022, m'a dit qu'il serait prêt à voter pour Emmanuel Macron au second tour. Je pense aussi à une femme de mon village qui, en 2017, faisait partie de celles et ceux qui avaient la haine de Macron. Récemment elle m'a dit que, après ce qu'il avait fait pour aider les gens pendant la pandémie, il fallait continuer avec lui. Je ne sais pas s'ils sont représentatifs, mais ce que j'en retiens, c'est que, comme le paysage politique n'est plus structuré par un bloc de droite et un autre de gauche, il est maintenant devenu très compliqué. Aujourd'hui en France, les choses peuvent partir dans tous les sens.

— **Courrier international**
Retrouvez l'intégralité de cet entretien en vidéo sur notre site.

LE MONDE EST PLUS BEAU AU FIL DE L'EAU

Au plus proche de la nature et de la culture sur les fleuves, mers et canaux

- Des bateaux à taille humaine
- Croisières en pension complète avec boissons à discrétion à bord
- Savoir-faire et gastronomie à la française
- Des destinations exclusives
- Plus de 170 itinéraires en Europe et dans le monde



**RETROUVEZ NOS OFFRES EXCEPTIONNELLES
sur www.croisieurope.com**

Renseignements au 0825 333 777⁽¹⁾ ou dans votre agence de voyages    

(1) Service 0,15€/min. + prix appel. IM067100025. Photo non contractuelle © Alexandre Sattler - CreaStudio 2201039.





CONTROVERSE

Faut-il fournir des armes à l'Ukraine ?

Face à la menace russe, les États-Unis et le Royaume-Uni ont décidé de livrer des armes à l'Ukraine. L'Allemagne s'y refuse. Une position qui divise la rédaction de ce journal berlinois.

OUI

C'est dissuasif

—Der Tagesspiegel Berlin

La résistance du Parti social-démocrate et des Verts à ce que leur enseigne leur propre expérience a quelque chose d'étonnant. Ils refusent de fournir des armes défensives à l'Ukraine. Même les gilets pare-éclats et les casques sont l'objet de débats [la ministre écologiste des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a réaffirmé le 27 janvier son opposition à des livraisons allemandes d'armes, et seul l'envoi de 5000 casques de protection a pour l'heure été évoqué]. Pourtant, depuis la fin de la guerre froide, ils ont dû plus d'une fois se rendre à l'évidence : le principe de ne livrer aucune arme dans les zones de tension est immoral si, ce faisant, on prive les victimes de voisins beaucoup plus puissants de la possibilité de se défendre.

Porc-épic. Pendant les guerres dans les Balkans, il a fallu des dizaines de milliers de morts avant que l'Allemagne ne se décide à aider ceux qui étaient dos au mur. C'est un gouvernement rouge-vert qui a envoyé la Bundeswehr au Kosovo en guerre pour protéger les Albanais des Serbes.

Quand les milices terroristes de l'État islamique ont semé la dévastation en Syrie et en Irak, l'Allemagne a équipé les formations kurdes afin qu'elles protègent des assassins les minorités religieuses, comme les yézidis. Ainsi que l'a déclaré en mai dernier Robert Habeck [alors coprésident des Verts, aujourd'hui vice-chancelier] après s'être rendu sur le front dans l'est de l'Ukraine, on ne peut pas refuser des armes défensives à ceux qui sont attaqués. On avait alors pu espérer que c'en était fini des querelles internes. Les Verts avaient enfin épousé la morale de la réalité.

Et nous revoici donc au point de départ, avec le recours à des arguments que l'on peut démentir de façon empirique. Le droit à l'exportation n'est pas un obstacle si l'on ne veut pas qu'il en soit un. Comme le montre l'armement des Kurdes. Quand on leur affirme que la livraison d'armes défensives conduit à l'escalade, les Américains et les Ukrainiens rétorquent : les séparatistes ont retiré leurs chars russes dès qu'il a été annoncé publiquement que l'Ukraine avait reçu des missiles antichars fournis par les États-Unis.

Londres et Washington ont livré des armes défensives supplémentaires, y compris des missiles antiaériens, pour pouvoir contrer l'avantage militaire dont dispose la Russie. Il n'est pas question d'équiper l'Ukraine afin qu'elle soit en mesure de gagner une guerre contre Moscou, mais afin que le prix en soldats tués, le coût de l'offensive et de l'occupation deviennent exorbitants pour Poutine. L'Ukraine n'est plus aujourd'hui une proie aussi facile et fragile que la Crimée en 2014. Beaucoup d'Ukrainiens sont déterminés à se battre – et à résister dans le cas d'une occupation russe. Leur pays sera aussi difficile à avaler pour Poutine qu'un porc-épic pour les prédateurs, disent-ils.

Cela suffirait-il à le dissuader d'attaquer? Lui seul le sait. Il a déjà déployé ses troupes une première fois [en avril 2021], avant de les renvoyer dans leurs casernes, manifestement parce que le prix à payer en cas d'offensive était trop élevé. Pourquoi pas cette fois encore? Toutefois, il y a une objection sérieuse : dans le cas où Poutine serait fermement décidé à passer à l'attaque, les livraisons d'armes pourraient prolonger un conflit qui coûterait à l'Ukraine d'autant plus de tués. Mais ne serait-ce pas aux Ukrainiens de peser par eux-mêmes le pour et le contre? Cela a tout l'air d'être un nouvel exemple d'arrogance morale, quand l'Allemagne prétend savoir mieux que les intéressés ce qui est bon pour eux.

Les livraisons d'armes à l'Ukraine augmentent les chances que Poutine n'attaque pas. Et s'il le fait malgré tout, c'est

aux Ukrainiens de décider s'ils veulent ou non se défendre avec acharnement. Cette partie-là du droit à l'autodétermination devrait également être prise en compte par les partis de la coalition.

—Christoph von Marschall

NON

Cela pourrait provoquer Poutine

L'Occident est déterminé à prouver que Vladimir Poutine bluffe. Le déploiement de troupes qu'il a ordonné à la frontière de l'Ukraine est le plus ambitieux jamais entrepris en Europe depuis la fin de la guerre froide. L'autocrate brandit la menace d'une nouvelle offensive sur le territoire de ce pays souverain. Il exige entre autres que l'Otan s'engage à ne pas accorder le statut de membre à la Géorgie et à l'Ukraine, et à ne pas installer de systèmes de défense antimissiles dans la partie orientale de l'Europe.

L'Otan ne compte satisfaire aucune de ses demandes. L'Alliance insiste sur le fait que chaque pays dispose du droit à l'autodétermination, et elle a recours à la dissuasion. Poutine est censé comprendre que son agression militaire lui coûtera plus qu'elle ne lui rapportera. On le menace donc en retour de sévères sanctions, d'une exclusion du réseau interbancaire en dollars Swift, de mettre fin à Nord Stream 2.

Realpolitik. Ce qui paraît aussi légitime que rationnel. Le problème étant que, de son côté, Poutine est bien décidé à montrer que l'Occident bluffe. Il considère que les États-Unis sont décadents, que l'Union européenne est inoffensive. Il sait que l'Otan n'aidera pas militairement l'Ukraine. Il croit que la peur du chaos sur les marchés mondiaux et – dans le cas d'une interruption des exportations

russe de gaz naturel – de logements glaciaux et d'une explosion des prix de l'énergie est plus forte à l'Ouest que la volonté de faire respecter le droit international.

Dans cette situation particulièrement volatile, où les interprétations erronées sont non seulement probables, mais possibles, est-il vraiment sensé de livrer des armes à l'Ukraine? Les États-Unis le font, le Royaume-Uni aussi, pas l'Allemagne. Mais ce n'est pas tant une question d'apaisement que de realpolitik. Il est naïf d'espérer que Poutine retirera ses troupes sans avoir obtenu un résultat digne de ce nom. Son pays est une puissance nucléaire, il veut avoir voix au chapitre dans le concert des nations et être respecté. Il interprétera des livraisons d'armes à l'Ukraine comme une nouvelle tentative d'humiliation. Le jeu en vaut-il la chandelle?

Il faut en outre se demander si ces armes ne risquent pas d'accroître les souffrances. Sur le plan militaire, l'Ukraine n'est pas en mesure de damer le pion à la Russie. Et si elle s'efforce d'y parvenir à l'aide d'armes occidentales, cela pourrait servir de prétexte à Poutine pour intervenir encore plus violemment. Comme tous les États souverains, l'Ukraine a le droit de se défendre. L'usage qu'elle fera de ce droit sera aussi fonction de ses chances de succès.

Il ne faut pas se leurrer au sujet de Poutine. Il a envahi la Géorgie et l'Ukraine, il soutient Assad en Syrie, fait assassiner ses opposants, sape la démocratie partout où il le peut. Les conditions qu'il impose à l'Otan sont inacceptables. Mais en termes stratégiques, si l'on veut l'empêcher une nouvelle invasion en Ukraine, il ne faut pas se contenter de jouer des muscles. Le danger de guerre n'est jamais plus grand que quand un agresseur n'a plus rien à craindre ou à perdre. L'entrée de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'Otan n'a aucun caractère d'urgence, elle pourrait être gelée pendant une période de dix ans. Peut-être Poutine se satisfera-t-il d'un minitriomphe de ce type. Cela vaut la peine d'essayer.

—Malte Lehming

Publié le 18 janvier



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ AFD Courrier International À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Février-mars 2022
8,50 €



IL, ELLE, IEL...

LES RÉVOLUTIONS DU GENRE

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTIQ à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

d'un
continent
à l'autre.

europa



France	15
Afrique	18
Moyen-Orient...	20
Amériques.....	22

Ukraine. Croire à la guerre ou ne pas y croire...

Confrontés à la menace d'une invasion russe, les Ukrainiens sont divisés. Non pas entre partisans et adversaires de Moscou, mais entre ceux pour qui la guerre a commencé en 2014 et ceux qui se comportent comme si elle n'existait pas, écrit cet historien et chroniqueur ukrainien.



—Oukraïnska Pravda
Kiev

Y aura-t-il la guerre? Poutine va-t-il attaquer l'Ukraine? L'armée russe va-t-elle intervenir sur notre territoire? Chaque fois que les Ukrainiens se posent ces questions, il se trouve quelqu'un pour souligner, non sans raison, que Poutine a déjà attaqué. Que les forces militaires russes sont déjà intervenues sur nos terres. Que la guerre dure déjà depuis longtemps, depuis février 2014.

Cette réponse est juste en soi, et pourtant, il y a un "mais", et non des moindres. Qui ne tient pas tant à la confrontation entre l'Ukraine et Moscou qu'au quotidien et au confort des Ukrainiens.

L'annexion de la Crimée et les opérations militaires dans le Donbass ont coupé le pays en deux parties inégales. Une partie où les gens vivent dans l'espace de la guerre hybride, et l'autre où les gens vivent dans l'espace de la paix hybride. Une partie qui est dans les tranchées, fait du volontariat, suit les communiqués du front et les nouvelles des régions occupées. L'autre qui tente de poursuivre son existence comme d'habitude et de faire abstraction de ce qui se passe sur le front.

Mouche agaçante. Pour l'une, le conflit armé avec la Fédération de Russie est synonyme de sang et de larmes, de la mort d'amis et de la perte d'une partie de la terre natale. Pour l'autre, c'est la dévaluation de la hryvnia [la devise ukrainienne], l'introduction d'une taxe militaire [un pourcentage prélevé sur les salaires pour financer l'effort de guerre] et l'interruption des chaînes de télévision russes. Pour l'une, la confrontation avec Moscou a quelque chose de fatal, comme une question de vie ou de mort. Pour l'autre, c'est la source d'un inconfort quotidien modéré, que l'on peut écarter comme une mouche agaçante.

← Vladimir Poutine s'adresse à l'Ukraine : "Je serais vous, j'y réfléchirais à deux fois."
Dessin de Horsch paru dans Handelsblatt, Düsseldorf.

Mais les rôles tant des uns que des autres ont été déterminés dès 2014-2015. Tous ceux qui voulaient venir en aide à l'armée ukrainienne ont déjà rejoint les rangs des volontaires, des ONG et des sponsors des forces armées. Tous ceux qui ont été contraints de quitter leur domicile et de fuir les territoires occupés se sont déjà installés ailleurs. Tous ceux qui étaient en âge de servir et ont reçu un ordre de mobilisation se sont rendus dans les bureaux de recrutement ou ont réussi à y échapper.

Le niveau d'implication des Ukrainiens dans les opérations militaires contre la Fédération

Tous ceux qui voulaient venir en aide à l'armée ont déjà rejoint les rangs des volontaires.

de Russie reste le même depuis bientôt sept ans. Pendant cette période, une minorité a réussi à s'habituer à l'agression russe, tandis que la majorité a adopté une attitude consistant à ignorer ladite agression.

Récemment encore, on pouvait croire que cette frontière entre l'Ukraine combattante et l'Ukraine en paix ne bougerait pas. Au fil des ans, les deux côtés se sont plus ou moins faits à la cohabitation. "Vous pouvez vous battre contre Poutine, mais ne nous empêchez pas de nous tenir à l'écart", telle était la devise tacite de l'Ukraine en paix. "Bon, tenez-vous à l'écart, mais ne nous empêchez pas de nous battre", tel était le credo muet de l'Ukraine combattante.

Tout empiètement sur les positions de l'autre partie – que ce soit un appel à une paix immédiate avec la Russie ou la décision d'inscrire les femmes sur les registres du personnel mobilisable – était perçu comme une violation du contrat social. Or le problème, c'est que pour le Kremlin notre contrat social improvisé et le statu quo qui l'accompagne ne signifient rien. Le voisin du Nord est capable, à tout moment, de dessiner une nouvelle frontière entre les deux Ukraine, ou de l'effacer complètement. Et maintenant, l'important n'est pas tant de savoir si Poutine va envahir ou non, mais

Chronologie

21 novembre 2013 — Rassemblements sur Maïdan en faveur d'un accord d'association entre l'Ukraine et l'UE.
18-22 février 2014 — Les unités antiémeutes tirent sur la foule et font des dizaines de morts. Le président Viktor Ianoukovitch, destitué, s'enfuit en Russie.
27 février — Apparition en Crimée de soldats russes sans insignes, qui prennent le contrôle de la presqu'île.
18 mars — La Russie annexe la Crimée.
Avril — Premiers affrontements dans le Donbass entre séparatistes prorusses et forces ukrainiennes.

6 juin — À l'occasion des célébrations du débarquement, François Hollande et Angela Merkel rencontrent Vladimir Poutine et Petro Porochenko, le nouveau président ukrainien. Création des réunions dites "au format Normandie".
17 juillet — Un tir de missile séparatiste sur un avion civil de la Malaysia Airlines fait 298 morts dans le Donbass.
26-27 août — Entrée des troupes russes dans le Donbass, occupation d'une partie de la rive nord de la mer d'Azov.
5 septembre — Un premier accord de cessez-le-feu est signé à Minsk.
11 février 2015 — Nouvel accord de Minsk, sans résultat sur le terrain.

9 décembre 2019 — Dernière rencontre à Paris entre chefs d'État au format Normandie. La situation reste bloquée.
Janvier-mars 2021 — Les échanges de tirs se multiplient sur la ligne de front.
Mars-avril 2021 — L'armée russe procède à de premiers déploiements de troupes importants près des frontières ukrainiennes.
Depuis novembre 2021 — Moscou renforce ses moyens militaires aux frontières de l'Ukraine.
Janvier 2022 — Arrivée de près de 30 000 soldats russes en Biélorussie, officiellement pour participer à des manœuvres conjointes.

plutôt de savoir si le niveau d'implication de nos concitoyens dans la confrontation militaire avec Moscou va changer. Et s'il a lieu, en quoi ce changement sera-t-il radical.

Le scénario d'une guerre à grande échelle ne laisse aux simples citoyens pratiquement aucune chance de la fuir. Une attaque sur Kiev et Odessa, la destruction des infrastructures ukrainiennes, tout cela pourrait momentanément bouleverser le quotidien de millions de gens.

Les tiktokeurs insouciants devront préparer leurs sacs d'évacuation. Les blogueurs voyage optimistes devront se transformer en réfugiés. Les habitués des bars et des boîtes de nuit à la mode devront s'entasser dans les abris antiaériens. L'Ukraine en paix sera obligée de ressentir en elle-même tout ce que l'Ukraine combattante a appris à connaître en 2014-2015.

Et, ne nous voilons pas la face, il se trouvera des vétérans et des volontaires pour contempler ce processus avec une joie mauvaise et une certaine satisfaction morale.

Toutefois, une intervention militaire russe à grande échelle en Ukraine n'est que l'une des versions possibles de l'évolution

Le scénario d'une guerre à grande échelle ne laisse aux citoyens aucune chance de la fuir.

de la situation, et pour l'heure elle n'est pas la plus vraisemblable. Les dirigeants du Kremlin ont bien d'autres options à leur disposition. Une escalade militaire limitée dans le Donbass, ou à la frontière avec la Crimée. Un accroissement local de la zone d'occupation russe. Des frappes ponctuelles sur des objectifs militaires. L'un ou l'autre de ces

scénarios constituera un test sérieux pour la machine militaire ukrainienne, et, à un niveau nettement moindre, il affectera aussi les populations civiles.

L'espace de la paix hybride, un peu rétréci, sera préservé. Avec des pertes économiques inévitables, mais sans perturbation de la vie quotidienne. Avec la poursuite de la dévaluation de la hryvnia, mais avec la possibilité de s'en servir pour payer ses courses dans le centre commercial ou passer chez l'esthéticienne du coin. Avec des vacances accessibles, comme avant, mais plus chères bien sûr, en Turquie, en Égypte ou en Europe.

Dans cette configuration, l'Ukraine en paix essaiera de se maintenir dans sa zone de confort, quel qu'en soit le prix. Elle continuera autant que possible à faire abstraction de la guerre et à profiter de la vie. Et, si le fardeau augmente, il pèsera sur la partie déjà combattante

et volontaire de la société, qui devra accomplir un effort encore plus important.

On se croirait un peu dans cette vieille blague : "Papa, la vodka a augmenté. Maintenant, tu vas boire moins? - Non, mon fils, c'est toi qui vas moins manger."

Cyberattaques. On peut aussi envisager un scénario inversé, qui verrait Moscou miser non tant sur la force des armes que sur des instruments hybrides. Et, dans ce scénario, les frappes principales ne viseraient pas les militaires mais les civils.

Une agression énergétique contre l'Ukraine et la hausse de la crise dans ce secteur. Des cyberattaques d'envergure avec des conséquences destructrices. Une déstabilisation politique intérieure. La mise hors service des infrastructures critiques. Des pannes récurrentes de chauffage et d'électricité, des connexions de téléphonie mobile et d'Internet. Le chaos et la violence dans les rues des villes ukrainiennes. L'intensification de la panique, de la peur, de la dépression et du désespoir.

C'est à peu près comme cela que se présenterait l'extension d'une guerre hybride qui finirait par engloutir l'espace de la paix hybride. Qui ne détruirait pas le quotidien habituel en un instant, mais qui le saperait peu à peu. Qui ne jetterait pas les gens simples dans l'enfer du combat, mais qui métamorphoserait leur vie de tous les jours jusqu'à ce qu'elle ressemble à celle du front.

Pour la Russie, cette tactique pourrait même se révéler plus profitable qu'une opération militaire traditionnelle. L'Ukraine, elle, doit être prête à n'importe quelle tournure des événements, et elle ne doit pas oublier que la frontière entre la paix et la guerre est extrêmement ténue.

— **Mikhaïlo Doubinianskiy**
 Publié le 22 janvier



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

L'Ukraine hésite entre l'insouciance et les préparatifs guerriers
 "La neige tombe à gros flocons. Lorsque le vent se lève, elle se transforme en glace, frappant la fenêtre de ma chambre et recouvrant la rue Krechtchatyk. Je contemple le spectacle depuis le 13^e étage de l'hôtel Ukrayina. Un édifice magnifique, typique de l'architecture stalinienne. Le 20 février 2014, des snipers prorusses tiraient du même bâtiment sur les manifestants de la place Maïdan. Ils visaient la tête, le cou et les poumons, histoire que les médecins n'aient aucune chance de sauver les victimes exfiltrées vers les hôpitaux. Cinquante personnes trouvèrent la mort. Un impact de balle, cratère dans une muraille de verre, entretient le souvenir de cette journée dramatique." Pour le portail de Budapest **24.hu**, un journaliste hongrois raconte, depuis Kiev, l'ambiance mitigée dans la capitale ukrainienne, entre la crainte d'une guerre avec la Russie voisine et la volonté de profiter de la vie. Les bruits de bottes actuels lui rappellent l'annexion de la Crimée et l'invasion du Donbass, qu'il a vécue de près.
Un reportage à lire en intégralité sur notre site Internet.

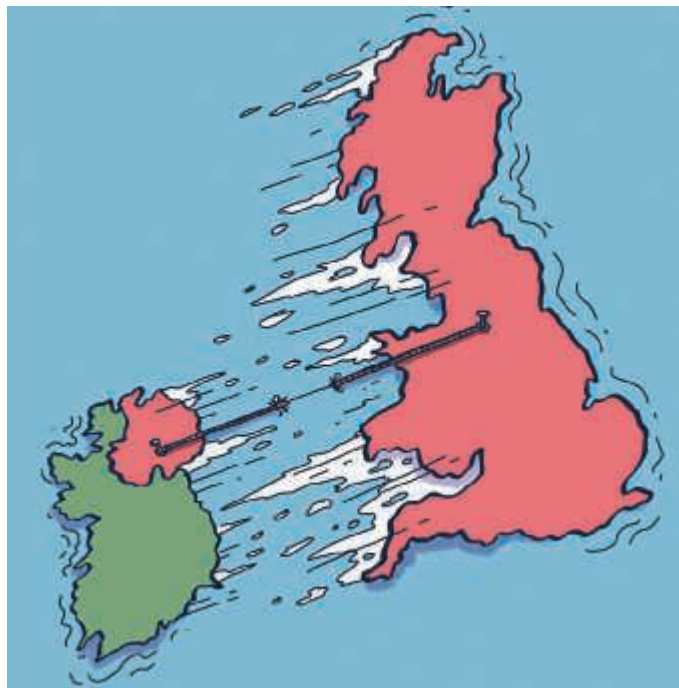
LES MOTS DES AUTRES
 l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.
 À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

✍ *Dessin de Dominic McKenzie paru dans The Observer, Londres.*

ROYAUME-UNI-IRLANDE

Bloody Sunday, la vie d'après

Le 50^e anniversaire du massacre de 14 civils nord-irlandais par l'armée britannique rappelle que les deux îles ne peuvent échapper à leur destin commun, explique ce chroniqueur irlandais.



—The Observer Londres

C'était il y a cinquante ans. Aux premières heures du 2 février 1972, l'ambassade britannique à Dublin est ravagée par un incendie. Il ne s'agit pas d'un accident. Tout au long de la journée précédente, une foule immense s'est rassemblée pour manifester devant l'exquise terrasse de style géorgien sur Merrion Square. Les gens ont poussé des vivats quand des jeunes hommes ont grimpé jusqu'aux balcons et fracassé une fenêtre. Ils ont versé de l'essence à l'intérieur et y ont mis le feu. La police n'a rien fait pour empêcher la situation de dégénérer.

J'avais 14 ans à l'époque, et je n'étais donc pas sur place. Mais certains de mes amis plus âgés s'y trouvaient, et je rêvais d'être avec eux. L'assaut avait été orchestré par l'IRA, mais

la majorité des Irlandais de la rue, bien qu'animés d'intentions pacifiques, l'avaient approuvé. C'était ce qu'il fallait faire, avait-il semblé, une riposte appropriée au massacre commis le week-end précédent à Derry, en Irlande du Nord, quand 13 civils désarmés avaient été abattus par les soldats de l'armée britannique [une quatorzième personne a plus tard succombé à ses blessures].

Simultanéité. L'horreur, ce n'étaient pas seulement les atrocités perpétrées à Derry. C'était aussi la façon qu'avaient eue les Britanniques de mentir à leur sujet, en prétendant que les soldats avaient été visés par des tirs et qu'ils n'avaient fait que se défendre contre des terroristes. L'enquête officielle qui, pour l'essentiel, avait réitéré ce mensonge, avait clairement montré que l'État britannique ne tenait

absolument pas à reconnaître ce qui s'était passé, et encore moins à punir qui que ce soit. Face à une telle insensibilité, l'incendie de l'ambassade semblait effectivement la seule façon de faire comprendre au pouvoir britannique ce qu'éprouvaient la plupart des Irlandais.

Ainsi, cinquante ans après la fondation de l'État libre d'Irlande, les relations entre la Grande-Bretagne et l'Irlande indépendante étaient à leur nadir. Il y avait eu d'autres moments difficiles, en particulier pendant la Seconde Guerre mondiale, quand la neutralité de l'Irlande avait été considérée par bien des Britanniques comme une odieuse trahison. Mais au lendemain du "Dimanche sanglant" (Bloody Sunday), les relations étaient au plus bas, car ce massacre n'était qu'un épisode

L'entrée dans l'UE a permis à l'Irlande de se sevrer de sa dépendance vis-à-vis du Royaume-Uni.

d'un conflit qui ne cessait alors de s'aggraver en Irlande du Nord (1972 serait en fin de compte l'année la plus meurtrière des Troubles). Durant ces mois-là, on avait presque le sentiment que les deux États de ces îles étaient sur le point de basculer dans la spirale incontrôlable d'une hostilité violente.

Pourtant, huit jours à peine avant le Dimanche sanglant, il s'était passé quelque chose de tout à fait différent. Le Premier ministre britannique Edward Heath et le Premier ministre irlandais Jack Lynch s'étaient rencontrés à Bruxelles, pour signer l'entrée de leurs deux pays dans la Communauté économique européenne. Moins d'un an après l'incendie de l'ambassade à Dublin, les deux pays seraient étroitement associés au sein du projet européen.

Rétrospectivement, la simultanéité de ces deux événements a quelque chose d'étrange. D'un côté, une animosité profonde, viscérale, de l'autre, une coopération intense. D'un côté, la fracture et la division, de l'autre, un engagement commun en faveur d'une "union toujours plus proche"

en Europe. Il se trouve que le statut de membre de l'UE a permis à l'Irlande de se sevrer de sa dépendance vis-à-vis de l'économie britannique et de s'assurer une indépendance beaucoup plus substantielle. Et l'UE a également joué le rôle d'école, où les gouvernements irlandais et britanniques ont appris à travailler en étroite collaboration.

Bon voisinage. À son tour, cette expérience a ouvert la voie au ballet diplomatique des années 1990, cette chorégraphie méticuleusement agencée qui a abouti à l'accord de paix de 1998. En 2011, quand la reine a été le premier monarque britannique à se rendre en république d'Irlande depuis un siècle, on a vraiment pu avoir le sentiment que ces relations de bon voisinage étaient désormais la norme.

Cette illusion de permanence a été réduite en miettes par le Brexit, non seulement avec la perte du terrain d'entente que constituait l'appartenance à l'UE, mais aussi à cause du refus de réfléchir ne serait-ce qu'un peu aux conséquences pour l'île d'Irlande. Les efforts délibérés entrepris par le gouvernement Johnson pour torpiller les accords en exploitant la question irlandaise ont ressuscité ce vieux spectre, la perfide Albion.

Quoi qu'il en soit, nous ne devrions pas oublier 1972. Même en cet instant abyssal, les enjeux étaient si importants

que la Grande-Bretagne et la république d'Irlande ne pouvaient pas laisser leurs relations s'envenimer jusqu'à en devenir toxiques. Deux légers détails les ont contraintes à œuvrer de concert : l'histoire et la géographie. Les deux grandes îles de notre archipel ne peuvent pas plus échapper à leur destin commun que la Grande-Bretagne ne peut voguer au large dans l'Atlantique pour s'éloigner de l'Europe.

Peut-être même que, sous certains aspects, nous nous comprenons mieux. Des Britanniques lents à la détente viennent de s'apercevoir, au bout d'un petit siècle, que l'Irlande est un pays indépendant qui a ses propres intérêts nationaux et ses propres relations avec l'Europe. Les Irlandais, eux, ont découvert que sur nos îles ils n'avaient pas le monopole des crises identitaires et d'un tribalisme binaire. Pour l'Irlande, c'est une nouveauté que d'avoir l'impression d'être le plus stable et le plus sûr de soi des États de l'archipel, tout comme il est nouveau, pour Londres, de devoir gérer l'après-coup factieux d'une révolution nationaliste. Nous allons peut-être avoir tous besoin de temps pour nous habituer à ces nouveautés. Mais dans des circonstances bien pires, nous avons su faire face ensemble à de nouvelles réalités.

—Fintan O'Toole
Publié le 23 janvier

Chronologie

1919-1921 — La guerre d'indépendance débouche sur la partition de l'île d'Irlande : six comtés du Nord demeurent au sein du Royaume-Uni, tandis que le reste du territoire devient l'État libre d'Irlande, puis la république d'Irlande en 1949.

1968 — Début de la période dite des Troubles en Irlande du Nord, pendant lesquels alternent attentats de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui se bat pour l'unification de l'île, et représailles de groupes paramilitaires loyalistes.

1972 — Dimanche 30 janvier, l'armée britannique ouvre le feu sur une marche pacifique de Nord-Irlandais catholiques et proréunification, à Derry. Quatorze personnes perdent la vie. C'est le Bloody Sunday ("Dimanche sanglant").

1998 — Après trente années et quelque 3500 morts, l'accord du Vendredi saint met fin aux Troubles.

2021 — Le gouvernement britannique annonce en juillet le dépôt à venir d'un projet de loi d'amnistie pour les crimes commis pendant les Troubles. Tollé au sein des familles des victimes.



france

Économie. L'Hexagone s'en sort bien

La France a globalement tenu bon pendant la pandémie de Covid-19, estime le Prix Nobel d'économie Paul Krugman. Mieux en tout cas que son pays, les États-Unis.



—The New York Times
New York

Les États-Unis ont étonnamment bien réussi à limiter les dégâts économiques causés par le Covid-19. À côté de ce à quoi on s'attendait et de notre gestion de la crise financière de 2008, nous nous sommes remarquablement bien débrouillés. Il y a d'autres pays qui se sont bien débrouillés aussi, et parfois mieux. De fait, celui qui s'en sort le mieux parmi les grandes économies avancées, c'est... la France.

La France? Depuis aussi longtemps que je me souviens, la

couverture médiatique américaine de l'économie française est implacablement négative.

En 1997, Roger Cohen, du *Times*, assurait que la France était le "cas désespéré européen préféré des États-Unis" (même s'il a eu l'élégance de se moquer de son pessimisme prématuré seize ans plus tard). Dans les années 1990, on nous disait que la France était trop stagnante culturellement pour ne pas se laisser dépasser par la technologie moderne : "Pourquoi les Français détestent Internet", expliquait un autre article paru en 1997. Notons au passage que la France présente actuellement

une meilleure pénétration du haut débit que nous.

Pendant la crise de l'euro des années 2010-2013, je ne cessais de lire dans la presse que la France serait la prochaine à rejoindre les économies du sud de l'Europe dans la catastrophe. "La France est en chute libre", assurait un rédacteur de *Fortune*.

Cette négativité ne reposait sur aucun chiffre. Je crois que ce qu'il se passait vraiment, c'est que ce discours entrepreneurial et économique était fortement défini par l'idéologie conservatrice aux États-Unis. Et pour cette idéologie, la France, avec ses énormes dépenses sociales, ses impôts élevés et sa législation économique envahissante, AURAIT D'ÊTRE un cas désespéré. Les médias s'emparaient donc de tout événement négatif pour conclure que la catastrophe attendue depuis longtemps arrivait enfin.

Or elle n'est jamais arrivée. L'économie française a tout simplement continué à fonctionner. D'accord, son produit intérieur brut (PIB) par tête est inférieur d'un quart au nôtre, mais cela reflète essentiellement des départs à la retraite plus précoces et surtout un temps de travail plus court – les Français prennent vraiment des vacances, contrairement aux Américains. C'est-à-dire que ce PIB traduit essentiellement un choix plutôt qu'un problème.

Plongeon évité. Et si les Français travaillent moins que les Américains, ils sont plus susceptibles d'occuper un emploi pendant les années où ils sont au plus fort de leur carrière. Ce n'est probablement pas ce que vous avez entendu dire. J'ai l'impression que les Américains s'imaginent toujours que la France souffre d'un chômage massif. Or si cette vision comportait une part de vérité il y a vingt-cinq ans, elle est dépassée depuis longtemps.

Quant à l'emploi des personnes dans la force de l'âge, c'est là que la France s'en est étonnamment bien sortie pendant la pandémie. Nombre d'économistes évaluent la situation du marché du travail en se fondant sur le pourcentage d'adultes âgés de 25 à 54 ans occupant un emploi. Ce taux a plongé aux États-Unis pendant le pire du ralentissement dû au

↳ Dessin de Mix & Remix paru dans *Le Matin Dimanche*, Lausanne.

Covid-19. Il est depuis remonté fortement, mais se situe toujours au-dessous du niveau d'avant la pandémie, même si d'autres indicateurs laissent entendre que le marché du travail est très serré – c'est l'une des divergences qui font que les économistes parlent de "grande démission" –, les travailleurs ne voulant pas ou ne pouvant pas revenir travailler. La France a non seulement réussi à éviter un énorme plongeon de l'emploi, mais le niveau de celui-ci dépasse celui d'avant la pandémie [lire ci-contre].

Comment a-t-elle fait? Quand la pandémie a contraint les économies à un confinement temporaire, l'Europe, dont la France, et les États-Unis ont pris des voies différentes pour soutenir les revenus des travailleurs. Nous avons augmenté les indemnités

Le niveau de l'emploi en France dépasse celui d'avant la pandémie.

pour perte d'emploi ; la France a aidé les employeurs pour qu'ils mettent leurs salariés en chômage technique. Il semble évident aujourd'hui que la solution européenne était la meilleure, parce qu'elle a permis aux salariés de rester liés à leur employeur et de les faire revenir une fois que les vaccins ont été disponibles.

Ah, et si les Français ont leurs antivaccins, ceux-ci n'ont pas autant d'influence politique que leurs homologues américains, si bien que le pays a mieux réussi à vacciner sa population.

La France possède en outre un système de garde d'enfants universel qui a rouvert relativement tôt pendant la pandémie, comme les écoles – ce qui a permis aux parents, essentiellement aux mères, de retourner au travail.

Je ne veux pas dire que l'économie et la société françaises sont idéales, elles présentent toutes deux nombre de problèmes. Et il faut que ceux qui se plaisent à imaginer que nous pourrions neutraliser la colère de la classe ouvrière blanche en augmentant les salaires et en renforçant le réseau d'aides sociales sachent que la France, dont la politique en la matière se situe à gauche des rêves les plus fous

Pourquoi n'y a-t-il pas de "grande démission"?

●●● L'Hexagone a évité la "grande vague de démission" qu'ont subie d'autres pays, constate le *Financial Times*. Cela s'explique par "le soutien direct de l'État aux entreprises et à leurs employés". Le plan de relance a incité les entreprises à embaucher davantage, de même que des réformes lancées bien avant la pandémie, comme la baisse des impôts de production et des coûts de licenciement. Le président Emmanuel Macron a attribué cette réussite à sa stratégie du "quoi qu'il en coûte", "mais les économistes sont divisés sur le rôle joué par Macron dans cette reprise du marché du travail, et des inquiétudes persistent quant à sa pérennité", souligne le quotidien britannique. De fait, le taux de chômage français reste particulièrement élevé (à 8,1 %, contre 4,3 % au Royaume-Uni et 3,4 % en Allemagne), et le pays a des problèmes structurels d'emploi des jeunes et des seniors. Ainsi, l'absence de démissions massives s'explique simplement par le fait que "l'âge effectif du départ à la retraite est l'un des plus jeunes du monde : 60,8 ans en moyenne". Ceux qui ont démissionné au Royaume-Uni et aux États-Unis étaient essentiellement des gens qui, en France, auraient déjà été à la retraite.

des progressistes américains, a elle aussi un sordide mouvement nationaliste blanc, même s'il n'est pas aussi puissant que le nôtre.

Il n'en reste pas moins que, à l'heure où les républicains qualifient de "socialisme" destructeur toute entreprise visant à réduire les inégalités aux États-Unis, il est bon de savoir que l'économie française – qui n'est pas socialiste, mais est bien plus proche du socialisme que tout ce que les démocrates peuvent proposer – se porte plutôt bien.

—Paul Krugman
Publié le 14 janvier

✓ *Dessin de Bromley paru dans The Financial Times, Londres.*



—De Standaard Bruxelles

L'avenue Louis-Pluquet, à Roubaix, part du parc Barbieux. Après des débuts plutôt chics, elle ne tarde pas à se transformer en une rue typique du nord de la France, bordée d'habitations en brique. Une grande maison, ni particulièrement luxueuse ni pompeuse, a ses volets roulants baissés. Manifestement, elle n'est plus habitée, mais elle est entretenue. Son propriétaire, qui a grandi ici, n'y vit plus. Ce n'est autre que Bernard Arnault, qui, en mai 2021, a été pendant quelques heures l'homme le plus riche du monde [d'après le classement du magazine américain *Forbes*]. S'il a dû depuis céder la première place à Elon Musk, il reste la plus grande fortune d'Europe. Et ce alors qu'il est né dans la ville la plus pauvre de France [en 2019, 43 % de sa population y vivait sous le seuil de pauvreté], avec un taux de chômage parmi les plus élevés du pays [11,4 % en 2020 d'après Pôle emploi, mais plus de 30 % d'inactifs selon l'Insee].

“C'est une ville avec d'énormes contrastes”, commente Aït Essaghir devant un kebab de la rue de Lannoy, trois kilomètres plus haut. Une rue désolée d'un quartier délabré, coïncé entre le centre-ville et le célèbre vélodrome Pétrieux, arrivée du Paris-Roubaix. Ici, pas l'ombre d'un coureur cycliste, mais des monticules d'immondiçes et des vieilles maisonnettes en brique qui s'alignent à perte de vue, avec leurs antennes de télévision, et quelques jeunes gens qui, d'après Aït Essaghir, passent leur journée à dealer. Lui-même habite un appartement tout à fait correct, un peu plus loin, mais, même là, il sent “la

Société. Roubaix, berceau déchu de grandes fortunes

Le journaliste de ce quotidien flamand n'a eu qu'à traverser la frontière pour explorer Roubaix. Jadis capitale de l'industrie textile, la ville nordiste n'a pas su se tourner vers d'autres activités. Mais peut-être n'a-t-elle pas dit son dernier mot.

pauvreté des logements surpeuplés, à quelques pâtés de maisons”.

C'est au moment de l'implosion du secteur textile que s'est produite la rupture entre la richesse passée – les nombreuses et somptueuses propriétés Art nouveau – et la pauvreté d'aujourd'hui – la rue de Lannoy. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, Roubaix était le centre d'une riche et florissante industrie textile. À compter des années 1950 et 1960, elle n'est plus parvenue à soutenir la concurrence des pays à bas salaires. D'abord, ce furent les usines de confection textile qui disparurent, puis les filatures, les ateliers de teinture et ceux de tissage. Les activités qui subsistaient furent délocalisées vers des usines

fortement automatisées, implantées dans des parcs industriels hors du centre-ville et, souvent aussi, hors du pays. Les emplois ont été décimés.

“Les gens se retrouvaient du jour au lendemain au chômage”, soupire le maire [divers droite] Guillaume Delbar dans son majes-

tueux hôtel de ville. Il lève les bras au ciel. “Trop longtemps, ils ont cru qu'une solution tomberait du ciel.” Mais Roubaix a tout bonnement été laissé à son sort. Quand Paris est venu au secours de ce Nord désolé, “les investissements sont allés avant tout à Lille.

Les villes comme Roubaix et Tourcoing ont été oubliées.” Dans ces deux villes françaises, la chute a peut-être été plus dure encore que dans des cités industrielles wallonnes

comme Charleroi, La Louvière ou Liège, mises à mal par la fermeture des mines de charbon, des aciéries et des verreries. Là-bas aussi, l'économie peine à reprendre son souffle.

Homme du terroir. Mais il y a une grande différence avec la Wallonie. En Belgique, les emplois et les entreprises industrielles ont disparu, mais aussi les capitalistes, à l'exception du défunt milliardaire Albert Frère. À Roubaix, en revanche, une partie des milieux aisés a su brillamment rebondir – sans que la région en profite beaucoup. Albert Frère a longtemps été l'homme le plus riche de Belgique. Il est parvenu à faire d'importants bénéfices sur les décombres de la sidérurgie wallonne, des bénéfices qu'il a réinvestis à grand profit. Tout comme Albert Frère, Bernard Arnault a grandi dans une famille aisée, sans pour autant être richissime. Son père était le propriétaire d'une entreprise locale de BTP au sein de laquelle le jeune Bernard a rapidement évolué. Puis il a convaincu son père de vendre l'entreprise et de se consacrer à la construction de résidences en bord de mer. Au début des années 1980, un séjour de plusieurs années aux États-Unis – où il a construit un complexe immobilier de tourisme – fit du jeune homme un capitaliste rusé façon Wall Street.

C'est en 1984 qu'il a réussi son premier grand coup : il a racheté Boussac, le groupe textile du nord de la France, à la barbe de plusieurs candidats, dont Bernard Tapie. Les propriétaires avaient préféré vendre à un homme du terroir. Boussac regroupait alors de nombreuses entreprises textiles en difficulté que Bernard Arnault, en dépit de toutes ses promesses, a eu tôt fait de vendre pour ne garder pour lui que la perle la plus fine d'entre elles : Christian Dior. Après le krach boursier d'octobre 1987, il a réussi son second coup de maître : le rachat de LVMH. Le groupe de luxe vaut aujourd'hui 360 milliards d'euros, Bernard Arnault détient 47 % de ses parts.

Cela fait belle lurette que le milliardaire vit à Paris. D'autres familles roubaisiennes qui ont réussi vivent encore dans la région, parfois juste de l'autre côté de la frontière belge. Prenez la famille Mulliez. Le nom ne vous dit peut-être pas grand-chose. Mais ceux de ses sociétés vous seront plus familiers. En 1961, le père de Gérard Mulliez, propriétaire de l'entreprise Phildar, lui prêta un hangar vide du quartier des Hauts-Champs, non loin du célèbre vélodrome. Il y ouvrit un supermarché qu'il baptisa d'après le quartier : Auchan. Ce fut le premier maillon d'une chaîne présente aujourd'hui dans 14 pays, qui emploie quelque 200 000 personnes. Auchan est aujourd'hui encore considéré comme un potentiel repreneur de Carrefour. Le géant qui en naîtrait serait numéro un sur le marché français des grandes surfaces.



REPORTAGE

Parmi les employés de la première heure du magasin des Hauts-Champs figurait le jeune cousin de Mulliez, Michel Leclercq, qui travaillait au rayon boucherie. S'il a pris du galon avec le succès des magasins Auchan, en 1976 il souhaita lancer sa propre affaire en ouvrant dans la commune voisine d'Englos une boutique d'articles de sport baptisée Decathlon. Aujourd'hui, l'enseigne est devenue l'une des plus grandes chaînes d'articles de sport et de loisirs. La famille Mulliez de Roubaix – Michel Leclercq et Gérard Mulliez sont encore vivants – possède, outre Auchan et Decathlon, une ribambelle de grandes chaînes, telles que Norauto, Midas, Pimkie, Bizzbee et Kiabi.

La ville de Roubaix comptait aussi quantité de grands vénéficiers. Les 3 Suisses (qui donnèrent naissance à Cofidis), Damart et La Redoute ont des racines roubaisiennes ; leurs fondateurs viennent de vieilles familles textiles du nord de la France.

“Après la ruine de l'industrie textile, dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, certaines grandes familles du textile sont parvenues à rebondir dans des secteurs comme la distribution. La France est un vaste pays, avec un vaste marché ; si on choisit bien son secteur, dans la distribution, on peut gagner beaucoup d'argent”, commente Stefaan De Clerck. En tant qu'ancien bourgmestre de Courtrai [de l'autre côté de la frontière, en Belgique] et cofondateur de l'Eurométropole [Lille-Tournai-Courtrai, un groupe de coopération interrégional à cheval sur les deux pays], il connaît la région comme sa poche. “Mais les familles sont restées très fermées. Il n'y a jamais eu de grand projet collectif de développement économique de la région,

Cela fait belle lurette que le milliardaire Bernard Arnault vit à Paris. D'autres familles qui ont réussi vivent encore dans la région.

comme cela s'est fait chez nous. Les familles riches aidaient avant tout les familles riches, mais pas vraiment la région. La famille Bonduelle [fondatrice du groupe agroalimentaire du même nom] est une exception. Il faut dire que la tradition jacobine de centralisation du pays, géré depuis Paris, n'a pas aidé. Il n'y a pas eu assez d'initiatives venues d'en bas.”

Roubaix, avec ses 100 000 habitants et ses 30 % de chômeurs, ne se trouve qu'à 20 kilomètres de Courtrai, la capitale d'une région que l'on surnommait dans les années 1980 le “Texas de Flandre”. Du côté de Courtrai, les entreprises ont aujourd'hui des besoins criants en personnel. Là-bas, point de chômage. Autrefois, Courtrai aussi, comme Gand, était une cité textile, mais les deux villes se sont vite ressaisies après la crise du secteur.

Repères

●●● Guillaume Delbar, le maire divers droite de Roubaix cité dans l'article de **De Standaard**, a été condamné le 2 décembre dernier à six mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité pour sa participation à un système frauduleux de défiscalisation. Il a fait appel. Il devait aussi répondre le 1^{er} février de “détournement de fonds publics par négligence” devant le tribunal de Lille. On lui reproche d'avoir subventionné l'Association ambitions et initiatives pour la réussite (AAIR), qui fait du soutien scolaire, soupçonnée d'abus de confiance pour avoir donné des cours coraniques. Une affaire traitée dans un reportage sur Roubaix, le 23 janvier, dans l'émission *Zone interdite*, sur M6, consacrée à l'islam radical. Depuis, Guillaume Delbar affirme recevoir des menaces de mort.

Le port de Gand a accueilli des multinationales comme Sidmar ou Volvo, qui ont créé des dizaines de milliers d'emplois. “À Courtrai, le secteur textile n'a pas entièrement disparu. Des constructeurs de machines comme Van de Wiele ont réussi à se maintenir. D'autres entreprises se sont tournées vers la fabrication de nouveaux produits textiles faisant appel à des technologies de pointe”, nous dit De Clerck.

La différence majeure, c'est que, dans le sud-ouest de la Flandre, la vieille aristocratie textile a été remplacée par des producteurs de lin qui, au fil du temps, se sont massivement réorientés vers la production de moquette synthétique ou de panneaux agglomérés (comme la société Unilin), et qui ont construit d'énormes usines faisant travailler des milliers de personnes.

Le maire de Roubaix, Guillaume Delbar, n'a plus envie de parler du passé. Il rejette l'idée selon laquelle la vie économique à Roubaix serait apathique, exception faite des grandes enseignes de distribution. “La ville compte environ 40 000 emplois. Et beaucoup de jeunes entreprises prometteuses s'y installent. Des nuées de start-up travaillent autour de l'économie circulaire et de chouettes sociétés créent des jeux vidéo. Quant au textile, il fait son grand retour avec de nouveaux ateliers de confection. Tant et si bien que, malgré le fort taux de chômage, il y a aussi des entreprises qui peinent à trouver du personnel qualifié.”

Guillaume Delbar voit encore une autre cause à la pauvreté et au chômage qui rongent sa ville. “Nous avons une offre

très importante de maisons ouvrières et d'appartements de petite taille, anciens, qui sont loués à de très bas loyers sur le marché privé. Ici, il n'est pas exceptionnel de trouver un logement à louer pour 200 à 300 euros par mois. Ces bas loyers attirent des personnes qui ne peuvent plus se payer de logement ailleurs, des personnes souvent sans formation et sans emploi.”

Loyers bas. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter un œil à la vitrine d'une agence immobilière toute proche de l'hôtel de ville. Une maison avec trois chambres : 109 000 euros. Un petit appartement à deux pas de la gare : 48 000 euros. Un appartement pour étudiants avec trois chambres : 375 euros par mois.

Ce qui est clair, c'est que le maire n'attend plus de grands projets de Paris pour inverser la tendance. Pas davantage de grandes sociétés capables de créer des milliers de postes d'un coup. “Nous n'avons simplement plus l'espace pour accueillir de nouvelles grandes entreprises. Nous devons prendre notre destin en main. C'est urgent.”

Pour créer des emplois, il compte sur une multitude de petites initiatives dans toutes sortes de secteurs. “Quand on crée des jobs pour des informaticiens bardés de diplômes, on crée en même temps, indirectement, des postes pour des personnes sans formation.” Il souligne par ailleurs l'importance des clubs de sport pour embaucher des jeunes avec un parcours difficile et les faire entrer sur le marché du travail. “Je suis aussi en contact avec les riches familles de Roubaix, entre autres avec Bernard Arnault. Ces familles investissent encore ici, vous savez. Elles proposent de belles initiatives pour soutenir la région.” Par exemple, juste derrière

la maison natale de Bernard Arnault se trouve aujourd'hui un campus de l'école de commerce Edhec, qui bénéficie de financements du milliardaire.

L'espoir n'est donc pas perdu. Cellie Bardaux et Lison Dewaele nous le confirment, en tant que membres de l'équipe de La Piscine, une piscine Art nouveau majestueusement restaurée et transformée en musée d'art. “Nous avons beaucoup de visiteurs néerlandophones et anglophones.” Cellie n'habite ici que depuis un an, mais s'y plaît. “Il y a tellement de bâtiments magnifiques dans le centre. Les loyers sont bas, en comparaison de Paris, c'est certain, mais aussi en comparaison de Lille, qui n'est pas loin – là-bas, c'est presque aussi cher qu'à Paris. Ici, les loyers et les espaces industriels à l'abandon attirent, comme à Nantes par exemple, les artistes et les beaux projets.” Même la ville la plus pauvre de France n'est pas à l'abri de se gentrifier.

—Stijn Decock

Publié le 13 novembre 2021

SOURCE



DE STANDAARD

Bruxelles, Belgique

Quotidien

standaard.be

Lancé en 1918, le journal de référence de l'establishment flamand a pris progressivement ses distances vis-à-vis du monde catholique ainsi que du mouvement flamand – et, plus particulièrement, du Parti social-chrétien flamand.

PENSER LIBREMENT LE MONDE

ILERI
Institut Libre des Relations Internationales et des Sciences Politiques

FORMATIONS DE POST-BAC À BAC+5 INITIAL ET ALTERNANCE

Depuis 1948, l'école des relations internationales et des sciences politiques.

PARIS - LYON

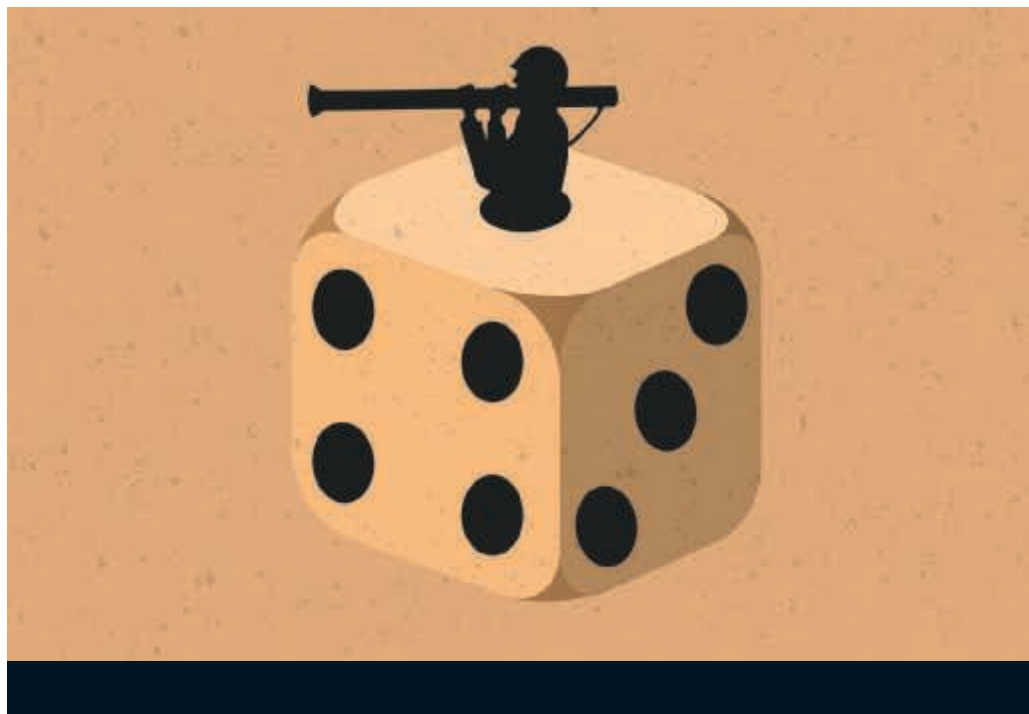
ILERI.FR



afrique

Burkina Faso. Après le putsch, les Russes?

Le 24 janvier, un coup d'État militaire a renversé le président Roch Kaboré. Selon cet éditorialiste burkinabé, le nouveau régime pourrait être tenté de faire appel à la Russie pour combattre le terrorisme, à l'exemple de son voisin malien.



—Wakat Séra Ouagadougou

Les putschistes burkinabés prendront-ils en main la destinée de leur pays ou se laisseront-ils séduire par la sirène russe? Cette dernière semble devenir irrésistible dans un Sahel africain où les peuples, certains manipulés, d'autres suivistes et d'autres réellement déçus de la France, dont les forces militaires n'ont pas réussi à les débarrasser des terroristes, ne jurent que par la Russie.

Pour les fanatiques des "Popovs", le choix est clair, il faut aller vers ce partenaire pour espérer mettre fin à la menace djihadiste dont la France, depuis 2013 – avec l'opération Serval au Mali, puis la force Barkhane au Sahel –, n'a pu venir à bout malgré sa puissance de feu.

Certes, la France, qui porte le péché originel d'ancien pays colonisateur, est accablée par des nationalistes souvent excessifs qui lui reprochent, à tort ou à raison, de continuer à piller les richesses

de l'Afrique avec la complicité de dirigeants acquis à sa cause.

C'est cette image, gravée dans la mémoire collective des pays où elle est vouée aux gémonies, qui dessert la France au profit d'une Russie qui ne se prive aujourd'hui d'aucun moyen pour rattraper le temps perdu lors de la colonisation à outrance de l'Afrique.

Dans cette nouvelle volonté de conquête et d'hégémonie, la Russie entre par la brèche largement ouverte de la lutte contre le terrorisme, surfant outrancièrement sur le discours anti-Occident, notamment le sentiment antifrançais, qui enflé sans cesse. Les Russes offrent armes et hommes, soldats qu'ils qualifient d'instructeurs mais que les Occidentaux affirment être des "mercenaires", non pas pour les beaux yeux des Africains, mais bien évidemment moyennant de gros pactoles et richesses minières de la part de leurs partenaires.

Du reste, des hommes d'affaires prospères, proches de Vladimir

Poutine, n'ont pas traîné pour féliciter la junte au pouvoir au Burkina, et lui proposer leurs services, après leur prise de pouvoir par les armes.

Les armées africaines, faibles pour la plupart et dégarnies par des officiers qui préfèrent les lambris dorés des palais présidentiels au front, se jettent, de

Des hommes d'affaires proches de Vladimir Poutine n'ont pas traîné pour féliciter la junte.

plus en plus, sur ce cadeau, qui, en réalité, n'en est pas un, car soustrayant ainsi leurs pays à un état de servitude pour les jeter dans les griffes d'autres maîtres.

Certes, les armées africaines ont besoin de soutien des forces étrangères et chaque pays est souverain dans ses choix en matière de coopération. Mais peut-on être mieux servi que par soi-même?

Au nom de la fameuse indépendance dont se réclame chaque pays, les Africains doivent-ils continuer à sous-traiter la défense et la sécurité de leurs territoires à des forces étrangères, qu'elles viennent de la Russie, de la France, de l'Allemagne ou des États-Unis?

À moins que, pour le continent noir, entretenir des relations de coopération avec les puissances étrangères ne rime avec tendre la sébile, donc perte de dignité.

Patriotisme. Où donc est passée cette fierté héritée des Soundiata Keita [mythique souverain mandingue de l'Afrique de l'Ouest, présenté par la tradition comme le fondateur de l'empire du Mali au XIII^e siècle] et, plus proche de nous, Thomas Sankara [président burkinabé assassiné en 1987, figure anticolonialiste et panafricaniste], qui ont préféré "la pauvreté dans la dignité à l'esclavage dans l'opulence" [extrait d'un discours prononcé en 1958 par Ahmed Sékou Touré, premier président de la Guinée indépendante]? Pourtant, tous ces haut gradés de l'armée qui ont opté aujourd'hui pour les fauteuils douilletts de président, de ministre ou autres strapontins, aux dépens de l'engagement de défense de la nation contre l'ennemi commun qu'est le terrorisme, ont été formés dans de grandes écoles de guerre, avec l'argent du pauvre contribuable!

En tout cas, les nouveaux maîtres de Ouagadougou, qui ont affiché clairement leur volonté de ramener le Burkina sur les rails de la bonne gouvernance et de la démocratie, la vraie, n'ont pas le droit de faillir à cette mission de salubrité publique.

Ils ont, du reste, enclenché des concertations tous azimuts avec les forces vives de la nation dans le but de mener une transition inclusive, en tablant sur un délai raisonnable pour le retour d'un pouvoir constitutionnel aux affaires. Ce sera à leur honneur de s'atteler à cette tâche. Et pour cela, il importe qu'ils soient intègres dans leurs choix et évitent de se faire imposer des options hasardeuses par une rue qui a toujours été versatile. C'est le peuple qui a crié "Vive le président" qui crierait "À bas le président".

—Morin

Publié le 26 janvier

↳ Dessin de Falco, Cuba.



La Cedeao joue son va-tout

Sale temps pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui est plus que jamais sur la brèche. Quinze jours après les dures sanctions qu'elle a infligées au Mali pour contraindre la junte à se plier sous ses injonctions, l'organisation sous-régionale se trouve de nouveau face à une situation inattendue", affirmait **Aujourd'hui au Faso** au lendemain du coup d'État du 24 janvier, qui a renversé le président Kaboré. "Attention", avertissait le quotidien burkinabé, l'organisation devra "réfléchir à deux fois avant toute décision pour éviter d'exacerber le rejet et la vague de désapprobation dont elle va faire l'objet dans nombre de pays. Considérée de plus en plus comme un 'syndicat' de chefs d'État ou une caisse de résonance de l'impérialisme français, la Cedeao vit des moments particuliers de son histoire."

Enfin, à l'issue de la réunion, les chefs d'État de l'organisation régionale se sont contentés de suspendre le Burkina des instances de l'organisation, indique **L'Observateur Paalga**, qui pousse un "ouf de soulagement". Et dès le 29 janvier, une délégation de chefs d'état-major des pays membres a rencontré les officiers mutins réunis dans le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR). Une visite saluée par **Wakat Séra**. "La Cedeao a évité de sortir l'artillerie lourde contre le Burkina Faso, se réjouit le site burkinabé. Mieux, l'organisation sous-régionale [...] se range aux côtés des nouveaux maîtres de Ouagadougou, pour accompagner le pays dans sa lutte [...] contre un état sécuritaire qui va de mal en pis."

Mais "le suspense demeure", tempère **L'Observateur Paalga**. Car une mission ministérielle était aussi attendue le 31 janvier à Ouagadougou. Ces deux missions devraient produire un rapport sur la situation sécuritaire et politique du Burkina à l'intention de la Cedeao, qui doit se réunir à nouveau en sommet extraordinaire le 3 février à Accra, au Ghana.

—Courrier international

CAMEROUN

Samuel Eto'o : appelez-le "Monsieur le Président"

On prête à l'ex-butteur, aujourd'hui président de la Fédération camerounaise de football, des ambitions politiques. Au risque de heurter Paul Biya et ses désirs de succession dynastique.

—The Continent (extraits)
Johannesburg

Son pied droit magique l'a sorti de son village pour en faire la superstar des plus grands clubs de foot, du Real Madrid au FC Barcelone en passant par l'Inter Milan. Samuel Eto'o est peut-être le plus grand footballeur africain de tous les temps.

Après avoir mis fin à sa carrière en 2019, on aurait compris qu'il passe son temps dans l'une de ses quatre propriétés, à admirer ses très nombreux trophées. Loin de là, l'ex-attaquant s'est jeté dans la course à la présidence de la Fecafoot, la chaotique Fédération camerounaise de football – et, avec un flair et une tactique qui rappellent sa maestria sur le terrain, il a atteint le sommet. Et rares sont ceux qui pensent que ses ambitions politiques vont s'arrêter là.

Malgré sa carrière de sportif de haut niveau et son immense popularité au Cameroun, lorsqu'il a annoncé sa candidature à la présidence de la Fecafoot, personne ne lui donnait une chance.

Royale concurrence. Premier obstacle : sa double nationalité. Titulaire d'un passeport espagnol depuis ses années barcelonaises, il était initialement inéligible. Mais cette règle a été abrogée par un tribunal. Autre difficulté, de taille : le poste était occupé par un éminent membre de l'élite au pouvoir dans le pays, Seidou Mbombo Njoya, le fils du roi des Bamouns, dans l'ouest du Cameroun, qui jouit d'un immense pouvoir politique et culturel. À son poste depuis 2018, Mbombo Njoya n'avait aucune intention de le céder.

Mais, à chaque coup, Eto'o a devancé son adversaire. Il a mené

une campagne politique sophistiquée, digne d'une élection présidentielle. Au lieu de concentrer ses efforts sur les 76 délégués habilités à voter, il a sillonné les dix régions du Cameroun, visitant écoles, centres sociaux et bases militaires, charmant les autorités locales et les chefs traditionnels. Et il a relayé chaque moment de sa campagne sur les réseaux sociaux. Pour l'épauler, il s'est assuré les services d'un éminent conseiller en relations publiques, qui l'a présenté avec brio comme un champion du peuple.

"Je ne veux pas avoir de problèmes. Il y a un seul président et il est là aujourd'hui."

Samuel Eto'o,
PRÉSIDENT DE LA FECAFOOT

"Les gens se demandaient : ce type veut-il la présidence de la Fecafoot ou celle du Cameroun ?"

raconte un journaliste qui a suivi de près la campagne. Au Cameroun, où le président Paul Biya est indéboulonnable depuis 1982, spéculer sur les potentiels successeurs à la tête du pays n'est pas sans risque.

L'entreprise de séduction qu'a menée Eto'o à l'attention des dirigeants des pays de la région, qui n'exercent aucune influence dans l'élection de la Fecafoot, est encore plus étonnante. Le fait est qu'en 2021 il a rencontré les présidents du Cap-Vert, du Congo, de Madagascar, de Mauritanie et du Togo ; le Premier ministre de Côte d'Ivoire ; et même Assimi Goïta, le colonel qui a orchestré le coup d'État militaire au Mali – un itinéraire que l'on associerait davantage à un homme d'État qu'à un footballeur.

Le 11 décembre, devant 11 millions de téléspectateurs – ce qui fut la première élection télévisée de l'histoire du Cameroun –, Samuel Eto'o a été élu président de la Fecafoot. Des milliers de jeunes Camerounais se sont rassemblés devant le siège de la fédération, à Yaoundé, pour l'acclamer.

Dans le monde politique camerounais, avec son président octogénaire, le changement est une denrée rare. Rappelons que Samuel Eto'o entretient des relations étroites avec la présidence camerounaise. Lors de la campagne présidentielle de 2011, il faisait partie des invités de la réception donnée par Biya et son épouse à la résidence présidentielle de Mvomeka'a. En 2018, il a soutenu avec enthousiasme la candidature de Biya à un septième mandat consécutif, faisant même savoir qu'il voterait pour lui.

Avant de lancer sa campagne pour la présidence de la Fecafoot, Eto'o a demandé la bénédiction de Biya, dont il parle comme d'un "père". Celui-ci la lui a donnée, mais à une condition : les ambitions politiques d'Eto'o devront s'arrêter là. Biya père destine son fils à prendre sa succession et il n'a pas besoin qu'une star du ballon rond se mette sur sa voie.

En décembre, la Coupe d'Afrique des nations a été inaugurée dans le stade d'Olembe (également appelé "stade Paul-Biya"), une construction flambant neuve de 326 millions de dollars, à Yaoundé. Le tournoi s'est ouvert avec trois ans de retard, dû dans un premier temps à des problèmes de sécurité, puis à la pandémie.

Le président Biya a fini par avoir son heure de gloire sous les feux des projecteurs internationaux. À ce moment-là, au milieu de toute cette exubérance et de tous ces drapeaux agités par la foule, il était facile

d'oublier que le Cameroun est un pays en guerre contre lui-même.

Cela fait cinq ans qu'un amer conflit fait rage entre les forces de sécurité de Biya et les séparatistes des régions anglophones du Cameroun (historiquement, les anglophones, environ 20 % de la population du pays, sont marginalisés). Au moins 4 000 personnes ont été tuées et 1 million, forcées de quitter leur domicile. Les deux camps ont été accusés de crimes de guerre.

Les séparatistes avaient promis de troubler le tournoi. Promesse tenue : des coups de feu ont été tirés pour perturber l'entraînement de l'équipe malienne ; une bombe artisanale a explosé dans la ville de Buéa, à proximité du bus de l'équipe gambienne, faisant trois victimes parmi les forces de police.

Samuel Eto'o, pour sa part, s'est soigneusement tenu à l'écart du conflit – en faisant comme s'il n'existait pas. En 2018, il avait

↓ Dessin de Glez, Burkina Faso, pour Courrier international.

annoncé son intention de visiter des écoles dans les zones touchées par les tensions, mais il avait été contraint d'y renoncer après que les leaders anglophones, qui y voyaient une forme de soutien aux violences du régime, ont crié au scandale.

Droits humains violés. Reste qu'Eto'o a exprimé son soutien à Paul Biya en janvier 2020, en rencontrant le bataillon d'intervention rapide (BIR), l'unité militaire d'élite directement placée sous les ordres du président. Le BIR, l'un des éléments clés grâce auxquels Biya se maintient au pouvoir, a été à plusieurs reprises impliqué dans des cas de violations des droits humains.

Le jour de l'inauguration de la CAN, pendant que Biya se faisait acclamer par la foule, Eto'o brillait par son absence de la cérémonie et des écrans de télévision. Il a été aperçu en train de marcher seul dans un tunnel

menant à l'intérieur du stade, sans escorte. Par la suite, une vidéo a circulé où on le voit en train de parler à son vieil ami Fally Ipupa, un chanteur congolais qui s'est produit lors de la cérémonie. On entend le musicien dire à Eto'o

qu'il veut lui rendre hommage sur scène, mais celui-ci lui demande de ne pas le faire : "Non, s'il te plaît, je ne veux pas avoir de problèmes. Il y a un seul président et il est là aujourd'hui."

Mais tous ne se montrent pas aussi prudents. "Où qu'il aille, ces jours-ci, tout le monde l'appelle 'Monsieur le Président'. On ne sait pas si les gens pensent à lui comme au président de la Fecafoot ou au président de la République", raconte le journaliste qui a suivi sa campagne. Quelle que soit la force avec laquelle Eto'o affirme sa loyauté, nul doute que Paul Biya surveille très attentivement ses arrières. Si Samuel Eto'o est aussi doué en politique qu'en football, le président a du souci à se faire.—

Publié le 22 janvier





Yémen.

La mémoire courte

L'hostilité entre les deux camps cache un pan essentiel de leur histoire récente : l'alliance tacite entre Abou Dhabi et les rebelles houthistes contre le "printemps" des Yéménites, en 2011, note l'ancien rédacteur en chef d'Al-Jazeera.



—Al-Araby Al-Jadid

Londres

Il y en a qui se sont réjouis quand les rebelles houthistes au Yémen ont attaqué les Émirats arabes unis avec des drones piégés et des tirs de missiles balistiques [le 17 janvier, puis le 24 et le 30 janvier, visant à chaque fois la capitale, Abou Dhabi]. Ils s'en sont réjouis, parce qu'ils considéraient que les Émirats sont les maîtres d'œuvre de la contre-révolution, ainsi que de la politique de normalisation des relations avec Israël. Or ce qui leur échappe, c'est que les houthistes, soutenus par l'Iran, sont eux aussi des éléments essentiels de la contre-révolution.

Au Yémen, ce sont avant tout les houthistes qui ont détruit les rêves d'un Yémen unifié, pluraliste et démocratique qu'exprimaient les révolutionnaires rassemblés sur la place Taghiir [place "du

Changement", à Sanaa, en 2011]. Pis, les houthistes ont ramené le pays en arrière, avec leur projet de restauration du régime obscurantiste imamite [la monarchie théocratique qui régnait sur le Yémen du Nord jusqu'en 1962]. Ce faisant, ils ont créé des fractures confessionnelles et régionales qu'il sera difficile de résorber.

Quels que soient les griefs qu'on peut avoir contre Abou Dhabi, on ne peut se réjouir de voir une capitale arabe bombardée par l'Iran [ou plutôt, par ses alliés au Yémen]. Ces frappes ont durement touché les Émirats et égratigné leur prestige, exactement comme l'attaque balistique des houthistes contre l'Arabie Saoudite, en 2019.

Mais, pour les Émirats, les dommages sont surmontables. Ce qui n'est pas surmontable, c'est le mal que les houthistes ont infligé au Yémen depuis qu'ils ont envahi la capitale, Sanaa [en 2015], et détruit le système politique en délogeant

le gouvernement légitime. Tout cela n'aurait pas pu se produire sans le soutien des Iraniens. Et sans la complicité des Émirats.

Les Émirats ont en effet été complices des houthistes. Tout à leur projet de mettre fin aux "printemps arabes" [durant le soulèvement populaire contre le président yéménite Ali Abdallah Saleh, en 2011], ils avaient commencé par saboter les forces militaires qui s'étaient rangées du côté de la jeunesse révolutionnaire. Mettant dans la balance une aide de 200 millions de dollars, ils avaient exigé le démantèlement de la première division blindée, qui protégeait la capitale. Ainsi, il n'y avait plus personne pour arrêter les houthistes lors de leur offensive contre Sanaa, en 2015.

Pour les Émirats, le mot d'ordre était "l'Iran, plutôt que les Frères musulmans". Ils voulaient se servir des houthistes pour se débarrasser du parti Al-Islah [émanation locale des Frères musulmans], qui était alors partie prenante de la

✎ Sur l'avion : Aéroport d'Abou Dhabi. Près du poignard : Armée de l'air houthiste. Dessin de Hassan Bleibel paru dans *The Daily Star*, Beyrouth.

transition politique en marche à Sanaa.

À l'époque, l'ancien dictateur Ali Abdallah Saleh, chassé du pouvoir par la place Taghiir, s'était allié aux houthistes dans l'espoir de revenir au pouvoir à Sanaa. Et son fils aîné, résidant à Abou Dhabi, avait réussi à convaincre les dirigeants émiratis qu'il fallait soutenir les plans de son père, seul moyen d'en finir avec les Frères musulmans au Yémen et de rétablir le régime autoritaire de Saleh.

Leurre. Voulant toujours jouer au plus fin, les dirigeants émiratis supposaient que les Frères musulmans et les forces pro-iraniennes allaient s'affronter et se détruire mutuellement. Mais, en fin de course, seuls les houthistes ont profité de la situation.

Les Émirats se leurrent s'ils comptent pouvoir se partager le Yémen avec les Iraniens, les Iraniens prenant le Nord et eux-mêmes le Sud avec ses ports. Et ce ne sont pas leurs pirouettes diplomatiques qui permettront de venir à bout des houthistes.

Abou Dhabi entretient des relations commerciales florissantes avec l'Iran [qui a ainsi un moyen de contourner les sanctions internationales] et a misé sur le dégel des relations diplomatiques avec Téhéran. Mais au lendemain des frappes houthistes contre Abou Dhabi, le président iranien [Ebrahim Raïssi] a reçu une délégation des houthistes à Téhéran, qui en a profité pour qualifier les Émirats de "micro-État" et pour les accuser de s'aligner sur Israël.

Les Yéménites ont surmonté le régime théocratique de l'imamat, puis la dictature d'Ali Abdallah Saleh. Ils seront également capables de mettre en échec les houthistes. Mais cette bataille-là ne peut se mener uniquement par la guerre. Pour y arriver, il faut d'abord les combattre sur le terrain politique. Et, pour cela, il faut rétablir un Yémen uni, pluraliste et démocratique. Et soutenir ceux qui croient dans le Yémen; ils sont nombreux.

—Yasser Abu Hilala
Publié le 20 janvier

Chronologie

L'ESCALADE

Février 2021 —

Les houthistes lancent une offensive contre Marib, dernière grande ville du Yémen du Nord à échapper à leur contrôle.

Fin 2021 — Après avoir progressivement réussi à encercler la ville, ils paraissent près de la conquérir.

3 janvier 2022 —

Les houthistes s'emparent d'un cargo émirati naviguant en mer Rouge.

11 janvier — La province de Chabwa, au sud de Marib, est entièrement reprise aux houthistes par la coalition saoudo-émiratienne, qui progresse vers Marib.

17 janvier — Les houthistes revendiquent trois tirs de drones et de missiles sur la capitale émiratienne, Abou Dhabi. Bilan : trois morts.

21 janvier — En représailles, la coalition saoudo-émiratienne mène des frappes aériennes sur une prison, à Saada, faisant plus de 80 morts et 220 blessés.

24 janvier — Abou Dhabi déclare avoir intercepté deux nouveaux tirs de missiles des houthistes.

27 janvier — La coalition saoudo-émiratienne annonce de nouveaux succès sur le front de Marib.

30 janvier — Au moment de la visite du président israélien, les Émirats déjouent des attaques houthistes de missiles sur Abou Dhabi et de drones sur Dubaï.

SOURCE



AL-ARABY AL-JADID

Londres, Royaume-Uni
alaraby.co.uk

Fondé en 2014 à Londres, le site du "Nouvel Arabe" est financé par le Qatar et dirigé par l'ancien député arabe israélien Azmi Bishara, devenu le conseiller de l'émir Tamim.

Un coup de semonce venu d'Iran

Les attaques de janvier visent à écarter les EAU du conflit au Yémen, selon ce quotidien britannique. Il s'agit de conforter la domination régionale de l'Iran, quelle que soit l'issue des négociations sur le nucléaire.

—Financial Times Londres

Abou Dhabi, capitale fédérale des Émirats arabes unis, a été la cible [le 24 janvier] d'une attaque de drones revendiquée par les rebelles houthistes du Yémen, soutenus par l'Iran. Cette frappe risquée de compromettre les premiers efforts de détente entrepris depuis des années dans le Golfe entre les monarchies arabes sunnites et la république islamiste chiite. Depuis cet incident, les nerfs sont à vif, preuve que le désordre du conflit au Yémen est de plus en plus susceptible de s'étendre au-delà des frontières du pays, comme la guerre en Syrie.

En matière d'audace, cette attaque rivalise avec la frappe de missiles et de drones sur les installations pétrolières d'Aramco, en Arabie Saoudite, en 2019 – une double frappe d'une précision dévastatrice, également revendiquée par les houthistes, mais presque sûrement lancée par l'Iran – et qui avait brièvement réduit de

moitié la production du principal exportateur de pétrole mondial.

La différence étant que, dans le cas de l'attaque contre les EAU, l'auteur, quel qu'il soit, a visé à côté : c'est un coup de semonce. Depuis 2015, quand la coalition commandée par les Saoudiens, et dont les EAU font partie, est entrée en guerre contre les houthistes, l'Iran et ses séides, comme le Hezbollah libanais, en ont profité pour soutenir les rebelles afin de faire pression sur Riyad, qui leur dispute l'hégémonie régionale.

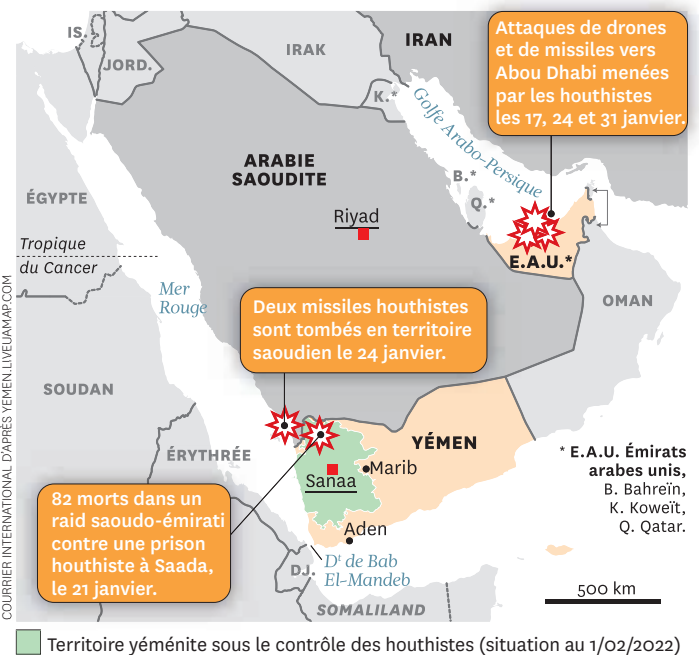
Dissuasion. Après l'attaque de 2019 contre Aramco, alors que les États-Unis de Donald Trump s'étaient montrés incapables de réagir, les EAU se sont pour l'essentiel retirés du Yémen et ont déclaré qu'ils comptaient accorder la priorité au développement de leur économie prospère, axée sur le commerce et le tourisme, et de leur stabilité. Une décision sapée par la frappe de la semaine dernière, qui a trahi leur vulnérabilité.

Mais contrairement à 2019, c'est d'un avertissement qu'il s'agit cette fois : les attaques ont visé la proximité de l'aéroport international d'Abou Dhabi, et les environs d'un site de stockage d'Adnoc, la compagnie pétrolière nationale. Des frappes si précises que les analystes se demandent si l'Iran n'était pas aux commandes, plutôt que des miliciens houthistes.

Le but est de dissuader les EAU de revenir dans le conflit au Yémen. En janvier, les forces épaulées par les Émirats ont bloqué plusieurs offensives rebelles en reprenant le contrôle du gouvernorat de Chabwa, soulageant du même coup la pression sur celui de Marib, riche en pétrole et ultime avant-poste du gouvernement au nord, dont les houthistes étaient sur le point de s'emparer.

Toutefois, l'Iran semble adresser un message plus général au reste du monde. Téhéran signale que, quoi qu'il adienne durant les pourparlers destinés à remettre sur les rails l'accord nucléaire de 2015 (torpillé par le retrait unilatéral de Washington, en 2018), l'Iran compte préserver la position stratégique dominante qu'il s'est assurée en plus de vingt ans en Irak, en Syrie et au Liban. L'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême, et le corps des Gardiens de la révolution n'ont nullement l'intention de renoncer à l'axe chiite qu'ils ont forgé, à l'aide de milices arabes chiites équipées de drones et de missiles dans tout le Levant.

Escalade de la violence depuis le début de l'année



Ce n'est pas qu'une affaire de drones et de missiles. En janvier, selon The Syria Report, Téhéran a fait part de son projet de construire des connexions ferroviaires en Irak et jusqu'en Syrie, avec pour terminus le port syrien de Lattaquié, situé sur la Méditerranée, dans le nord-ouest du pays. Cela coïncide avec la décision de la Syrie de rejoindre l'Iran au sein de l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie, qui pourrait fournir une partie du financement. Téhéran compte consolider son corridor

chiite au Levant et ainsi contourner le Golfe pour continuer de s'affirmer en tant que puissance régionale.

En mettant en lumière la vulnérabilité des EAU, tout comme il l'avait fait de façon spectaculaire avec l'Arabie Saoudite en 2019, l'Iran s'efforce de démontrer que le Golfe n'a d'autre solution réaliste que d'opter pour la diplomatie. En l'état actuel des choses, il a peut-être raison.

—David Gardner
Publié le 20 janvier

OSCAR 2022
NOMINATION AUTRICHE
MEILLEUR FILM ÉTRANGER

GRAND PRIX
FESTIVAL DE CANNES
VALENCIENNES

EUROPEAN FILM AWARDS
MEILLEUR PHOTOGRAPHE
MEILLEUR MUSIQUE
NOMINATION MEILLEUR ACTEUR

GRAND PRIX
CINEMA DE SARAJEVO 2021

GRAND PRIX
SEVILLE 2021

LUX
SELECTION

GRAND PRIX
CINEMA DE CHYPRE 2021

“UNE ODE À LA LIBERTÉ D’AIMER”
PARIS MATCH

“UN IMMENSE FILM DE CINÉMA”
JOURNAL DES FEMMES

FRANZ ROGOWSKI GEORG FRIEDRICH ANTON VON LUCKE THOMAS PRENN

FESTIVAL DE CANNES
UN CERTAIN REGARD
PRIX DU JURY

UN FILM DE SEBASTIAN MEISE

GREAT FREEDOM

LE 9 FÉV.

PREMIERE LA SEPTIÈME OBSESSION TÊTU Courrier international Histoire VOCABLE FEMMES L'OB



amériques

Mexique. "Tout est considéré avec un regard misogyne"

Un ex-petit ami avait diffusé leurs ébats sur les réseaux sociaux. Olympia Coral Melo a rédigé elle-même une loi, qui porte son nom et condamne ceux qui diffusent des images à caractère sexuel.



—El País México (extraits) Mexico

Son nom fait loi. Olympia Coral Melo a 30 ans et a fait trois tentatives de suicide depuis que les images de son corps d'amante sont devenues virales sur les réseaux sociaux. Elle a été filmée en pleins ébats avec un petit ami qui l'a trahie et l'a rendue célèbre malgré elle.

Enfermée dans son garage, elle a rédigé ce que le Mexique a appelé la "loi Olympia" [entrée en vigueur en juin 2021], qui punit ceux qui enregistrent et diffusent des images à caractère sexuel sans

le consentement des personnes concernées. Plusieurs individus ont déjà été mis derrière les barreaux grâce à cette loi.

Le visage d'Olimpia, qu'elle a un jour souhaité effacer du paysage, fait aujourd'hui partie de ceux des 100 personnes les plus influentes du monde [en 2021], selon le magazine *Time*. "Il faut que tout le monde l'entende dans toutes les langues : le corps d'une femme n'est pas un objet, ni hors ligne ni en ligne, déclare-t-elle. Les agissements personnels sont le plus gros problème à cause des algorithmes, qui sont extrêmement sexistes et patriarcaux."

C'est arrivé quand elle avait 18 ans, à Huauchinango, une ville de 100 000 habitants perchée dans les montagnes, à trois heures de la capitale de l'État, Puebla, au centre du pays. "Une ville très conservatrice, où le dimanche on va à l'église et au parc avec les enfants", décrit-elle.

Les images de son corps nu ont inondé Internet en 2012. Elle a voulu "disparaître, ne jamais être née". Elle a été sauvée par sa mère et par quelques bonnes leçons de féminisme. C'est désormais une activiste, qui donne des conférences et organise des ateliers : "Je parle aux gens de l'Internet patriarcal", dit-elle.

Quand avez-vous rencontré le féminisme ?

Ce n'est pas une chose qu'on apprend à l'école. On ne vous enseigne pas à être libre, à vous battre, seulement à vous taire et à serrer les cuisses : "Ne ris pas comme ça, ne te comporte pas comme ça, ne provoque pas les hommes."

J'ai rencontré le féminisme lorsque ma mère, au lieu de me gifler, m'a apporté son soutien. Elle était déterminée, même si elle pleurait. Elle a soulevé mon menton et m'a dit : "Je mourrais de honte si ma fille était une voleuse, une meurtrière ou même si elle avait maltraité un chien. Mais il n'y a pas à avoir honte d'un corps nu."

Puis elle a désigné une par une toutes les cousines qui se trouvaient dans la pièce : "Elle baise, elle aussi, moi aussi, le président aussi, ce n'est pas un crime. Tu n'as rien fait de mal et tu n'es coupable de rien." Ça m'a permis de relever la tête.

Comment met-on fin à une telle épreuve ?

Le féminisme m'a sauvé la vie. Si j'avais su tout ce que je sais aujourd'hui, je n'aurais peut-être pas tenté de me suicider. Je n'aurais pas souffert comme j'ai souffert. Je ne me serais pas rejetée moi-même. Je n'aurais pas été dégoûtée par mon propre visage et ma propre peau.

Avez-vous encore peur du téléphone portable ?

Tout le temps. Quand je reçois beaucoup de notifications de Facebook, ça me rappelle l'avalanche d'insultes et de moqueries que j'ai essuyée. La violence numérique est comme un tatouage qui reste sur votre peau. La viralité peut vous tuer. Dans mon pays, pour la plupart des gens, je suis une "pute". Et les putes, on leur lance des pierres. Elles n'ont aucun droit.

C'est ce que vous ressentez aujourd'hui encore ?

Bien sûr, regardez les commentaires de mes interviews ou de mes vidéos. Nous ferons le test lorsque vous publierez cet

↳ Dessin de Cari Vander Yacht paru dans *New York Magazine*, États-Unis.

entretien. Ils diront : "C'est une pute et elle est dans El País ?" C'est ce qui s'est passé quand le *Time* a publié ma photo. Certains sont allés jusqu'à dire que j'avais moi-même posté la vidéo pour devenir célèbre.

Je dois être prudente. Ici, ça finit toujours par vous retomber dessus : 11 femmes sont tuées chaque jour au Mexique. Ce n'est pas parce qu'il y a une loi que je n'ai plus peur.

La vie vous a apporté l'opprobre et la vengeance. Vous avez obtenu une loi utile pour beaucoup de femmes et votre voix est entendue partout.

Ma vengeance n'est pas cette loi ou les condamnations qui en découlent, c'est de commencer à être heureuse. Voilà la vraie vengeance. Être heureuse dans un monde qui vous enferme avec ses stéréotypes de beauté, ces femmes exhibées sur des plateformes publiques et jugées.

Avant, je sortais de chez moi en me cachant, comme si j'étais une criminelle. Maintenant, je dis à toutes les femmes : "Ne les croyez pas, votre vie n'est pas fichue, ce n'est pas vrai que c'était votre faute, ce n'est pas vrai que votre corps est un crime."



INTERVIEW

Vous intervenez dans les écoles. Les délits sexuels ont-ils une répercussion sur la vie des jeunes filles ?

Oui. Il règne dans l'espace virtuel une culture exacerbée du porno et une hypersexualisation des corps. Le message qu'OnlyFans [plateforme surnommée "l'Instagram porno"] envoie aux filles est : "Exprimez-vous, prenez des photos sexy, vendez vos nus, appropriiez-vous votre corps, soyez libres." Mais la liberté qu'il veut pour les femmes, c'est celle de donner du plaisir sexuel aux hommes, de devenir des marchandises, des objets.

Ces adolescentes ne sont pas coupables, même si ce sont elles qui se prennent en photo. Elles sont victimes d'un système qui nous a appris que c'était la seule façon d'avoir de la valeur en tant que femme. Rendez-vous compte : tout le pays s'arrête lorsqu'il y a l'élection de Miss Univers à la télévision. Il y a aussi la fête organisée pour le quinzième anniversaire des filles [appelée "Quinceañera"]. Elles sont considérées comme des femmes parce qu'elles ont leurs règles, alors elles sont présentées à la société. Ou plutôt offertes.

Les femmes sont à nouveau traitées comme des objets ?

Le machisme s'est approprié le discours des femmes sur la liberté et le manipule de manière que cette liberté n'existe que lorsque les hommes le souhaitent, pour leur plaisir sexuel. Quand l'une de nous montre ses seins dans une manifestation féministe, on nous dit que ce ne sont pas des manières. Mais quand une actrice

danse devant un homme avec des pompons accrochés aux tétons, ça ne dérange personne. Ça ne les dérange que si ça ne sert pas leur plaisir.

Quatre-vingt-dix pour cent des photos et des vidéos se retrouvent sur le marché de l'exploitation sexuelle, présenté aux gens sous l'appellation de "sites pornographiques". Le problème n'est pas Internet mais la façon dont nous l'habitons.

Vous parlez de "patriarcat d'Internet". Oui. Je veux parler de tous ces "beaux messieurs" qui font Internet avec leur vision d'homme. Les réseaux sociaux ont instauré des mesures palliatives pour certains contenus, ce qui ne suffit pas : il ne devrait même pas y avoir de protocoles permettant de les télécharger. Et il ne devrait pas être possible de les publier. Mais la nudité fait vendre.

Vous étiez étudiante en deuxième année de droit lorsque vous avez rédigé la loi Olimpia dans votre garage.

Oui. Mais le travail d'une femme est toujours déprécié. On disait que j'étais très jeune, que je n'étais pas une personnalité politique, que j'étais une provinciale. Et j'étais aussi la protagoniste d'une vidéo pornographique. Dans l'esprit des gens, je n'étais pas compétente pour rédiger une loi. C'est pourquoi il a fallu six ans pour que la première, celle de l'État de Puebla, soit approuvée.

"Le virtuel n'est pas réel", nous disait-on. Nous avons fait de la politique, mais de la politique féministe, pour que les hommes sortent de leur caverne et voient que le virtuel est bien réel. Ils nous ont également dit que comme nous nous étions laissés filmer, il n'était pas possible de nous protéger. Et comme j'étais également la protagoniste d'une vidéo sexuelle, ils n'ont même pas regardé le texte que j'avais écrit. Tout est considéré avec un regard misogyne. "La loi n'est pas parfaite", nous assène-t-on. On le sait, merci. La Constitution non plus.

Le Mexique a enfin dépénalisé l'avortement.

C'est une bonne chose, mais il existe encore une grande majorité conservatrice. Je ne les juge pas, au Mexique nous avons été tellement opprimés, colonisés, soumis à une pauvreté si grande et imprégnés de préjugés religieux. Mais c'est à cela que servent les lois. La Cour suprême a approuvé la nouvelle loi et, maintenant, nous devons la respecter. Bien qu'il y ait beaucoup d'impunité dans ce pays, les lois sont utiles parce que ce qui n'est pas nommé n'existe pas.

Vous devez conjuguer la célébrité avec la peur et la haine qu'elle engendre.

J'aurais pu me cacher, mais j'ai avancé à visage découvert dès le début et je ne

En kiosque



NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Les attaques contre une prétendue "idéologie du genre" se sont multipliées ces dernières années à travers la planète. Pourquoi les débats autour du genre et de sa fluidité crispent-ils autant ? Comment les redéfinitions de la masculinité et de la féminité participent-elles au combat pour l'égalité sexuelle et sont-elles au cœur des nouveaux féminismes ? Comment la lutte pour les droits LGBTQI à travers le monde s'organise-t-elle ? Qui sont ceux qui font exploser les codes du genre dans la culture ? Ces questions ont guidé la réalisation de notre nouveau hors-série, en vente depuis le 31 janvier. Il rassemble les meilleures analyses de la presse étrangère, et vous y retrouverez l'interview proposée ci-contre.

regrette rien. En revanche, je fais face sans privilèges, sans chauffeur ni garde du corps. Je ne prends jamais le métro ou le bus seule. Ce sont mes amies qui me protègent, pas la police.

Êtes-vous parvenue à reprendre une vie sentimentale et sexuelle normale ?

Je suis encore en train d'apprendre. Il n'est pas facile de se débarrasser de trente ans de préjugés. Au début, c'était difficile pour moi. Je ne pouvais pas avoir une vie sexuelle normale, je couvrais mon corps, j'avais peur de m'exposer. Aujourd'hui encore, je me sens coupable quand j'ai un coup d'un soir.

Vous dites que paraître dans le Time a changé votre vie.

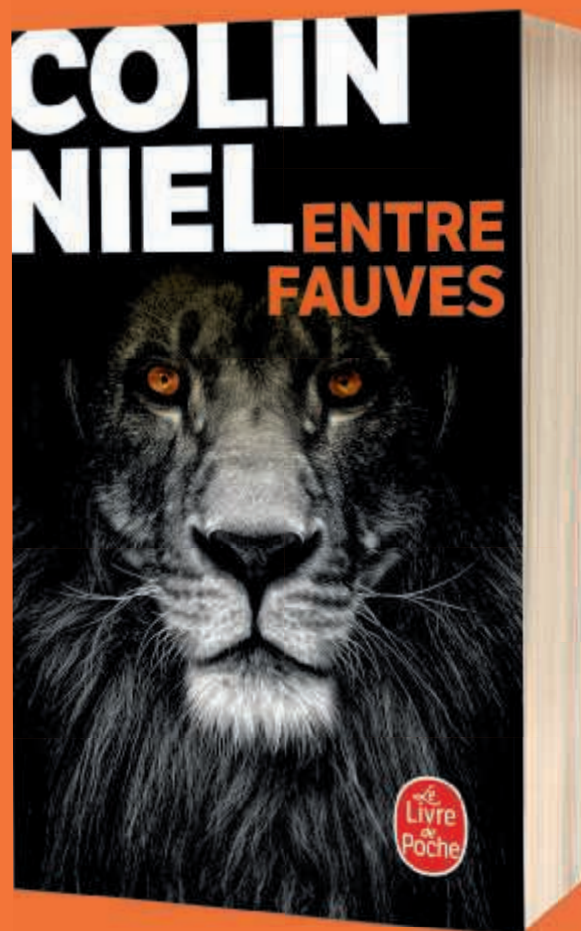
À partir de ce moment, les gens ont montré davantage d'intérêt et de respect pour notre cause. Un tel coup de projecteur change votre vie. Nous avons été entendues partout. Mais les médias nous exposent aussi au regard de ceux qui nous haïssent. Qu'ils soient prévenus : nous survivrons toujours.

— **Propos recueillis par Carmen Morán Breña**

Publié le 5 novembre 2021



le monde
entre vos mains



**CHASSE
AU FAUVE
ET CHASSE
À L'HOMME
ENTRE PYRÉNÉES
ET NAMIBIE**

ÉTATS-UNIS

Stacey Abrams, digne héritière de Barack Obama?

C'est l'étoile montante du parti démocrate américain. Candidate pour la deuxième fois au poste de gouverneure de l'État de Géorgie, elle pourrait devenir en novembre la première femme noire à un tel poste aux États-Unis.



—The New York Times (extraits)
New York

Pour les démocrates les plus à gauche, Stacey Abrams, qui se présente pour la deuxième fois au poste de gouverneure de Géorgie [à l'occasion des élections américaines de mi-mandat, qui auront lieu en novembre], est

une superstar : une ardente défenseure du droit de vote reconnue dans tous les États-Unis, un symbole du changement démographique dans l'État de Géorgie, qui a su mobiliser et faire s'inscrire sur les listes électorales des dizaines de milliers de nouveaux électeurs. Le genre de figure politique issue de la base militante dont rêve toute la gauche.

“Personne ne pourrait dire de Stacey Abrams que c'est une centriste”, assène Aimee Allison, fondatrice de She the People [“Elle, le peuple”], une association qui milite pour la représentation des femmes de couleur en politique.

Ceux qui se qualifient eux-mêmes de modérés ne sont pas de cet avis : à leurs yeux, Stacey Abrams est l'alliée qu'il faut aux démocrates pour pouvoir continuer de rejeter les initiatives les plus à gauche, comme l'assurance-maladie pour tous, le Green New Deal [pacte écologique] pour lutter contre la crise climatique ou la réduction du budget des forces de l'ordre en réaction aux violences policières.

Or, dans le paysage actuel du parti démocrate, il devient urgent de savoir où classer cette femme de 48 ans, qui devrait défendre les couleurs démocrates dans l'un des scrutins les plus importants des élections de mi-mandat.

Toute l'année 2021, l'aile modérée et la frange la plus à gauche du parti démocrate se sont tiré dans les pattes à Washington, mettant ainsi en échec le locataire de la Maison-Blanche, qui visait le rassemblement autour de ses priorités, et perpétuant un débat idéologique qui déchire le parti depuis des années.

Besoin de sang neuf. Le parti démocrate a par ailleurs un besoin cruel de sang neuf quand on connaît l'âge avancé du président Joe Biden [79 ans], des chefs de file au Congrès ou bien encore des figures de proue de l'aile gauche du parti que sont les sénateurs Bernie Sanders et Elizabeth Warren.

À l'échelon local, Stacey Abrams a besoin de conserver tout son crédit auprès de l'ensemble des démocrates pour mieux résister aux attaques des républicains. Dans son entourage, on reconnaît s'attendre à une élection serrée : la candidate devra veiller à conserver les voix de l'électorat modéré des banlieues résidentielles qui l'avait soutenue en 2018, tout en mettant des étoiles dans les yeux des nouveaux électeurs de Géorgie inscrits depuis sur les listes électorales.

Dans le camp adverse, les républicains de Géorgie aimeraient la dépeindre en gauchiste forcenée n'ayant pas sa place dans ce bastion conservateur qui n'a que tout récemment, à la présidentielle de 2020, basculé dans le giron démocrate – et de justesse.

Le gouverneur républicain sortant Brian Kemp, qui affrontera en mai, lors d'une primaire interne, l'ancien sénateur David Perdue, soutenu par Donald Trump, a déjà diffusé en ligne cinq spots contre Stacey Abrams depuis l'entrée en campagne de celle-ci, le 1^{er} décembre dernier. “La politique d'extrême gauche de Stacey Abrams n'a rien à voir avec la Géorgie”, assène l'un de ces spots.

↳ Stacey Abrams à Atlanta (Géorgie) en avril 2021. Photo Diwang Valdez/The New York Times Syndicate.

Pourtant, lorsqu'on examine les déclarations et les spots de Stacey Abrams ou qu'on échange avec des personnalités politiques qui la connaissent de longue date, se dessine le portrait d'une femme qui use de la plus grande mesure dans ses prises de position et qui veille à ne céder à aucune des factions démocrates.

Pour ses alliés, cette souplesse est un atout qui vient démontrer que l'orientation politique n'est pas le seul critère de ralliement pour les électeurs. Par sa “représentativité” raciale et dans le contexte politique propre au sud profond des États-Unis, un candidat a d'autres moyens d'afficher sa volonté progressiste, estiment-ils.

Pour Steve Phillips, un important donateur du parti démocrate et soutien de longue date de Stacey Abrams, la candidate a toujours eu une stratégie très progressiste, malgré des positions politiques parfois plus au centre. “Quand on est blanc et de gauche, il est difficile de trop critiquer quelqu'un qui affiche avec tant d'assurance et de détermination son identité de femme, et de femme noire”, analyse-t-il.

Mais la méthode Abrams n'est pas sans risque. Lors des primaires démocrates pour la présidentielle de 2020, plusieurs candidats ont trop cherché à ménager la chèvre et le chou et ont fini par perdre la confiance de nombreux électeurs toutes tendances confondues, poussés dans leurs retranchements par des militants qui exigeaient des engagements sur des enjeux tels que la santé, la lutte contre le changement climatique, l'augmentation du nombre de

juges à la Cour suprême ou l'octroi de réparations aux descendants d'esclaves.

Stacey Abrams a parfois utilisé sa voix pour dénoncer des positions très à gauche et défendre l'establishment démocrate. Elle

a par exemple qualifié de “faux choix” les appels à couper les fonds des forces de police après le meurtre de George Floyd, prônant plutôt une réforme des forces de l'ordre.

Dans le domaine de la santé, elle privilégie une extension de Medicaid [l'assurance-maladie pour les plus pauvres] plutôt que la création d'un système universel.

En 2020, un groupe de réflexion qu'elle a fondé a publié un projet de lutte contre le dérèglement climatique centré sur le sud des États-Unis et mettant l'accent sur les énergies renouvelables, sans reprendre à son compte les objectifs ambitieux que défendent les militants et parlementaires les plus à gauche, comme la députée de New York Alexandria Ocasio-Cortez.

Stacey Abrams n'a pas souhaité répondre à nos questions. Interrogé sur le positionnement idéologique de la candidate, son porte-parole, Seth Bringman, répond qu'elle “se définit à travers ses valeurs et sa capacité à agir pour le bien commun, en travaillant avec des groupes et des idéologies divers et variés”.



PORTRAIT

“Son soutien aux syndicats est indéfectible, et elle a aussi collaboré avec des entreprises antisyndicats pour mettre fin aux discriminations contre les personnes LGBTQ, poursuit-il. Elle défend le droit à l’avortement et elle a su travailler avec des parlementaires anti-IVG pour faire adopter une réforme de la justice pénale. Elle est favorable au capitalisme et à sa réglementation, elle est convaincue que l’on peut lutter contre la pauvreté et faire l’éloge de la réussite.”

Ambitions. Encouragés par un tel pragmatisme, certains modérés (notamment des élus de Géorgie ayant travaillé avec elle au Parlement de cet État lorsqu’elle était députée locale) la comparent à d’autres figures du centre gauche qui avaient à la fois une envergure nationale et l’oreille des militants de base, comme les anciens présidents démocrates Barack Obama et Bill Clinton.

Matt Bennett, l’un des fondateurs du groupe de réflexion de centre gauche Third Way [“Troisième voie”], estime ainsi que Stacey Abrams a fait la preuve qu’“elle n’est pas du genre à s’en laisser conter par qui que ce soit dans le parti, ni au centre ni à gauche. Et cette indépendance fait d’elle une excellente candidate”, insiste-t-il.

“Elle n’est pas du genre à s’en laisser conter par qui que ce soit dans le parti, ni au centre ni à gauche.”

Matt Bennett,
DU THINK TANK THIRD WAY

En Géorgie, Stacey Abrams s’est fait connaître pour sa capacité à travailler avec tout le monde. En 2011, elle a ainsi œuvré pour donner une assise bipartite à une initiative du gouverneur républicain Nathan Deal, pour restructurer le programme de bourses d’études de l’État à destination des étudiants défavorisés.

Pour la campagne 2022, ses partisans reconnaissent que sa médiatisation croissante risque de mettre à l’épreuve son habileté politique. La perspective qu’elle devienne la première femme noire gouverneure aux États-Unis relance déjà les rumeurs sur de potentielles ambitions présidentielles. Contrairement à la campagne de 2018, où elle n’était pas encore nationalement connue, Stacey Abrams est aujourd’hui une célébrité – et de ce fait une cible de choix pour les républicains. En annonçant sa candidature en

décembre dernier, elle s’en est tenue aux enjeux locaux et a mis en avant son travail durant la pandémie de Covid-19 et ses efforts pour améliorer l’accès au programme Medicaid en Géorgie. À l’occasion d’un meeting en ligne qui rassemblait plus de 350 militants autour du thème “One Georgia” [“Une Géorgie unie”], Stacey Abrams a évité aussi bien d’entrer dans les détails de sa politique que d’aborder les débats de société trop brûlants, pour se concentrer sur des sujets comme le Covid et l’éducation, et sur ses adversaires républicains.

“On me demande ce qui me distingue le plus du gouverneur en poste, je réponds que, moi, j’aime les habitants de Géorgie, a déclaré la candidate démocrate. Je les aime tous, tous autant qu’ils sont : ceux qui sont d’accord avec moi et ceux qui ne le sont pas.”

Le donateur Steve Phillips en est convaincu, la guerre entre démocrates centristes et progressistes ne sera pas un problème pour Stacey Abrams en 2022. Mais pourrait-elle le devenir plus tard ? “Si jamais elle se lance dans la présidentielle, peut-être”, admet-il.

—**Astead W. Herndon**
Publié le 2 janvier



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Littérature : “Les mille et une vies de Stacey Abrams”

“Et sur son temps libre, Stacey Abrams écrit un thriller”, s’amusait en mai 2021

le **Washington Post** en saluant la sortie de son roman *While Justice Sleep* [“Quand la justice dort”, non traduit], un thriller sur la Cour suprême qui se déroule à Washington. Stacey Abrams est une autrice prolifique : s’il s’agit du premier roman qu’elle signe de son nom, elle en a publié huit autres sous le pseudonyme de Selena Montgomery, ainsi que deux essais, tout en poursuivant ses multiples activités politiques et associatives.

« UN CHEF-D’OEUVRE »
L’OBS

« TRÈS TRÈS FORT »
TÉLÉRAMA

SaNoSi Productions présente

**« IMPRESSIONNANT,
DRÔLE, ÉMOUVANT »**

PREMIÈRE



FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2021

H6

L’HÔPITAL DU PEUPLE

UN FILM DE **Ye Ye**

AU CINÉMA LE 2 FÉVRIER











à la une

PÉKIN

LES JEUX DE TROP

Un variant Omicron menaçant et une liberté d'expression muselée : les Jeux olympiques d'hiver de Pékin, qui débutent le 4 février, ont été organisés "par tous les moyens". Pour la *Süddeutsche Zeitung*, ils risquent bien de tourner à la farce. Et si certains pays ont appelé au boycott diplomatique, les sponsors privés, eux, seront bien là. Pour le régime chinois, quatorze ans après les Jeux de 2008, les enjeux ne sont plus les mêmes. Les analyses de la presse étrangère.

—*Süddeutsche Zeitung Munich*

La flamme est importante, c'est peut-être le symbole le plus chargé de sens. Soigneusement entretenue par le Comité international olympique (CIO), elle représente l'esprit olympique et le rapprochement entre les peuples, et parcourt le pays organisateur sur une torche. Cependant, ce n'est qu'une petite flamme pour le moment : le parcours de la torche en Chine ne durera que trois jours [du 2 au 4 février] et se déroulera presque sans spectateurs.

Seuls pourront encore s'y réchauffer les idéalistes purs et durs. Les Jeux de Pékin 2022 ne constituent plus qu'un problème supplémentaire pour les sportifs, les sportives, et la plupart des observateurs professionnels. C'est un voyage dans un pays où on ne se sent pas bienvenu, où on ne fait la connaissance de personne et où on vit dans la crainte permanente d'une mise à l'isolement de plusieurs jours. Beaucoup n'ont donc pas follement envie de se rendre en Chine et seront contents s'ils se retrouvent rapidement

dans l'avion du retour. Une conclusion impensable avant même le début de l'événement.

Il y aurait pourtant eu une solution. Au début de janvier, on a songé à reporter les Jeux d'un an - même si le variant Omicron se répandait déjà -, mais Pékin et le CIO ont maintenu le rendez-vous. Les Jeux olympiques ne seront donc pas une fête, mais un événement qu'on mènera "par tous les moyens".

Malgré les efforts des organisateurs, des ombres planent sur ces Jeux. La bulle olympique est censée être étanche, mais ce n'est qu'une question de temps avant qu'Omicron s'invite aux Jeux, comme à tous les autres grands événements du

IL EST DIFFICILE DE CROIRE QU'OMICRON NE SE TROUVAIT PAS PARMI LE CORTÈGE DE SPORTIFS DANS LES AVIONS CHARTÉRISÉS POUR RALLIER PÉKIN.

↑ → *Dessins de Ramsés, Cuba.*



moment. Le voyage vers la Chine a constitué à lui seul une porte d'entrée. Il est difficile de croire qu'Omicron [ne se trouvait pas parmi] le cortège de sportifs, techniciens, cadres et journalistes [qui a voyagé] dans des avions charterisés pour l'occasion. C'est donc le hasard qui décidera qui seront les sportifs en lice et sur les podiums.

Pour certains, comme le biathlète [allemand] Benedikt Doll, cela peut être un gros bémol de terminer ce qui est censé être une ultime course olympique avec le sentiment de s'être fait voler sa chance ou d'avoir reçu une médaille en cadeau. Et il ne s'agit là que du côté sportif de la chose. La participation aux Jeux olympiques, c'est bien plus que ça : les déclarations d'après sur sa forme physique, les adversaires, la poisse - au tremplin de saut à ski, par exemple -, l'environnement, et les questions sur ce qui est dérangeant ou si on se sent bien.

À ce propos, tous ceux qui aiment exprimer leur opinion librement, y compris pendant les Jeux, ont reçu un sérieux coup. Pékin a en effet



fait savoir clairement [le 18 janvier] que toute critique “sur l'esprit olympique, en particulier envers les lois et règlements chinois”, serait passible de poursuites pénales. Est-ce déplacé ou est-ce aussi strictement entendu que ça en a l'air ? Pas question d'en débattre, car les effets se font quand même sentir. Aucun participant ne veut de problèmes supplémentaires en ce moment. L'Union des athlètes allemands recommande à ses membres de ne pas exprimer leur opinion jusqu'à nouvel ordre.

La plupart des sportifs olympiques n'ont pas l'habitude de ce genre de directives, et nombre d'entre eux devraient être déstabilisés. La pression demeure énorme, et tout l'événement menace de tourner à la farce. En fait, il aurait mieux valu repousser le rendez-vous d'un an, comme les Jeux d'été de Tokyo. Soit dit en passant, le nom de ces compétitions disputées avec acharnement n'est plus tout à fait indiqué : ces “Jeux” sont devenus bien sérieux.

—Volker Kreisl
Publié le 25 janvier



Mode d'emploi

Sous cloche

Des olympiades “zéro Covid”.

Telle est l'ambition des autorités chinoises. Pas question, à l'approche des compétitions sportives, de soulever la cloche sous laquelle le pays vit depuis l'apparition du coronavirus à Wuhan voilà deux ans. L'idée est de mettre en place un “circuit fermé”, une bulle hermétique dans laquelle seront cantonnés athlètes, officiels et journalistes. “Devant les sites olympiques, les drapeaux et décorations sont installés, raconte CNN. Mais il y a aussi de longues rangées de barrières et des postes de surveillance pour isoler les festivités de la capitale chinoise et bloquer l'accès à quiconque n'a pas de pass sanitaire officiel.” Dans cette bulle, précise la chaîne américaine sur son site Internet, il s'agira de gérer 11 000 personnes – dont 3 000 athlètes – venues du monde entier, qui navigueront entre les trois sites de compétition, distants pour certains de 180 kilomètres.

Comment ce “circuit fermé” va-t-il fonctionner ?

“Les participants seront confinés à ce ‘circuit fermé’ de leur atterrissage à leur départ”, écrit le site CNN. Ils n'auront, durant l'ensemble de leur séjour, aucun contact avec la population chinoise. Le “circuit fermé” regroupe une série de stades, de centres de conférence et plus de 70 hôtels. Les hôtels situés à Pékin sont clôturés et étroitement surveillés par la police. Davantage qu'une seule bulle, reprend le média américain, “le système est un réseau de microbulles interconnectées”, entre les trois sites de compétition : Pékin (patinage), Yanqing (ski alpin) et Zhangjiakou (ski nordique). Des trains et des bus, “qui fonctionneront parallèlement aux transports en commun utilisés par la population”, précise Al-Jazeera, relieront les trois zones. “Signe que les autorités chinoises

sont prêtes à tout pour éviter que la bulle n'éclate, elles ont informé les habitants qu'ils ne devaient pas proposer leur aide à un véhicule olympique en cas d'accident de la route”, renchérit CNN. Des secours spécifiques ont été prévus. Les participants seront minutieusement séparés des spectateurs. La vente de billets au grand public a d'ailleurs été interdite.

Comment entrer dans la bulle ?

Il faudra présenter un schéma vaccinal complet ou se soumettre à une quarantaine de vingt et un jours à l'arrivée à Pékin. En fait, raconte CNN, “le voyage commence quatorze jours avant le départ. Les participants doivent limiter les contacts pour éviter d'attraper le Covid. Ils doivent aussi saisir leur température sur une appli et répondre chaque jour à des questions sur leur état de santé.” Une application décrite comme vulnérable au vol de données. “Tous les participants devront aussi produire deux résultats négatifs à des tests PCR dans les 96 heures et 72 heures avant leur vol vers Pékin”, précise depuis Montréal La Presse, pour qui “le premier défi olympique [est de] se rendre à Pékin”. Peu de vols internationaux étant autorisés à se poser dans la capitale, les délégations s'y rendront en charters. “Elles seront accueillies par des employés en combinaison de protection qui leur feront passer un autre test, puis seront accompagnées par la police à leur hôtel, dans des bus affrétés spécialement.”

Et une fois dans la bulle ?

Tous seront testés quotidiennement et devront porter en permanence un masque. Ceux qui seront testés positifs seront mis à l'isolement. “Ils ne pourront pas retourner dans la bulle avant la disparition de tous les symptômes et avant d'obtenir deux tests négatifs d'affilée, ce qui signifie que [les sportifs] manqueront certainement leur épreuve”, relève CNN. Toute personne qui aurait été en contact, sans masque, pendant plus de quinze minutes avec une personne infectée devra aussi se soumettre à deux tests quotidiens. Les cas contact devront s'isoler durant sept jours.

Comment en sortir ?

Les sportifs étrangers en sortiront à la fin de leur compétition en empruntant le même chemin que pour y entrer. Mais les milliers de Chinois impliqués dans le déroulement des Jeux devront rester dans cette bulle jusqu'au terme de l'événement. Pour en sortir, “ils devront faire vingt et un jours de quarantaine stricte sur un site prévu à cet effet”.

Un boycott à deux vitesses

VU DES ÉTATS-UNIS. Washington n'enverra pas d'officiels aux Jeux de Pékin, en réponse aux violations des droits humains par le régime chinois. Les athlètes américains, eux, participeront aux épreuves, comme les sponsors privés, restés inflexibles.

—The Washington Post (extraits)
Washington

Si Washington a décidé de boycotter les Jeux olympiques (JO) de Pékin en raison de la situation des droits humains sur place, Coca-Cola et Airbnb en sont toujours. Les défenseurs des droits humains tentent depuis plusieurs années d'inciter les grandes entreprises à se désengager des JO de Pékin. En vain.

En fin d'année dernière, des militants se sont réunis devant la Maison-Blanche pour demander aux États-Unis d'organiser le boycott diplomatique des JO de Pékin. Le 6 décembre, leur vœu a été exaucé. Mais le monde de l'entreprise leur a donné plus de fil à retordre.

Depuis deux ans, des militants représentant les habitants de Hong Kong, du Tibet et de la région chinoise du Xinjiang font pression sur les entreprises américaines et occidentales afin qu'elles suspendent leur parrainage ou la retransmission des Jeux, ou qu'elles condamnent publiquement les campagnes de répression menées par les autorités chinoises dans ces régions.

Seulement, voilà : la peur de froisser les dirigeants de la deuxième économie du globe a incité les entreprises à maintenir leurs accords et donc à fermer les yeux sur les violations des droits humains commises en Chine, regrettent les militants, malgré un rapport du département d'État américain selon lequel la Chine se rend coupable de génocide à l'encontre de la minorité ouïgoure. "Ils sont obnubilés par l'argent, soupire Zumretay Arkin, chargée de projet au sein de l'organisation internationale Congrès mondial ouïgour. On a l'impression qu'ils mettent tous la tête dans le sable en attendant la fin des Jeux."

Plus de 200 associations à travers le monde ont participé à la campagne, rédigeant des courriers, faisant circuler des pétitions et organisant des manifestations devant les sièges des entreprises pour dénoncer la répression chinoise à l'encontre des Ouïgours, des Tibétains et des Hongkongais.

Allianz, la société allemande de services financiers, est la seule à avoir accepté de rencontrer les manifestants, confie Zumretay Arkin. Une rencontre à Munich a été organisée en octobre avec les militants du Congrès mondial ouïgour et Qelbinur Sidik. Cette ancienne enseignante

de la région du Xinjiang a décrit les conditions de vie qui règnent dans les camps de détention destinés aux Ouïgours en Chine. Qelbinur Sidik, qui vit aujourd'hui aux Pays-Bas, raconte que les autorités chinoises l'ont obligée en 2017 à donner des leçons de mandarin dans ces camps, où elle a vu des détenus portant des chaînes et des uniformes numérotés, dormant à même le ciment dans des cellules exigües et obligés d'apprendre des chants patriotiques à la gloire du Parti communiste chinois.

Les responsables de la société Allianz ont semblé touchés par son témoignage et ont assuré qu'ils en parleraient avec le Comité international olympique (CIO), relatent Qelbinur Sidik et Zumretay Arkin. La porte-parole d'Allianz a refusé de confirmer que le groupe avait bel et bien soulevé la question auprès du CIO – toujours est-il qu'Allianz fait encore partie de la douzaine de sponsors internationaux des Jeux olympiques. Le concours financier du groupe "bénéficie aux athlètes du monde entier" et "s'inscrit dans la durée", des Jeux de Tokyo à ceux de Paris, Milan et Los Angeles, rappelle la porte-parole.

Il faut dire que la Chine est un marché de tout premier plan pour la plupart des sponsors. L'Empire du milieu représente ainsi 26 % du chiffre d'affaires d'Intel, le géant américain des semi-conducteurs, soit plus que tout autre pays. Et Pékin n'a pas mis longtemps à sanctionner les entreprises occidentales qui dénonçaient les agissements des autorités chinoises ou qui faisaient allusion, ne serait-ce qu'indirectement, à des sujets jugés sensibles par la Chine.

↓ Dessin de Tiounine,
paru dans
Kommersant,
Moscou.



Intel s'est ainsi attiré les foudres de Pékin en décembre en raison d'un courrier adressé par le groupe à ses fournisseurs, qui leur demandait d'éviter de s'approvisionner en biens ou en services dans la région du Xinjiang. Cette requête coïncidait avec l'adoption d'une nouvelle loi américaine interdisant l'importation de nombreux produits en provenance du Xinjiang, les autorités chinoises étant soupçonnées d'y réduire les Ouïgours au travail forcé. L'entreprise américaine a aussitôt été prise pour cible par les médias d'État et les internautes chinois, l'amenant à présenter des excuses.

Intel a refusé de commenter la polémique sur sa participation aux Jeux, même si la direction a pris acte publiquement des inquiétudes liées à la situation des droits humains sur place. Quand il s'est vu demander, lors d'une audition devant le Congrès, le 27 juillet 2021, s'il était d'accord avec le diagnostic du gouvernement américain selon lequel la Chine se livrait à un génocide contre les Ouïgours, le directeur juridique d'Intel, Steve Rodgers, a répondu : "J'ai lu le rapport du département d'État et j'accorde foi à ses conclusions."

D'autres sponsors des Jeux olympiques ont éludé les questions relatives aux violations des droits humains en Chine. Coca-Cola s'est refusé à tout commentaire, renvoyant à la déposition d'un cadre de la société lors de la même audition devant le Congrès, dans laquelle il rappelait l'engagement de Coca-Cola en faveur des droits humains, sans pour autant mentionner la

Chine. Airbnb a fait savoir que son accord avec le CIO, qui a été signé en 2020 pour neuf ans, "ne s'articule pas autour des Jeux

en particulier, mais autour d'un partenariat de long terme axé sur l'émancipation financière des athlètes".

La marque d'horlogerie suisse Omega a fait savoir qu'elle était le "chronométrateur officiel" des Jeux depuis 1932 et qu'elle avait pour principe "de ne pas intervenir sur les sujets politiques car cela ne sert pas la cause du sport, qui est le cœur de [son] engagement".

Certaines entreprises ont rappelé qu'elles avaient signé des accords pluriannuels avec le CIO avant que le choix des futures villes d'accueil ne soit arrêté et qu'elles voyaient dans leur participation une manière de soutenir une noble tradition sportive, et non un pays d'accueil en particulier.

Les parrainages et les droits de diffusion servent à financer l'essentiel du mouvement olympique. Une douzaine de sponsors privés ont versé au CIO un total de 1 milliard de dollars [886 millions d'euros], permettant de subventionner les Jeux d'hiver et d'été de 2014 et 2016, selon les derniers chiffres du CIO. Ces entreprises ont vraisemblablement déboursé 1 milliard de dollars supplémentaires – au bas mot – pour la publicité, les infrastructures d'accueil et autres dépenses liées aux Jeux.

Des chaînes de télévision du monde entier ont versé des sommes encore plus énormes au CIO – un total de 4,2 milliards de dollars [3,7 milliards d'euros] – en échange des droits de retransmission des Jeux en question. Le CIO explique qu'il redistribue l'essentiel de cet argent aux plus de 200 comités olympiques nationaux pour soutenir leurs programmes sportifs et aux pays d'accueil des Jeux en guise de défraiement.

Quand les États-Unis ont boycotté les Jeux de Moscou, en 1980 – un boycott plus sévère qui empêchait les athlètes américains de participer –, la chaîne de télévision NBC avait suivi le mouvement et annulé la retransmission des épreuves.

CIBLÉ PAR LES MÉDIAS D'ÉTAT ET LES INTERNAUTES CHINOIS, INTEL A FINI PAR S'EXCUSER. LE GÉANT AMÉRICAIN SERA BIEN L'UN DES SPONSORS OFFICIELS DES JEUX.

Cette fois, les diplomates américains ne feront pas le déplacement, les athlètes américains si. Et NBC retransmettra les Jeux comme prévu. La chaîne fait état d'une nette augmentation de l'activité de sa régie publicitaire pour les Jeux de Pékin et a révélé cet automne qu'elle n'était pas loin d'avoir "rempli sa grille". À la question de savoir si la chaîne prévoyait d'évoquer la question des droits humains pendant les retransmissions, un porte-parole a répondu : "NBC Universal est engagé de longue date dans la défense et la promotion de la liberté de la presse, couvrant des sujets d'intérêt public liés à la Chine mais aussi aux JO. Nous n'avons aucunement l'intention de déroger à cette longue tradition."

Dans un courriel, le CIO rappelle que les Jeux sont "le seul événement qui rapproche le monde entier dans une compétition pacifique". "Au vu de la diversité des participants aux Jeux olympiques, le CIO se doit de rester neutre sur l'ensemble des sujets politiques internationaux", ajoute l'organisation.

Les détracteurs de la Chine au Congrès américain ont essayé de sanctionner le CIO et les sponsors privés. L'année dernière, un membre de la Chambre des représentants, le député républicain Michael Waltz, a proposé d'interdire de contrat fédéral les sponsors du CIO, notamment au travers d'un amendement au budget de la défense qui aurait empêché ces entreprises de vendre leurs produits aux bases militaires américaines. Procter & Gamble et d'autres entreprises ont exercé des pressions pour entraver les efforts de Michael Waltz, et l'amendement a été rejeté.

Pékin commet depuis plusieurs années des atteintes flagrantes à la démocratie et à la liberté d'expression à Hong Kong. Les autorités ont jeté des défenseurs de la démocratie en prison à l'issue de manifestations pacifiques, arrêté des journalistes et des responsables politiques d'opposition, et obligé des médias à mettre la clé sous la porte.

Au sein de la communauté internationale, la situation au Xinjiang ne fait guère débat. Les associations de défense des droits humains estiment que les autorités chinoises y détiennent

Contexte

IRA, IRA PAS ?

Le site Politico Europe distingue plusieurs catégories parmi les pays qui n'envoieront pas de représentants officiels à Pékin. Ceux qui boycottent "fièrement", pour protester notamment contre la répression des Ouïgours (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Lituanie, Belgique, Danemark, Estonie), ceux à qui la pandémie de Covid-19 semble servir d'excuse

(Nouvelle-Zélande, Autriche, Slovénie, Suède, Pays-Bas). D'autres pays, à une semaine de la cérémonie d'ouverture, ne s'étaient pas encore prononcés (parmi lesquels la France et l'Allemagne, aspirant à coordonner une position commune des membres de l'UE). Le président russe, Vladimir Poutine, son homologue polonais, Andrzej Duda, et le Premier ministre du Pakistan, Imran Khan, sont, eux, attendus à Pékin le 4 février. Près de 250 ONG ont appelé, elles, au boycott pur et simple des Jeux. Elles dénoncent des "exactions massives" contre les Ouïgours, les Tibétains et d'autres minorités ethniques. Elles s'en prennent également aux détentions arbitraires, tortures et disparitions forcées de militants des droits humains et avocats.

Repères



●●● Le coup d'envoi des Jeux olympiques d'hiver de Pékin sera donné le 4 février par une cérémonie d'ouverture qui se veut "simple, sûre et splendide", à l'image de la devise de cette 24^e édition, écrit le magazine américain **Time**. Comparée à celle de 2008, qui avait coûté 100 millions de dollars, mobilisé 15 000 participants, avait été vue par un tiers de l'humanité et suivie sur place par plus de 90 000 personnes, la cérémonie de cette année sera nettement moins fastueuse, même si elle a été

conçue elle aussi par le cinéaste Zhang Yimou et se tiendra toujours au "Nid d'oiseau". Quelque 2900 athlètes de plus de 90 pays sont attendus, "des chiffres proches de ceux de Sochi, en Russie, en 2014, et de Pyeongchang, en Corée du Sud, en 2018", commente l'hebdomadaire. Outre Pékin, deux autres sites ont été retenus pour accueillir des compétitions : Yanqing et Zhangjiakou. Dix-neuf mille bénévoles ont été mobilisés, indique le **Global Times**, et ce jusqu'à la cérémonie de clôture, programmée le 20 février.

jusqu'à un million de Ouïgours et d'autres membres de minorités musulmanes dans des camps, dans le but de les assimiler de force à la culture han. Le Royaume-Uni a fait pression sur la Chine pour qu'elle accepte la présence d'inspecteurs de l'ONU, et le Parlement européen a condamné la Chine pour avoir recours au travail forcé au Xinjiang. Le Canada, le Royaume-Uni et l'Australie se sont joints aux États-Unis dans le boycott diplomatique des Jeux, invoquant leur inquiétude au sujet de la situation des droits humains sur place.

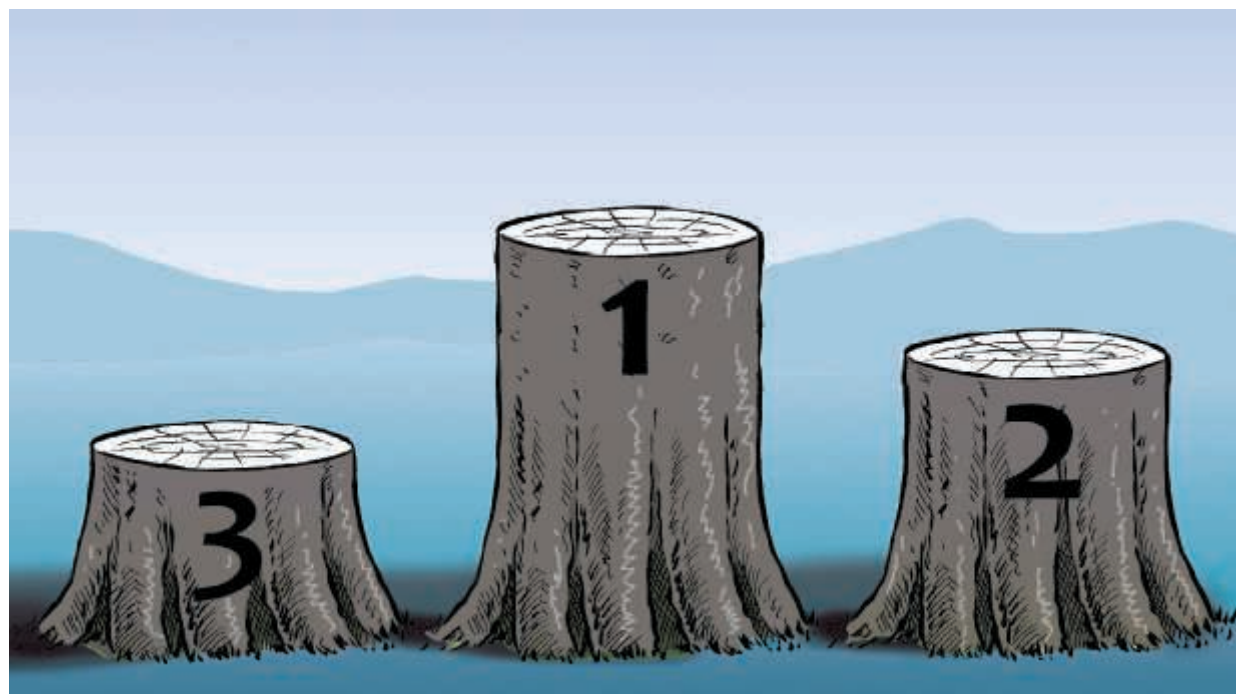
Le Congrès mondial ouïgour exhorte depuis deux ans les sponsors des JO à se désengager des Jeux, mais la plupart de ses appels sont restés lettre morte, déplore Zumretay Arkin, elle-même membre de l'ethnie ouïgoure, née au Xinjiang et arrivée au Canada enfant.

"L'organisation des Jeux à Pékin assure une rentrée d'argent au gouvernement chinois, mais associe également le CIO et ses partenaires aux crimes contre l'humanité du Parti communiste chinois dans la région ouïgoure", dénonce l'organisation dans un courrier. Des membres des communautés tibétaine, ouïgoure et hongkongaise ont manifesté devant les bureaux de NBC à New York, Washington et Los Angeles au début de janvier. Étudiant infirmier à Boston et hongkongais d'origine, Christopher Choi a campé devant la Maison-Blanche [l'an dernier] et tracte aujourd'hui pour demander aux gens de boycotter les Jeux. "Une baisse de l'audimat enverrait le message que les atrocités et les violations des droits humains ne passent pas et qu'on ne peut pas décemment organiser de Jeux en Chine", explique-t-il.

—**Jeanne Whalen**
Publié le 16 janvier

BLANCS COMME NEIGE, VRAIMENT ?

Les organisateurs des Jeux promettent un événement “respectueux de l’environnement”. Une gageure alors que près de 200 millions de litres d’eau vont être engloutis pour créer de la neige artificielle, relève ce quotidien néerlandais.



—De Volkskrant Amsterdam

Non, il ne faut pas être nostalgique. C’est une émotion associée à la perte. Et la mort est bien la dernière chose à laquelle on veut penser lors de cette grande fête du sport : les Jeux olympiques (JO). [À partir du 4 février], les Jeux d’hiver se tiendront à Pékin et aux alentours. Aussi, cette semaine, on a vu circuler une ribambelle de photos d’endroits où, dans quelques jours, se dérouleront les épreuves de ski de fond, de saut à ski, de snowboard et de slalom. En les voyant, j’ai dû réprimer, dans un profond soupir, mon amour d’un lointain passé.

Ne pas regretter la blancheur infinie des montagnes enneigées que les skieurs dévalaient à vive allure. Les patinoires que des bonshommes à chapka perclus de froid balayaient pendant les compétitions. La neige fraîchement tombée, qu’ils utilisaient pour marquer la limite entre les pistes. Ne pas céder à ce faux romantisme à la Anton Pieck [peintre néerlandais] qui m’a fait croire que le patin à glace et le ski avaient encore un lien avec l’hiver.

Les JO de Pékin 2022 ne seront certainement pas les premiers à devoir se passer de neige tombée du ciel. Depuis 1980 (et les Jeux organisés dans le village américain de Lake Placid), le Comité olympique a recours à des canons à neige car la nature insoumise ne se plie pas à son calendrier. Sans neige artificielle, les éditions russe de Sochi (2014) et sud-coréenne de Pyeongchang (2018) n’auraient pas eu lieu.

Pourtant, même en comparaison des éditions précédentes, la vision des pistes pékinoises reste des plus insensées. Lorsque, en 2015, le Comité a porté son choix sur la ville de Pékin pour la tenue des Jeux d’hiver, il savait que le climat y était froid, certes, mais aussi archisec. Et on le voit bien : seules les pistes, flanquées

de centaines de canons à neige, sont blanches ; sur les autres versants, on ne voit que rochers, gravier, et une multitude de (jeunes) sapins.

Selon les chiffres du journal britannique *The Guardian*, il faut environ 185 millions de litres d’eau – une quantité qui dépasse l’imagination –, pour que ces machines assoiffées fassent leur travail. Ces Jeux sont-ils durables ? Les avis divergent. La Chine dit viser un événement neutre pour le climat. Mais que valent les informations provenant d’une dictature ? Les scientifiques, eux, s’interrogent sur la faisabilité de la chose.

Quoi qu’il en soit, tous ceux qui suivront les JO à la télévision pourront se rendre compte par eux-mêmes que les ambitieux Chinois ont réussi, avec leurs technologies de pointe, à créer un paysage hivernal

fonctionnel. Il n’est évidemment guère plaisant de prendre conscience que, en regardant de grands événements sportifs sur nos petits écrans, outre des droits humains, nous devons nous soucier des problématiques écologiques. Ces images qui nous parviennent de Chine nous montrent froidement à quel point la crise climatique, les sports d’hiver et l’industrialisation sont liés. De ce point de vue, les photos de cette piste de ski nue sur un fond de cheminées et de tours de refroidissement sont plus proches de la réalité que les paysages neigeux féériques, qui appartiennent à un passé révolu. Ironiquement, la Chine, qui n’est pas réputée pour son ouverture, nous pousse, involontairement sans doute, à ces réflexions glaçantes mais nécessaires.

D’ici au début du mois de février, les services météorologiques prévoient des chutes de neige d’à peine 0,3 millimètre sur Pékin et une légère hausse du mercure, qui passera de l’actuel gel modéré à des températures légèrement douces au début du mois prochain. Mais qui s’en soucie ? —

Publié le 21 janvier

Polémique

Extravagances environnementales

●●● Si la Russie ou la Corée du Sud avaient déjà dû compter sur la neige artificielle pour assurer leurs Jeux olympiques d’hiver, la Chine, elle, est la première à en dépendre entièrement. Mais les millions de litres d’eau nécessaires à sa confection ne sont pas la seule aberration environnementale de cette édition 2022, pourtant annoncée “propre”. Certains pensent que Pékin va expérimenter, à grande échelle, sa technologie de contrôle de la météo, afin que le ciel soit parfaitement bleu pour les retransmissions télévisées. “Au cours des trois derniers mois, au moins 250 obus ont été tirés sur des nuages près de Zhangjiakou [une des villes hôtes des Jeux] tandis que douze avions d’ensemencement de nuages sont en alerte à l’aéroport de la région”, fait savoir le **Washington Post**. L’utilisation de ce type de technologie inquiète : “On ne sait pas du tout quelles seront les répercussions sur les différents écosystèmes”, met en garde Dhanasree Jayaram, professeure de géopolitique et de relations internationales à l’université de Manipal, en Inde, et spécialiste du programme chinois de manipulations météorologiques.

↑ Dessin d’Arcadio paru dans **La Prensa Libre**, San José (Costa Rica).





Vu de Russie

La trêve olympique sera-t-elle respectée ?

●●● Alors que Vladimir Poutine est attendu à Pékin entre le 4 et le 6 février pour une rencontre bilatérale avec son homologue Xi Jinping, la menace d'extension du conflit du Donbass constitue, selon le quotidien russe **Kommersant**, "le troisième facteur de risque pour les organisateurs des Jeux, après le boycott diplomatique de l'Occident et la nouvelle vague pandémique en Chine". "La question est de savoir si la trêve olympique sera un facteur de désescalade dans l'est de l'Ukraine ou si les partisans d'un scénario radical y verront l'opportunité de mener une action armée", développe le titre. Le politologue Andrei Kortounov rappelle à ce propos un précédent

remontant au mois d'août 2008. Alors que Pékin organisait cette fois les Jeux d'été, le président géorgien d'alors, Mikheil Saakachvili, avait lancé une opération armée contre l'Ossétie du Sud qui avait débouché sur l'entrée des chars russes dans cette région sécessionniste et la reconnaissance par Moscou de son indépendance. À toutes fins utiles, le représentant de la Chine à l'ONU, Zhang Jun, a appelé depuis New York tous les pays et les parties en conflit à respecter la trêve olympique.

2008-2022, d'une Chine à l'autre

En 2008, Pékin voulait être reconnu sur la scène internationale. L'Occident, malgré ses critiques, espérait une ouverture de la Chine dans la foulée de cette olympiade d'été. Quatorze ans plus tard, celle-ci est boycottée, mais peut regarder de haut les États-Unis.

—The Guardian (extraits) Londres

Un feu d'artifice spectaculaire illuminait le ciel d'été, des volutes de fumée redescendaient sur la multitude massée sur la place Tian'anmen. La foule exultait : "Allez Pékin, allez la Chine, allez les JO !" Le sentiment de fierté collective était palpable. C'était juste après la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été de Pékin, le 8 août 2008 – le chiffre huit porte-bonheur pour les Chinois. Ce soir-là, un Sino-Américain avait suivi la cérémonie depuis le balcon de son appartement, dans l'est de Pékin. "C'était fait pour en mettre plein la vue et, pour les Chinois, le contrat était largement rempli : toute la reconstitution historique, les performances au cordeau, l'échelle XXL, se souvient Kaiser Kuo. De mon point de vue d'Occidental, en revanche, cet étalage avait de quoi inquiéter, en voyant toute cette robotisation

trionphante, l'avènement des machines. C'était un peu effrayant."

Quatorze ans plus tard, la Chine organise avec les Jeux d'hiver ses deuxièmes olympiades. À cette différence près que le contexte international et l'ambiance générale ont bien changé.

Les Jeux de 2008 avaient valeur de symbole pour la Chine, à la fois sur le plan sportif et pour l'image que l'événement renvoyait d'elle au monde.

La chanson officielle des Jeux illustrait cette Chine réinventée, ragaillardie, qui se donnait en spectacle : *Beijing Welcomes You* ["Pékin t'accueille"]. Pour beaucoup, le slogan de ces olympiades, "One world, one dream" ["un même monde, un même rêve"], signifiait que le rapprochement de la Chine avec le reste du monde était assuré.

L'Empire du milieu avait décroché 51 médailles d'or, détrônant pour la première fois les États-Unis, qui n'en rapportèrent que 36. Le *New York Times* qualifia ces 29^{es} Jeux de "révélation sur

↑ Dessin de Chappatte paru dans l'*International Herald Tribune*, Paris.

DEPUIS SES JEUX D'ÉTÉ, LA CHINE EST DEVENUE LE PREMIER EXPORTATEUR ET LA DEUXIÈME ÉCONOMIE DU GLOBE.

Les mois qui ont précédé chacune des deux olympiades, les défenseurs des droits humains ont dénoncé le traitement réservé aux Tibétains et aux Ouïgours, ainsi qu'aux dissidents chinois.

À quelques jours des Jeux de 2008, la Chambre des représentants américaine avait adopté une résolution condamnant la situation des droits humains en Chine, se voyant accuser par le ministère des Affaires étrangères chinois de vouloir "saboter les Jeux". À l'approche de ces Jeux d'hiver, les critiques ont pris une forme plus concertée : les États-Unis ont organisé un boycott diplomatique, suivis par certains de leurs alliés.

la Chine, une démonstration à la fois de sa montée en puissance économique et politique et de son grand retour sur la scène internationale".

Les Jeux de 2008 comme ceux de 2022 auront chacun eu lieu à des moments clé d'une époque, et à un tournant des relations entre la Chine et l'Occident. Ceux de 2008 coïncidaient avec le début de la crise financière et symbolisaient la reconnaissance de la Chine sur la scène internationale. Ceux de 2022 se tiendront en pleine pandémie de Covid et sont d'ores et déjà assombris par la multiplication des boycotts [diplomatiques] de la part des capitales occidentales.

En 2008, la politique chinoise des États-Unis était encore guidée par le concept d'engagement stratégique. La Chine prenait le chemin d'une "montée en puissance pacifique" et, malgré les allégations répétées de violations des droits humains perpétrées sur place, Washington estimait que l'empire du Milieu finirait par se libéraliser.

L'optimisme de Washington s'est évaporé, et 2008 a marqué un tournant, selon David Ownby, historien spécialiste de la Chine à l'université de Montréal, qui tient un blog très suivi, Reading the China Dream ["Décrypter le rêve chinois"]. "Le contraste entre des Jeux de Pékin organisés de main de maître et la pagaille engendrée par une crise financière totalement évitable a convaincu de nombreux Chinois que la Chine était un acteur de premier plan", analyse-t-il.

"Depuis, l'impression générale, c'est que la Chine endure mieux les crises que l'Ouest", ajoute-t-il, revenant sur les déboires de l'Occident, de la crise des réfugiés au Brexit en passant par l'élection de Donald Trump, les émeutes du Capitole aux États-Unis le 6 janvier [2021] et la pandémie.

Un mois après les Jeux de 2008, Lehman Brothers faisait faillite. Les répercussions de la crise financière n'ont pas été seulement économiques. Celle-ci a mis en lumière la désoccidentalisation de l'ordre mondial, et a conforté la Chine dans son mode de gestion économique. En novembre de cette année-là, le Premier ministre d'alors, Wen Jiabao, avait annoncé un plan de relance sans précédent de 4 billions de yuans [à l'époque 450 milliards d'euros], soit trois fois plus que l'équivalent américain. Qualifié de "substantiel, efficace et réactif" par Wen Jiabao, il avait dopé le PIB chinois pendant que la crise mondiale faisait rage. Et s'il a aussi valu à Pékin quelques maux de tête, l'assouplissement de l'accès au crédit nourrissant l'inflation, la croissance soutenue du pays l'avait conduit à dépasser l'Allemagne pour devenir le champion mondial des exportations en 2009 et, l'année suivante, la deuxième économie du globe à la place du Japon.

Si le pays a connu des déboires depuis les Jeux de 2008, la pandémie a rassuré les dirigeants chinois sur leur système politique. "En étudiant la gestion de cette pandémie par les différents dirigeants et régimes [politiques] à travers le monde, [on] voit qui a su tirer son épingle du jeu, déclarait Xi Jinping à ses cadres cinq jours après les émeutes du Capitole américain. Le temps et l'histoire sont de notre côté, c'est d'eux que nous tirons notre conviction et notre capacité à rebondir, et c'est pourquoi nous sommes aussi déterminés et confiants."

"En 2008, la Chine ne voulait rien tant qu'être reconnue. Elle voulait exhiber sa richesse, son cosmopolitisme et son ouverture, confie Xu Guoqi, historien à l'université de Hong Kong et auteur d'Olympic Dreams. China and Sports, 1895-2008 ["Rêves olympiques. La Chine et le sport, 1895-2008", non traduit en français]. Aujourd'hui, la Chine veut afficher son assurance. Certains Chinois vont jusqu'à laisser entendre - à tort peut-être - que l'Est monte et que l'Ouest décline. Au sujet des [récents] boycotts diplomatiques, Pékin affirme ainsi que 'personne n'y prête attention'."

—Vincent Ni

Publié le 26 janvier

→ Ces pandas sur patins symbolisent les Jeux de Pékin 2022, lors de la cérémonie de clôture de l'édition précédente, en 2018, à Pyeongchang, en Corée du Sud.

Photo Chang W. Lee / The New York Times



À la une



“LES JEUX D'HIVER À NOTRE PORTE”

C'est une véritable encyclopédie des Jeux olympiques en Chine que le magazine économique **Caixin** livre sous un titre de une consensuel. Tranchant avec sa tradition d'enquêtes incisives et curieuses, l'hebdomadaire détaille sur des dizaines de pages tous les aspects officiels et chiffrés de l'organisation des Jeux.

LESKI À MARCHE FORCÉE

La Chine n'était pas une nation de skieurs mais Pékin a multiplié les programmes gouvernementaux pour créer de toutes pièces une industrie des sports d'hiver et former les talents de demain.

En 1980, la Chine participait pour la première fois aux Jeux olympiques d'hiver, à Lake Placid, aux États-Unis, raconte le magazine économique **Caixin**. Parmi les 28 athlètes dépêchés, aucun n'était parvenu à se classer mieux que dixième. "Par manque d'argent et d'expérience, les athlètes chinois se souviennent qu'ils n'avaient pour se protéger du froid que des caleçons comme on en porte dans le nord-est de la Chine, et aucun équipement protégeant du vent ou de l'humidité."

Lorsque la Chine a déposé sa candidature pour l'organisation des Jeux d'hiver, en 2013, elle n'en était plus à ce niveau-là, mais les sports d'hiver y étaient encore très peu développés. Les autorités ont encouragé les Chinois à s'y mettre. À coups de programmes gouvernementaux, des objectifs chiffrés ont été élaborés : en 2022, l'on verrait 300 millions de Chinois (sur 1,4 milliard) chausser des skis et le tourisme des sports d'hiver aurait décollé.

Et maintenant que les Jeux sont là, les rapports et statistiques pleuvent pour proclamer les résultats de cette politique. "Les écoles et les centres de formation ont été incités par le ministère

des Sports à encourager la pratique parmi des millions de jeunes, afin de former les talents de la génération future", écrit le magazine **Caixin**.

Dès 2015, lorsque la Chine a été désignée comme organisatrice, le ministère de la Culture et du Tourisme avait rédigé un plan triennal, suivi par les provinces du nord du pays, détaille l'hebdomadaire économique. Plusieurs grands programmes d'installation de stations et de parcs étaient lancés. On dénombrait, en 2015, 700 sites de sports d'hiver, dont plus de 200 stations de ski et 500 de patin à glace. Le nombre total de sites avait plus que doublé en 2019, surtout pour le patin.

Un rapport de l'industrie dont fait état le magazine indique que le marché des sports d'hiver aurait doublé entre 2015 et 2019, pour atteindre 423 millions de yuans (60 millions d'euros), et 600 millions de yuans (84 millions d'euros) en 2020.

Au cours de l'hiver 2016-17, 170 millions de personnes seulement ont fait un séjour à la neige, mais elles étaient 254 millions pendant l'hiver 2020-21, selon un rapport du ministère du Tourisme. L'objectif des 300 millions de touristes devrait être atteint cet hiver. Les principaux clients sont des jeunes de 18 à 35 ans, originaires des grandes villes. En ce qui concerne

la pratique, les skieurs et patineurs semblent dépasser l'expérience unique : en 2020, 108 millions de Chinois avaient pratiqué le ski, et 43%

d'entre eux, trois fois dans l'année.

"Les Chinois, comme tous les autres, sont influencés par l'économie de l'expérience", commente le site **Sina.com** dans une série sur les sports d'hiver. "Pour la classe moyenne enrichie, les voyages et le sport sont devenus des expériences indispensables." Parmi les riches consommateurs, "le ski, c'est le nouveau golf". Un homme d'affaires qui vient de commencer le ski exprime ainsi son intérêt pour ce sport : "Le ski, c'est risqué, mais gérer une entreprise l'est plus encore."

—Courrier international



Réglementation

Ceux qui risquent de passer le nouvel an en quarantaine

Qui dit nouvel an lunaire dit réunion familiale. La conjonction de cette fête, le 1^{er} février, et des Jeux en période de Covid entraîne la multiplication des contrôles et des quarantaines pour les voyageurs.

Pendant que les athlètes du monde entier viennent s'insérer les uns après les autres dans la bulle sanitaire des Jeux olympiques d'hiver de Pékin, des centaines de millions de Chinois se préoccupent de savoir s'ils pourront ou non rentrer chez eux pour les fêtes, et dans quelles conditions. Ceux qui viennent de l'étranger sont soumis depuis près de deux ans à une quarantaine obligatoire de quatorze jours dans des lieux désignés, en général des hôtels payés à leurs frais, suivis de sept jours à domicile. Dans ces conditions, ils sont peu nombreux à faire le voyage. Sur le plan intérieur, les mesures sanitaires sont renforcées et touchent particulièrement les travailleurs migrants. Beaucoup de grandes villes et d'entreprises, où ces travailleurs sont employés à l'année, ont tenté de les dissuader de partir sur les routes, en leur offrant des primes de 500 à 1000 yuans (de 70 à 140 euros). Mais sans trop de succès. En effet, c'est la troisième année de suite que le "retour à la maison" est difficile en cette période de fêtes. Dans tout le pays, environ 1,18 milliard de déplacements devraient tout de même avoir lieu pendant ce mois de grands départs, ce qui représente une augmentation de 35,6% par rapport à 2021. En comparaison avec l'année 2019, qui a précédé la pandémie, il s'agit toutefois d'une baisse de 60%, selon les chiffres officiels donnés par le journal singapourien **Lianhe Zaobao**. Le ministère des Transports a pour sa part

tenu le 27 janvier une conférence de presse pour préciser les conditions dans lesquelles les Chinois peuvent rentrer chez eux pour les fêtes, et que décrit le site du quotidien pékinois **Beijing Ribao**. Les autoroutes deviennent gratuites dans tout le pays pendant cette période de congés annuels, du 31 janvier au 6 février, pour les véhicules individuels comme pour les motos. Que cela soit en voiture ou en transport public, les voyageurs doivent pouvoir produire, outre leur carte d'identité et un test PCR négatif datant de moins de quarante-huit heures, deux certificats électroniques enregistrés sur leur téléphone : le certificat de santé, établi entre autres sur leur statut vaccinal, et le certificat de voyage, qui révèle les lieux où ils ont récemment passé plus de quatre heures d'affilée. Ces lieux étant eux-mêmes classés par niveau de risque (faible, moyen, fort) selon la présence ou non de cas déclarés. Les voyageurs qui viennent de zones classées à risque "moyen" ou "fort" sont soumis à une combinaison variable de mesures de quarantaine dans un lieu collectif ou à domicile, à un enchaînement de tests négatifs à présenter et de périodes de surveillance, différentes selon les provinces et les villes. L'ensemble de ces règlements publiés le 27 janvier tient sur l'équivalent en français de quatre-vingts pages.

→ **Eileen Gu avait gagné l'or en halfpipe lors des Jeux olympiques de la jeunesse d'hiver de 2020.**

Photo Martin Rulsch, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0

Eileen Gu, l'héroïne de Pékin

Il y a trois ans, cette championne de ski a choisi la nationalité chinoise. Ce site, comme une bonne partie de la presse du pays, écrit un éloge très appuyé de cette "véritable patriote" de 18 ans.

— **Sohu.com** (extraits) Pékin

Il fut un temps où nombreux étaient les Chinois qui aspiraient à obtenir une nationalité étrangère. Aujourd'hui, à la faveur du développement économique de la Chine et de l'accroissement continu de sa puissance, on assiste au phénomène inverse : de nombreux étrangers souhaitent obtenir la nationalité chinoise.

C'est le cas d'Eileen Gu [Gu Ailing, en chinois] qui a troqué, à 16 ans, sa nationalité américaine pour la nationalité chinoise. Depuis, elle a remporté trois médailles d'or en seulement trois mois, captant la lumière pour sa patrie.

Eileen Gu est née en 2003 aux États-Unis dans une famille érudite. Sa mère, d'origine chinoise, a d'abord obtenu un diplôme à l'université de Pékin avant de poursuivre ses études à l'université Stanford, où elle a rencontré son mari. C'est par amour qu'elle a choisi de rester aux États-Unis.

Eileen Gu a souvent passé ses vacances en Chine chez ses grands-parents, avec sa maman, une Pékinoise pure souche. Grâce à celle-ci et à ses séjours à Pékin, elle parle couramment chinois.

Eileen Gu est aussi passionnée par la culture chinoise, dont la richesse et la diversité l'attirent énormément. Chaque année, le retour à Pékin est un moment de bonheur. Une fois rentrée aux États-Unis, elle partage avec ses camarades de classe ce qu'elle a vu et entendu en Chine. Dans son esprit, elle s'est toujours considérée comme chinoise.

Très talentueuse, elle a participé à de nombreuses compétitions de ski professionnelles dès son plus jeune âge. Lorsqu'elle faisait ses études à l'université de Pékin, la mère d'Eileen Gu était membre et entraîneur de l'équipe de ski de l'école. C'est elle qui a mis sa fille,

toute petite, sur des planches et lui a donné l'amour de ce sport. Soumise à un entraînement de plus en plus professionnel par sa mère, Eileen a pu exploiter ses prédispositions pour le ski, et, à l'âge de 9 ans, un titre de championne de ski junior des États-Unis a couronné six années d'entraînement assidu. Elle a décidé alors de poursuivre sa carrière de skieuse avec le soutien de sa famille.

Durant les années qui ont suivi, elle a participé à diverses compétitions, organisées dans différents pays. À chaque fois, elle a su tirer son épingle du jeu, malgré le niveau très relevé.

Quand elle a appris, à l'âge de 12 ans, que les Jeux d'hiver de 2022 se tiendraient à Pékin, elle n'a pas pu contenir sa joie, impatiente qu'elle était de montrer ses talents dans la région d'origine de sa famille. L'idée de participer aux Jeux olympiques d'hiver "chez elle" à Pékin a commencé à germer dans sa tête.

Les années ont passé, et Eileen Gu est devenue véritablement chinoise [en 2019]. À partir de ce moment-là, elle commence à courir sous les couleurs chinoises. En septembre 2019, elle décroche sa première médaille lors de la Coupe du monde de ski acrobatique [de Cardrona], en Nouvelle-Zélande.

Trois mois seulement après avoir obtenu la nationalité chinoise, elle rapportait à la Chine trois médailles dont deux d'or [à Calgary, au Canada], faisant pleuvoir les commentaires élogieux sur la jeune fille au sourire si charmant.

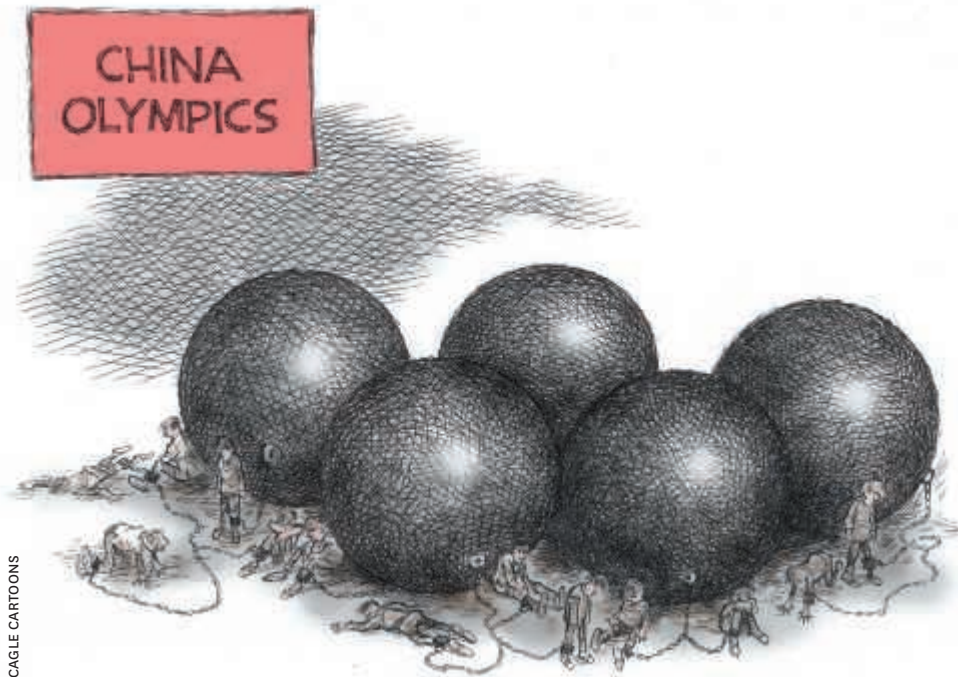
Depuis, elle a participé à de nombreuses compétitions, remportant quatre médailles d'or et une d'argent [dont trois au début du mois de janvier 2022]. Ses belles performances lui valent souvent d'être qualifiée de "génie du ski".

Sachant que les Jeux allaient avoir lieu en 2022, Eileen Gu a voulu se donner du temps pour s'entraîner. Elle a décidé d'effectuer ses deux dernières années de lycée en un an. Elle s'est consacrée à fond à ses cours, et a toujours su garder sa motivation intacte, bien qu'issue d'un milieu très aisé.

Elle a une idée très claire de ses objectifs, et est capable de faire ses propres choix de manière indépendante. C'est avec un grand enthousiasme qu'elle a choisi de prendre la nationalité chinoise et de représenter la Chine. Par ailleurs, lorsqu'elle a décidé de se consacrer entièrement à ses études pour être acceptée par l'université de son choix [Stanford], elle ne s'est pas laissée déconcentrer par l'agitation du monde autour d'elle. Chez Eileen Gu, la beauté n'est pas qu'extérieure, c'est aussi une belle âme indépendante et pure !

— **Jiang Chenyu**
Publié le 8 janvier





CAGLE CARTOONS

← Dessin de Dick Wright, États-Unis.

À la une



“LES JEUX DE LA CHINE”

En une de son édition du 24 janvier, **Bloomberg Businessweek** place le président chinois Xi Jinping sur la première marche d'un podium olympique, devant ses adversaires américain et allemand, pour mieux souligner le chemin parcouru depuis les JO d'été de Pékin, en 2008, une époque où la Chine venait de “dépasser l'Allemagne” pour devenir la troisième économie mondiale. Comme l'a expliqué au magazine américain Xu Guoqi, professeur d'histoire à l'université de Hong Kong, le message que Pékin veut adresser lors de ces Jeux, “c'est que la Chine est une grande puissance. Que ça vous plaise ou non.”

alternative : Pékin ou Almaty. Pékin avait déjà les installations de 2008, c'était presque écolo.

Le temps où Sepp Blatter [alors président de la Fifa] pouvait (en 2014) proclamer que le football est “plus fort que n'importe quel mouvement protestataire” et où son secrétaire général Jérôme Valcke osait juger “préférable” “un moindre niveau de démocratie pour organiser une Coupe du monde” semble révolu. Mais au-delà des mots, quels changements tangibles peut-on réellement espérer ? Les nouvelles recommandations [du CIO] en matière de respect des droits humains entrent en vigueur après les Jeux de Pékin.

Le tennis féminin est l'un des rares sports à être allé plus loin. À la suite de la disparition, cet automne, de la joueuse chinoise Peng Shuai, “effacée” de la vie publique après qu'elle a accusé de viol un ancien vice-premier ministre, le président de la WTA, Steve Simon, n'a pas hésité à rompre les relations économiques avec son premier partenaire commercial. La saison 2022 de la WTA ne comporte aucune date en Chine, contre neuf les saisons précédentes ainsi qu'un prestigieux et lucratif Masters organisé à Shenzhen contre un chèque de 14 millions de dollars.

Cette décision a été qualifiée de “courageuse”. Certains économistes estiment toutefois qu'il s'agit en réalité d'un calcul rationnel qui tient compte des opinions publiques internationales et du storytelling historique de la WTA, récemment rappelé par la mise en avant de la figure de Billie Jean King [ex-joueuse, première présidente de la WTA et militante pour les droits des femmes et des populations LGBTQI]. Paradoxalement, il sera peut-être plus facile pour

LES NOUVELLES RECOMMANDATIONS DU CIO EN MATIÈRE DE RESPECT DES DROITS HUMAINS ENTRENT EN VIGUEUR... APRÈS LES JEUX DE PÉKIN.

le sport mondial de se passer du géant chinois que du petit Qatar. Si les affaires de corruption à la Fifa et de maltraitance sur les chantiers n'ont pas amélioré son image dans le monde, la stratégie d'organisation de grands événements sportifs internationaux (450 depuis 1993), ses achats (PSG), ses sponsorings, sa chaîne de télévision, BeIN, et son entrisme dans les instances sportives internationales ont fait du micro-État un acteur aujourd'hui incontournable.

L'émirat, qui a remporté l'été dernier à Tokyo les deux premières médailles d'or olympiques de son histoire, ne compte pas s'arrêter là. Le plan Qatar National Vision 2030 ambitionne de rendre cette activité “durable”. Après la Coupe du monde de football, le Qatar accueillera les Championnats du monde de natation en 2023, un Grand Prix de formule 1 pour dix ans à partir de 2023 et les Jeux asiatiques en 2030. Ce *soft power* agressif a depuis été copié par les Émirats arabes unis, et plus récemment par l'Arabie Saoudite.

—Laurent Favre
Publié le 2 janvier

2022, DESTINATIONS DANGERS

Jeux olympiques en Chine, Coupe du monde de football au Qatar, ambitions saoudiennes et émiraties... Le “sportswashing” entre cette année dans une nouvelle dimension, observe *Le Temps*.

—Le Temps (extraits) Genève

Comme les grands de ce monde, Gianni Infantino a formulé, le 31 décembre, ses bons vœux pour la nouvelle année. En 2022, le président de la Fifa se réjouit de vivre la 22^e Coupe du monde, organisée pour la première fois dans un pays arabe, le Qatar, du 21 novembre au 18 décembre. “Un environnement bien différent”, euphémise-t-il, de ce qu'a connu jusque-là le football, qui en a pourtant vu pas mal... Gianni Infantino promet, sans rire, “une grande fête du football et de l'inclusion sociale”.

Pour patienter, les amateurs de sport ne manquent pas d'activités. Cela a commencé le 1^{er} janvier avec le Rallye Dakar, pour la troisième année consécutive en Arabie Saoudite. En février, le Saudi Tour cycliste et la Coupe du monde des clubs de football aux Émirats arabes unis auront peine à exister face aux Jeux. Dans son message du nouvel an, le président du CIO, Thomas Bach, a dit attendre le succès de ces Jeux, garantis “sûrs et sécurisés pour tout le monde”.

Les deux principaux dirigeants du sport mondial ont beau jeu d'insister sur ce qui va fonctionner (des stades magnifiques, aucun débordement populaire) et mettre l'accent sur la nouveauté, (l'ouverture au monde arabe, Pékin, première ville à accueillir les Jeux à la fois d'hiver et d'été), ils relèguent au second plan les grandes questions environnementales (des stades climatisés dans le désert d'un côté, des pistes recouvertes

d'une neige 100 % artificielle de l'autre). Surtout, ils taisent la très forte opposition que suscitent ces deux événements dans des pays très critiqués pour des atteintes avérées aux droits humains : la Chine pour la persécution de la minorité ouïgoure, le Qatar pour les conditions de travail proches de l'esclavagisme de millions d'ouvriers immigrés.

Fait nouveau, les ONG trouvent de plus en plus de soutien auprès des populations et même des athlètes. En prévision de la Coupe du monde, les opinions publiques de nombreux pays occidentaux mettent désormais la pression autour de leur équipe pour exiger des améliorations.

Le rapport de force n'étant pas le même avec la Chine, la protestation est surtout symbolique. Plusieurs pays, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, ont annoncé le boycott diplomatique de la cérémonie d'ouverture à Pékin [lire p.28-29]. En soutien à la Chine, Vladimir Poutine a dénoncé “toute tentative de politisation du sport”.

Tout cela ressemble à la description d'un monde ancien et d'une vision archaïque du sport. Le Qatar a été désigné en 2010, et bien que marqué par la corruption, ce choix n'a jamais été remis en question. La Fifa a laissé traîner, jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour un plan B. Le CIO, lui, avait déjà enclenché son “agenda 2020”, plus vertueux, plus minimaliste, lorsque les Jeux furent attribués à Pékin. C'était en 2015, et les candidatures issues de pays démocratiques étaient tombées les unes après les autres : Saint-Moritz, Cracovie, Stockholm, Munich, Oslo. Ne restait qu'une

trans-
versales.

économie

Sciences.....38
Signaux.....41

Il y a trente ans, la Russie basculait dans l'économie de marché

Capitalisme. Le 2 janvier 1992, quelques jours après la dissolution de l'URSS, la Russie entamait les réformes économiques radicales qui ont sauvé le pays de la disette et lui ont donné son visage actuel. Mais à quel prix ?



—Vzgliad (extraits) Moscou

Dans les premiers jours de 1992, la Russie entamait une transition décisive de l'économie planifiée soviétique vers l'économie de marché postsoviétique. Cette nouvelle ère a débuté par la libéralisation des prix. Deux documents ont posé le cadre de cette avancée radicale : le décret du président Boris Eltsine "sur les mesures de libération des prix" et une ordonnance du même nom émise par le gouvernement. Les deux textes

ont été publiés en décembre 1991, avant la dissolution officielle de l'URSS.

Au début, les réformateurs pouvaient s'appuyer sur une solide majorité parlementaire. La libéralisation des prix ainsi que d'autres réformes proposées par Eltsine avaient été votées à la majorité absolue lors du 5^e congrès des députés du peuple de la République soviétique fédérée de Russie, dès octobre 1991. En vertu du décret présidentiel de décembre, 90 % des prix de détail et 80 % des prix de gros ont été déréglés.

Le commerce extérieur a lui aussi été libéralisé, ce qui a permis de remplir immédiatement les rayons vides des supermarchés et des magasins ruraux avec des produits allant des pilons de poulet américains aux alcools néerlandais. Les restrictions sur la vente de détail ont été levées, et les étals à la sauvette ont fleuri dans les rues de Moscou et les stations de métro, devenant un symbole de cette époque. Les salaires ont également été libérés, mais leur augmentation n'a pas suivi celle des prix. Fin 1992, les prix avaient

été multipliés par 26 (rien qu'en janvier, la hausse avait atteint de 1000 % à 1200 %), tandis que le salaire médian n'avait été multiplié que par 12.

Le premier coup porté à l'épargne des Russes n'a pas été la thérapie de choc mais la réforme financière introduite dès avril 1991 par le Premier ministre soviétique Valentin Pavlov. Le prix des produits alimentaires avait été multiplié par trois en moyenne, tout cela sans économie de marché et avec des salaires encore fixes. Au printemps 1991, les files d'attente s'allongeaient même pour les produits de première nécessité, y compris le pain; puis, après le putsch manqué d'août [par les conservateurs soviétiques] et l'effondrement des institutions soviétiques, la menace de famine à Moscou est devenue plus que réelle.

Les décisions des réformateurs ont permis de "surmonter le déficit en produits de base et d'écarter la menace d'une famine imminente au cours de l'hiver 1991-1992, ainsi que d'assurer la convertibilité du rouble à l'intérieur du pays", expliquait à la fin des années 1990 Vladimir Maou, conseiller d'Egor Gaïdar [vice-Premier ministre chargé de la politique économique, puis Premier ministre en 1992] et actuel recteur de l'Académie de l'économie nationale auprès du gouvernement. Cependant, la libéralisation des prix a laissé les entreprises (qui étaient encore publiques) sans fonds de roulement.

En avril 1992, la Banque centrale a commencé à accorder des prêts en masse aux usines et aux entreprises agricoles, faisant marcher la planche à billets pour faire face au déficit budgétaire. Cela a fait bondir l'inflation, qui atteignait 2600 % à la fin de l'année.

La destruction de l'épargne et la dévaluation des salaires, associées à la hausse des prix, ont conduit à un appauvrissement dramatique de la plupart des Russes. En 1998, la Banque mondiale a dressé le bilan : durant les trois années de réforme, entre 1992 et 1995, la proportion de familles pauvres et très pauvres est passée de 33,6 % à près de 46 % de la population. La période 1992-1993 marque également le début de l'effondrement démographique.

"Des millions de Russes ont sombré dans la misère et la faim. Tandis que

Des Moscovites font du troc devant un magasin, le 28 décembre 1990.

Photo The Asahi Shimbun via Getty Images

l'économie, déjà moribonde, s'est effondrée. Beaucoup de personnes ruinées par l'État se sont réfugiées dans l'alcool ou se sont suicidées", rappelle Rouslan Khasboulatov, chef du département d'économie mondiale de l'université russe d'économie Plekhanov. De 1991 à 1993, il a été président du Soviet suprême de Russie et était considéré comme l'adversaire majeur de l'équipe Gaïdar.

"Egor Gaïdar a poursuivi la politique de Gorbatchev. En 1990, une commission consacrée à la réforme de l'économie sous la direction de Leonid Abalkine avait été mise en place par le Conseil des ministres de l'URSS. Elle a organisé en Occident une multitude de conférences sur la réforme économique, notamment à Vienne. C'est là que se sont rencontrés les futurs membres du cabinet de Gaïdar. L'économiste américain Rudiger Dornbusch était de la partie, il a recommandé à nos futurs réformateurs de laisser filer l'inflation et de dévaluer le rouble. La thérapie de choc qu'il préconisait avait déjà été éprouvée en Amérique latine dans les années 1960-1970, notamment au Chili en septembre 1973, après le putsch, où les Américains ont installé Augusto Pinochet au pouvoir", détaille Rouslan Khasboulatov.

"Beaucoup de personnes ruinées se sont réfugiées dans l'alcool."

Rouslan Khasboulatov,
UNIVERSITÉ D'ÉCONOMIE
PLEKHANOV

La libéralisation des prix a été décidée en toute autonomie, nous objecte Andreï Netchaïev, ancien collaborateur de Gaïdar et ministre de l'Économie en 1992-1993. "Sa nécessité a été dictée par le contexte, à savoir l'effondrement total du budget de l'État, du système financier, de la consommation; une situation où vous ne pouvez plus contrôler les prix de détail parce que vous n'avez pas d'argent pour payer les subventions, qui sont impératives puisque vous avez dérégulé les prix de gros et les revenus des ménages." Et d'ajouter : "Si vous n'êtes pas en mesure de subventionner les fabricants pour qu'ils vendent à 8 roubles le pain qui leur en coûte 10 à la production, il faut libérer les prix, aussi douloureux et désagréable que cela puisse être."

Ces dernières décennies, on a entendu souvent dans le débat

public l'idée que les réformes en URSS auraient dû être menées sur le "modèle chinois", note l'ancien ministre. "Bien entendu, l'idéal aurait été de mener des réformes progressivement, dans l'esprit de Deng Xiaoping [numéro un chinois de la fin de 1978 à la mi-1989]. Mais vous devez comprendre que la version chinoise s'appuyait sur une machine d'État très puissante, alors que, dans notre pays, l'appareil étatique n'existait plus après l'effondrement de l'URSS. En plus de jeter les bases d'une économie de marché, nous avons dû rebâtir entièrement la structure de l'État russe. Il n'y avait plus de douanes, plus de frontières, plus d'armée, de banque centrale à part entière..." énumère Netchaïev.

De plus, rappelle-t-il, la politique, bien plus que la théorie économique, a pesé sur l'action menée par le cabinet de Gaïdar. "La Russie est le seul pays d'Europe à avoir entrepris de telles réformes malgré l'absence de consensus au sein des élites dirigeantes." Le président et le Soviét suprême étaient en profond désaccord, ce qui, comme on le sait, s'est terminé par les événements tragiques de 1993 [quand Boris Eltsine a fait tirer sur le Parlement]. "Mais même après, les dissensions entre l'exécutif et la Douma communiste ont perduré, menant au krach financier de 1998 après le vote de budgets complètement irréalistes." Sans ce conflit interne, les réformes auraient sans doute été menées plus facilement, pense-t-il. Netchaïev estime avoir apporté sa pierre à la construction de l'économie de marché en Russie et dit ressentir de la fierté lorsqu'il visite, par exemple, les grands centres commerciaux de la capitale : "Toutes les manifestations positives de l'économie de marché, et en premier lieu la disparition des pénuries, me rendent fier."

Le paysage socio-économique que nous observons aujourd'hui n'aurait pas été possible sans les réformes du début des années 1990, admet le politologue Leonid Radzikhovski : "C'est l'équipe de Gaïdar qui a établi le 'génotype' de la société russe moderne. Mais le prix à payer s'est avéré très lourd." Beaucoup de Russes ont perdu leurs économies, n'ont pas reçu leur salaire durant des mois. Souvent déjà avancés en âge, ils ne comprenaient rien aux affaires et avaient travaillé dur toute leur vie.

Parallèlement sont arrivés de nulle part ces types qui ne payaient pas de mine, plus jeunes, téméraires, qui parvenaient à amasser un argent fou, très vite, rappelle Radzikhovski. Ces "nouveaux Russes" n'avaient aucun talent particulier pour les affaires, ils ne montaient pas de grandes entreprises, ne créaient pas d'emplois et n'avaient aucune compétence technique. Ils se contentaient de piller, grâce à leur dynamisme et à leurs accointances avec les autorités jusqu'au sein de l'exécutif, dénonce l'expert.

"Il n'y avait plus de douanes, d'armée, de frontières, de banque centrale..."

Andreï Netchaïev,
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE
EN 1992-1993

La réforme du 2 janvier, c'est vrai, avait été préparée sur un coin de table et menée abruptement, causant beaucoup de "dommages collatéraux", reconnaît Radzikhovski. "Mais ce sont des dommages inévitables lorsqu'on mène de grandes réformes. En comparaison, avec l'industrialisation de Staline, les pertes sociales des années 1930 ont été bien plus importantes."

"Dans les années 1990, la majorité des Russes ont vécu pauvrement, c'est vrai. Mais les bases structurelles de la prospérité que la plupart de nos concitoyens ont ressentie au début des années 2000 ont alors été posées. Lorsque le prix du baril de pétrole a augmenté et qu'une pluie d'or s'est abattue sur le pays, elle a ruisselé dans des sillons déjà labourés." Mais, revers de la médaille, les réformes ont eu un effet catastrophique sur le secteur des technologies soviétique et entraîné une débâcle dans la recherche scientifique, déplore Radzikhovski.

"Des milliers de scientifiques ont quitté la Russie, la recherche s'est effondrée, nous ne nous en sommes toujours pas remis. Paradoxalement, les scientifiques avaient activement participé à la perestroïka des années 1980. Malheureusement, ils ont eu ce qu'ils voulaient. C'est souvent comme ça : ceux qui s'engagent pour le changement sont les premiers à en être victimes ensuite."

—**Arthur Prymak, Nikolai Vassiliev et Mikhaïl Kochkine**
Publié le 2 janvier

Chronologie

LES ANNÉES DE TRANSITION

1985 — Nommé secrétaire général du Parti communiste de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev lance la perestroïka ("reconstruction"), un ensemble de réformes visant à démocratiser la vie politique et libéraliser l'économie soviétique centralisée et planifiée.

1986 — Adoption de la loi autorisant l'activité professionnelle privée dans 30 domaines de la production de marchandises et de services.

1987 — Autorisation de créer des coentreprises avec des compagnies étrangères. Passage des entreprises soviétiques à l'autofinancement, ou autonomie comptable.

1988 — Pour pallier les pénuries, les coopératives, autorisées en 1987, peuvent désormais fonctionner dans tous les secteurs de l'économie.

1991 — Fin décembre, l'URSS est dissoute.

1992 — Le 2 janvier, le gouvernement de Boris Eltsine lance en Russie la "thérapie de choc". Sous la houlette des "jeunes réformateurs" emmenés par Egor Gaïdar, les prix sont libérés, les frontières ouvertes aux produits étrangers.

1992-1994 — Première vague de privatisation des entreprises.

1998 — Première crise économique : le 17 août, le gouvernement annonce le défaut de paiement sur la dette interne.

SOURCE



VZGLIAD

Moscou, Russie

vzglyad.ru

Vzglyad, qui signifie "Regard" ou "Point de vue", est un site d'informations générales lancé en 2005. Plus politique qu'économique, c'est un site à la fois réactif et capable de proposer des analyses approfondies grâce à une équipe de chroniqueurs réguliers. Il affiche des positions proches du Kremlin et défend farouchement les intérêts de la Russie dans le monde.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31
(du lundi au samedi de 9h à 18h)



8,50€*

Best of 2021

Courrier international a sélectionné dans ce hors série les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année 2021.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



8,50€*

Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

SCIENCES



Ils n'oublieront jamais vos visages

Neurosciences. Certains êtres humains sont capables de reconnaître des visages qu'ils n'ont pourtant aperçus qu'un bref instant. La science commence à s'intéresser à eux.



—The Guardian Londres

Quand elle était petite, Yenny Seo reconnaissait souvent des étrangers dans les allées du supermarché. Elle se souvenait les avoir croisés dans la rue quelques semaines plus tôt, cela stupéfiait sa mère. Et lorsqu'elles regardaient un film, Yenny repérait régulièrement des figurants qu'elles avaient brièvement aperçus dans d'autres œuvres.

Sa mère n'a jamais soupçonné qu'il s'agissait d'une "aptitude particulière", raconte la jeune fille. Elle pensait simplement que sa fille était très observatrice. Yenny non plus ne se doutait pas qu'elle était la seule à pratiquer le petit jeu qu'elle affectionnait tant : repérer une personne dans le bus ou dans la rue, puis feuilleter son immense catalogue mental de visages pour essayer de retrouver où elle l'avait déjà croisée. "Ça m'a toujours amusée, surtout quand j'étais enfant, raconte-t-elle. Je me souviens que j'aimais beaucoup regarder des tas de visages différents."

C'est seulement lorsqu'elle a commencé à utiliser les réseaux sociaux, quelques années plus tard, que Yenny a

pris conscience de ses capacités. "Quand je rencontrais des gens dans un nouveau cours à la fac ou lors d'un événement, je revoyais parfaitement le genre de photos sur lesquelles j'avais déjà croisé leur visage. Je connaissais déjà bien leur vie et j'aurais pu dire qui était le frère de telle personne ou l'ex de telle autre. Mais je savais que ça aurait paru super bizarre, alors je gardais ces réflexions pour moi et je me contentais d'un 'enchantée'".

Vol à l'étalage. Un jour, à l'occasion d'un job d'étudiant dans une enseigne de prêt-à-porter, Yenny a pu faire la démonstration de son talent. La direction avait montré à tous les employés des images de mauvaise qualité provenant des caméras de surveillance où l'on distinguait difficilement un voleur ayant l'habitude de sévir dans le magasin. Dès que celui-ci a remis les pieds dans la boutique, la jeune fille l'a immédiatement reconnu et a alerté les agents de sécurité. "Je savais bien que j'avais une sorte d'aptitude, mais je ne pensais pas que c'était quelque chose d'extraordinaire, parce que ce genre de situations m'arrivait très souvent."

Avant le début des années 2000, peu de scientifiques cherchaient à déterminer si tous les individus disposent des mêmes aptitudes à reconnaître les visages. "Je pense que, spontanément, nous avons tendance à croire que les autres voient le monde comme nous. Les chercheurs aussi avaient cette intuition", analyse David White, qui dirige aujourd'hui un programme de recherches au Laboratoire d'étude des visages de l'université de Nouvelle-Galles du Sud [l'UNSW, à Sydney].

David White a commencé à s'intéresser au sujet en étudiant la prosopagnosie, un trouble rare, causé par des lésions cérébrales, qui rend incapable de reconnaître les visages. Il était en particulier intrigué par le fait que, même si les personnes atteintes de ce syndrome ne parviennent pas à identifier le visage de leurs proches, cela ne les empêche pas de reconnaître d'autres objets pour autant – preuve, selon lui, que le cerveau est conçu pour accomplir différentes tâches, "comme une application pour smartphone".

Entouré d'une équipe de chercheurs, David White a alors commencé à examiner des individus ne présentant aucune lésion cérébrale et a découvert l'existence de "différences considérables" dans les capacités à identifier les visages. Au sommet de l'échelle, les chercheurs ont identifié un groupe de "superphysionomistes" – qui représentent de 1 % à 2 % de la population –, capables de mémoriser des visages inconnus même après un simple coup d'œil. Si les chercheurs n'ont pas encore réussi à percer tous les mystères de ce phénomène – il s'agit d'un champ d'études récent, qui ne compte pas plus d'une vingtaine de publications –, ils estiment néanmoins que la génétique joue un rôle. Les jumeaux monozygotes présentent en effet des aptitudes identiques, et il semble que la présence d'un cortex cérébral épais – lié au nombre de neurones – dans la zone du cerveau impliquée dans l'identification des visages constitue un facteur prédictif d'une meilleure capacité à reconnaître les individus.

Il y a peu, David White a réalisé une expérience auprès de superphysionomistes pour analyser leur façon de regarder les visages. Grâce à des techniques d'oculométrie, il a découvert que ces individus "étendent davantage leur regard à l'ensemble du visage, et semblent donc se construire une image mentale plus précise". Cette aptitude est tellement rare qu'en 2017 David White et son équipe de l'UNSW ont élaboré un outil de détection accessible en ligne pour tenter de repérer les meilleurs superphysionomistes du monde.

Yenny Seo, qui avait alors 25 ans, a tenté sa chance et obtenu un score si élevé que David White l'a invitée à Sydney pour approfondir les tests. Aujourd'hui, plus de 100 000 personnes ont effectué le test

en ligne, et le score de Yenny fait toujours partie des 50 meilleurs résultats.

Depuis une dizaine d'années, les agences de renseignement et les forces de police du monde entier font appel à des personnes dotées de ce type de prédispositions. La police de Londres a notamment constitué une équipe spéciale chargée d'étudier les images de vidéosurveillance des scènes de crime – elle a d'ailleurs été sollicitée dans le cadre de l'enquête sur l'empoisonnement au Novitchok, un agent inner-variant, de [Sergueï Skripal en 2018]. Il y a quelques années, la police du Queensland, [en Australie], s'est mise à identifier les superphysionomistes dans ses rangs. En parallèle, de plus en plus d'agences privées proposent désormais ce type de services.

"Ces individus étendent davantage leur regard à l'ensemble du visage."

David White,
CHERCHEUR

Yenny Seo ne souhaite pas particulièrement renouveler l'expérience de "lutte contre le crime" qu'elle a vécue durant ses études – son poste de technicienne dans un laboratoire de pathologie lui convient parfaitement. Mais cela ne l'empêche pas de continuer à observer les visages. Et depuis le début de la pandémie, le port du masque apporte un peu de piment à l'exercice. La plupart du temps, elle parvient tout de même à reconnaître les personnes, malgré le masque.

Le diagnostic de David White lui a donné confiance en ses capacités : "Je me suis rendu compte que je n'étais pas folle et que j'avais sûrement raison depuis le début quand je reconnaissais tous ces gens. Je ne suis pas bizarre, c'est juste mon cerveau qui est fait comme ça."

—Bronwyn Adcock
Publié le 15 janvier

SOURCE



THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 134 443 ex.

theguardian.com

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du pays.

The Guardian est le journal de référence orienté au centre gauche. Il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur.



Depuis 10 ans, nos Ateliers Numériques accompagnent les artisans d'Occitanie comme Perrine et Adrien.

 Comment se lancer sur internet



Les Escalettes de Montpellier

5.0 ★★★★★



ITINÉRAIRE



APPELER



ENREGISTRER



SITE WEB

✓ Livraison ✓ Retrait en magasin

Ça, c'est ce que se demandaient Perrine et Adrien, fondateurs des Escalettes de Montpellier. Depuis, avec Léa leur coach des Ateliers Numériques Google, ils ont amélioré leur visibilité en ligne lors de sessions d'accompagnement et cela sans frais. Maintenant, leurs biscuits voyagent dans toute la France et en Europe.



Ensemble, nous soutenons les artisans-commerçants :



↳ Dessin de Kazanovsky, Ukraine.

L'utilité des vaccins en cinq questions

Covid-19. Plus d'un an après les premières injections, alors que le variant Omicron est responsable de très nombreuses contaminations, quel rôle jouent les vaccins contre la pandémie ?



J'ai reçu trois doses, et j'ai quand même attrapé le Covid. Ils sont nuls, ces vaccins !" Voilà une phrase que vous avez sûrement déjà entendue, et peut-être même prononcée. Alors que le monde est entré dans sa troisième année de pandémie, et que plusieurs pays – dont la France – sont submergés par une vague épidémique liée au variant Omicron du coronavirus Sars-CoV-2, nombre de personnes s'interrogent sur l'efficacité, voire l'utilité, des vaccins, dont 9,98 milliards de doses ont été injectées à travers le monde au 27 janvier.

1. Les vaccins sont-ils efficaces ?

Pas de doute, pour ce qui est de sauver des vies et de réduire les risques d'hospitalisation dus au Covid-19, tous les vaccins disponibles se sont jusque-là montrés efficaces, et les données "en vie réelle" – à partir du moment où ils ont commencé à être injectés dans la population – sont venues corroborer les résultats des essais cliniques.

Une étude parue en octobre 2021 dans **The Lancet** confirme, par exemple, que l'efficacité du vaccin à ARN messager de Pfizer-BioNTech contre l'hospitalisation restait élevée, de l'ordre de 90 %, pour tous les variants étudiés (y compris Delta, mais pas Omicron, qui n'était pas encore apparu) pendant au moins six mois. Selon des données britanniques, "deux injections des vaccins d'Oxford-AstraZeneca ou de Pfizer-BioNTech réduisent les contaminations au variant Delta respectivement de 67 % et 80 %, les hospitalisations de 92 % et 96 % et les décès de 91 % et 90 %", écrivait en décembre le **New Scientist**.

La vaccination pourrait également réduire les risques de Covid long, ces symptômes qui persistent même quand le virus n'est plus détectable dans le corps. Une étude de l'Office britannique des statistiques publiée le 26 janvier vient le confirmer. "D'après les résultats de cette étude portant sur 6000 adultes, les individus ayant reçu deux doses de vaccin auraient 41 % de risques en moins

de présenter des symptômes [persistants] du Covid douze semaines après leur premier test positif", détaille **The Guardian**.

Par ailleurs, des travaux d'une équipe néerlandaise publiés en novembre montrent que les personnes vaccinées et malgré tout contaminées par Delta sont 63 % moins susceptibles de transmettre le virus que les personnes contaminées non vaccinées. D'autres études ont également mis en évidence la moindre transmission du virus de la part des personnes vaccinées et contaminées.

Une bonne nouvelle qui trouve ses limites aux yeux de certains dans le fait que, malgré un schéma vaccinal complet, le risque d'être contaminé par le virus et de le transmettre n'est pas nul. Ce n'est pourtant pas une surprise. Aucun vaccin n'offre une efficacité totale contre les risques d'attraper une maladie, d'autant que la protection apportée par la vaccination ou une première contamination diminue avec le temps.

L'arrivée en décembre 2021 du variant Omicron (et de son sous-variant BA.2), beaucoup plus contagieux que ses prédécesseurs, semble quelque peu changer la donne.

2. Les vaccins fonctionnent-ils contre Omicron ?

Difficile pour le moment de connaître avec précision le niveau d'efficacité des vaccins actuels contre Omicron. Même s'il se propage rapidement et provoque de très nombreux cas de Covid-19, ce variant circule depuis deux mois à peine. Néanmoins, rapporte le **Washington Post**, "le rappel [la troisième dose] offrirait une solide protection contre les formes graves liées à Omicron, d'après trois comptes rendus publiés vendredi [21 janvier]. Ces documents, qui s'appuient sur des données en vie réelle recueillies aux États-Unis, montrent que ces injections permettent de réduire le risque d'hospitalisation."

Pour ce qui est des vaccins à virus inactivé, largement utilisés en Chine, mais pas en Europe ni aux États-Unis, **Nature** rapporte que, d'après des données de laboratoires, ils "suscitent peu d'anticorps bloquant la contamination [par Omicron], voire aucun, mais peuvent tout de même protéger contre les formes graves".

3. Combien de doses de rappel faudra-t-il ?

Impossible à dire pour le moment. Certains pays comme Israël, le Chili ou le Danemark ont déjà mis en place un second rappel (soit une quatrième dose) – du moins pour certaines populations. Ce n'est pas le cas en France ou en Suisse, par exemple.

Plutôt que des rappels de vaccins existants, certains plaident pour en développer de meilleurs. Aris Katzourakis, de l'université d'Oxford, explique au **New Scientist** que "les futurs vaccins pourraient cibler plusieurs parties du virus, et pas seulement la protéine Spike, qui lui permet de pénétrer dans les cellules. Cela rendrait plus difficile l'évolution du virus pour leur échapper."

De leur côté, les principaux fabricants de vaccins à ARN messager, Moderna et Pfizer-BioNTech, travaillent sur des versions spécifiques au variant Omicron. Les essais cliniques ont été commencés ou sont sur le point de l'être. Ces vaccins ciblés pourraient être prêts dans quelques mois, rapporte le site **Ars Technica**.

Cependant, d'autres variants pourraient survenir, même si certains espèrent qu'Omicron sera le dernier dont il faudra se préoccuper. Un avis qui n'est pas partagé par tout le monde.

Par ailleurs, Moderna planche également sur un vaccin annuel qui protégerait contre trois maladies à la fois : la grippe saisonnière, l'infection à VRS (un autre virus respiratoire) et le Covid-19.

4. Et l'immunité collective ?

On parle d'immunité collective lorsque suffisamment de personnes sont immunisées contre un virus pour l'empêcher d'atteindre de nouveaux hôtes. Si le Sars-CoV-2 se comporte comme les autres coronavirus humains, "il faut tirer un trait sur l'immunité collective", déclare au **New Scientist** Rustom Antia, biologiste à l'université Emory, aux États-Unis.

Or cela semble être le cas : comme pour les autres coronavirus, la protection que confèrent les anticorps produits à la suite d'une contamination diminue en quelques mois. Même si elle est acquise après la vaccination contre le Covid-19 (il n'existe pas de vaccins contre les autres

coronavirus humains), la protection diminue aussi. "Donc, même si d'autres composants de notre système immunitaire comme les lymphocytes T offrent toujours une forte protection contre les formes sévères, notre corps est moins rapide à combattre immédiatement l'infection", explique Erin Mordecai, chercheuse en biologie à l'université Stanford, dans un article de **Newsweek**.

En outre, le refus de certains de se faire vacciner, ajouté à une distribution inégale des vaccins à travers le monde, "signifie qu'il existe de grandes 'poches' qui ont moins de protection que d'autres, décrypte **Newsweek**, ce qui donne la possibilité à davantage de mutations de se produire". Il n'est pas exclu que les nouveaux variants échappent – au moins en partie, comme cela semble être le cas pour Omicron – à l'immunité déjà acquise.

5. Les vaccins suffiront-ils pour en finir avec la pandémie ?

Probablement pas. Ils sont néanmoins un outil essentiel de la panoplie de lutte contre la pandémie. "Plus les gens sont immunisés, moins il y aura de copies de virus en circulation, ce qui ralentira son évolution [vers d'autres variants]", rappelle le **New Scientist**.

Le 3 janvier, Aris Katzourakis (de l'université d'Oxford) et ses collègues ont proposé une stratégie "vaccins plus". "Outre la généralisation de la vaccination au niveau mondial, ils préconisent toute une série de mesures : utilisation de masques de qualité en intérieur; mise en place d'une stratégie 'tester, tracer, isoler' véritablement efficace, doublée d'un accompagnement des personnes contaminées; et amélioration des pratiques d'aération et de filtration de l'air intérieur", détaille l'hebdomadaire scientifique.

Même quand l'Organisation mondiale de la santé aura décrété que le monde en a terminé avec cette pandémie, une chose paraît certaine : le virus, lui, ne disparaîtra pas... Il va donc falloir apprendre à vivre avec. Mais, prévient encore le **New Scientist**, cela ne signifie pas nécessairement se débarrasser de toutes les mesures de contrôle du virus qui ont été ou vont être mises en place dans les différents pays.

— **Courrier international**



Revue de presse



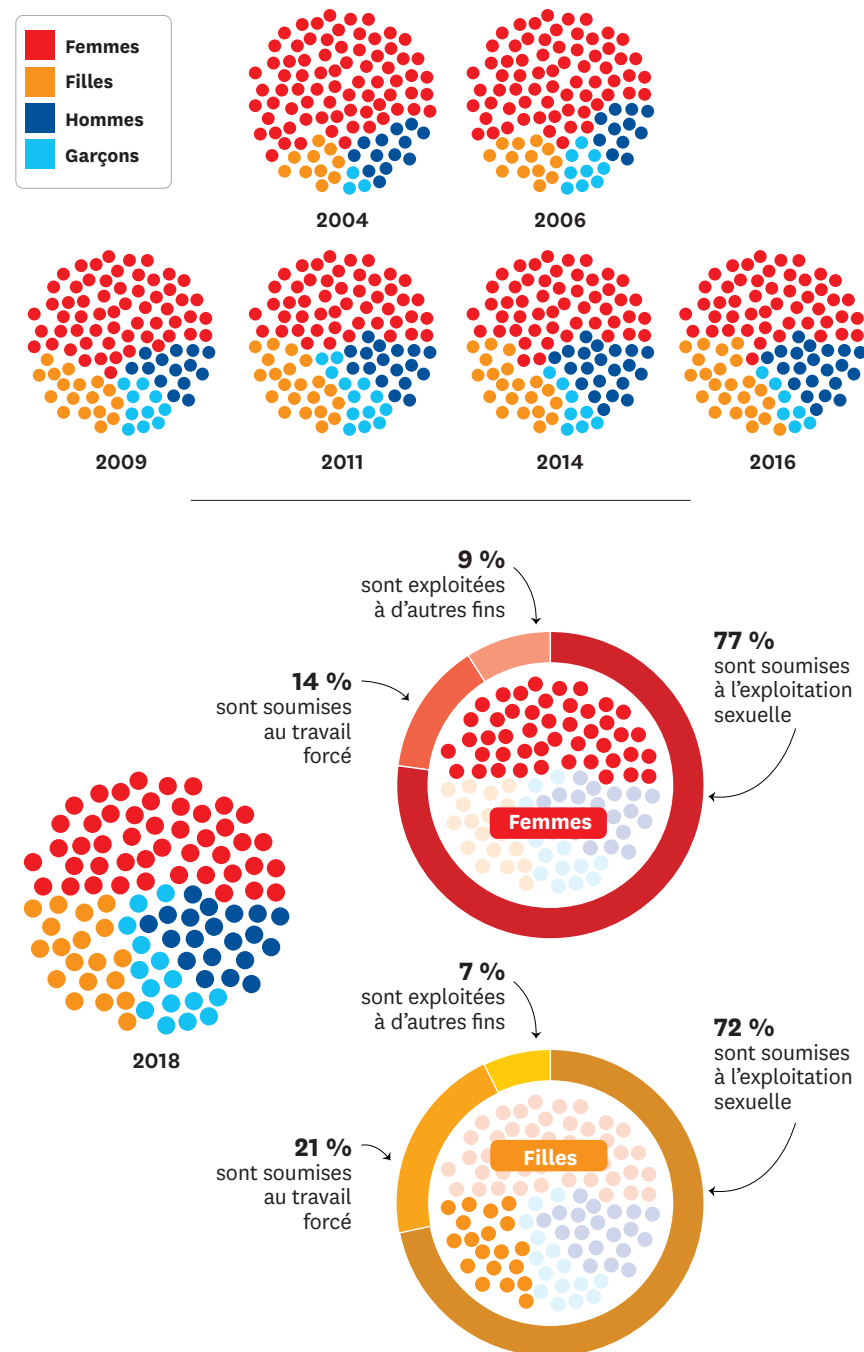
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Un monde violent envers les femmes

Chaque jour, dans le monde, 137 femmes sont tuées par leur conjoint, leur ex ou un homme de leur famille.

Traite des êtres humains

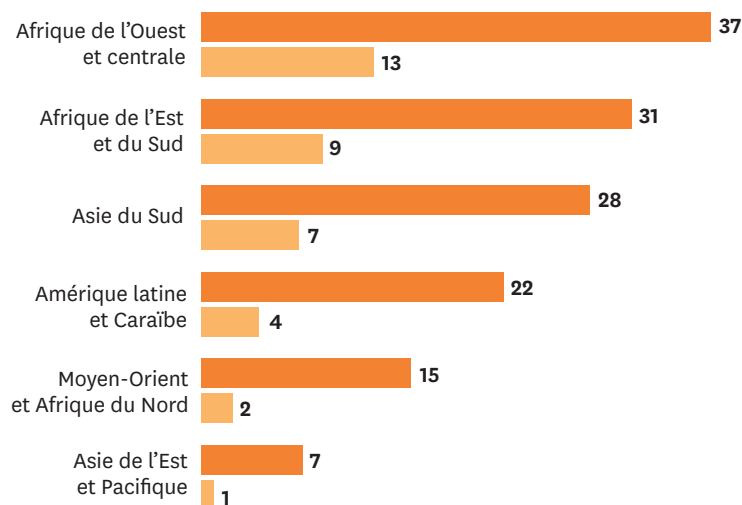
Les femmes et les filles sont les principales cibles de la traite des êtres humains : elles représentent respectivement 46 % et 19 % des victimes recensées en 2018.



Source : ONUDC, "Rapport mondial sur la traite des personnes", 2020

Mariages d'enfants

Avant la pandémie de Covid-19, l'ONU estimait que plus de 100 millions de filles seraient exposées à un mariage forcé d'ici à 2030. L'organisation vient de revoir ce chiffre à la hausse : aujourd'hui, ce sont 10 millions de filles supplémentaires qui pourraient être mariées de force avant l'âge de 18 ans.

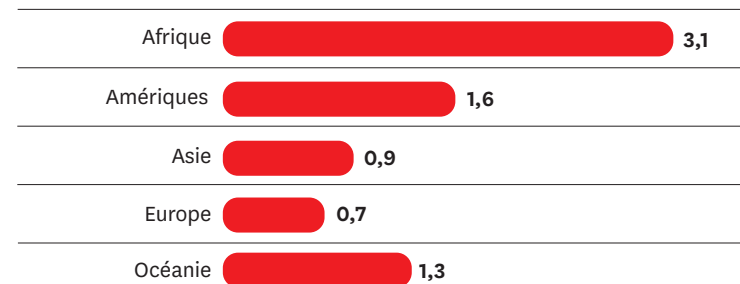


Source : Unicef 2020

Féminicides

Selon l'ONU, on recense 238 femmes tuées intentionnellement chaque jour dans le monde, dont 137 par leur conjoint ou un homme de leur famille.

Féminicides perpétrés par un conjoint, un ex-conjoint ou un membre de la famille (sur 100 000 femmes)*



Source : ONUDC, "Étude mondiale sur les homicides", 2019

* Selon les données 2017.

La source



AL-JAZEERA ENGLISH. La déclinaison anglophone de la chaîne panarabe Al-Jazeera est destinée à un public non arabophone. Cette infographie est un extrait de celle publiée sur son site le 25 novembre 2021, à l'occasion de la Journée

internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Ces termes englobent les formes de violence masculine à l'égard des femmes et des filles, y compris les violences conjugales.

360



MAGAZINE

Au bon goût d'Istanbul • Gastronomie	46
Aimer au temps du paragraphe 175 • Plein écran	48
Un Syrien à la cour de Louis XIV • Histoire	50

En Palestine, les graines de l'absence



Certaines Palestiniennes, dont le mari est détenu en Israël, se livrent à la contrebande de sperme pour se faire inséminer. Le photographe italien Antonio Faccilongo retrace leur combat pour porter l'enfant de leur époux.

COURRIERINTERNATIONAL: Comment est née cette série, *Habibi* (“Mon amour”, en arabe) ?

ANTONIO FACCILOGO : Je suis allé pour la première fois en Palestine en décembre 2008, avec un groupe de photographes, afin d’apporter des médicaments à Gaza, alors sous embargo. À peine avions-nous atterri que la guerre éclatait [l’opération Plomb durci, de décembre 2008 à janvier 2009, qui a fait plus de 1300 victimes palestiniennes]. De retour en Italie, j’ai lu que

de nombreux hommes avaient été arrêtés dans des camps de réfugiés. Je me suis demandé comment leurs familles vivaient cela et, dès 2009, je suis retourné à Gaza pour travailler sur le sujet.

En 2014, j’ai découvert l’histoire de ces épouses d’hommes détenus pour de longues peines qui avaient recours à la fécondation in vitro. C’est devenu *Habibi*. J’en avais déjà rencontré certaines, d’autres m’ont été présentées par une ONG locale appelée “Prisoners’ Club”.

Ces femmes se font inséminer avec le sperme de leur mari dans des hôpitaux de Gaza ou de Naplouse. Quel a été leur parcours avant cela ?

Tous les prisonniers sont sur le territoire israélien. Leur rendre visite est long et difficile. [Les femmes qui vivent en Cisjordanie, par exemple,] doivent partir tôt le matin et prendre deux bus pour arriver à Ramallah,

au siège de la Croix-Rouge internationale, qui les escorte dans leur périple. Elles passent la frontière à pied, à un point de contrôle où elles doivent présenter une autorisation spéciale pour pénétrer en Israël et un permis pour la prison. Beaucoup se voient refuser le passage. Une fois franchie la frontière, reste à rejoindre la prison, parfois à plusieurs heures de route. Là-bas, elles subissent deux contrôles supplémentaires et, souvent, une fouille corporelle. Ensuite, seulement, elles peuvent voir leur mari, pendant quinze minutes.

Elles font entre dix et vingt heures de trajet pour une entrevue d’un quart d’heure, souvent à travers une vitre. Les enfants de moins de 6 ans peuvent passer quelques minutes dans la même pièce que leur père – qui peut leur offrir des cadeaux, utilisés pour dissimuler les tubes de sperme.

Ces Palestiniennes ont été à l’avant-garde. Elles ont contribué à faire évoluer la mentalité et la culture locales [sur les FIV], y compris pour les femmes dont le mari n’est pas prisonnier en Israël.

À quels défis avez-vous été confronté ?

Il a été difficile de convaincre que cette histoire pouvait être racontée en images. Il est impossible d’approcher les prisonniers politiques palestiniens, détenus [en Israël] dans des prisons à part ou dans des quartiers spéciaux. Toutes mes demandes d’accréditation pour entrer dans la prison les jours de visite conjugale ont été refusées.

Par ailleurs, le quotidien des familles est extrêmement répétitif, il n’y a pas grand-chose à faire à Gaza : on passe beaucoup de temps chez soi. Le noyau de cette histoire, ce sont les émotions et l’atmosphère dans laquelle elle se développe. Le plus difficile est de dire l’invisible, mais aussi de faire comprendre la situation et de susciter de l’empathie pour les protagonistes.

—Propos recueillis par Courrier International



Le photographe

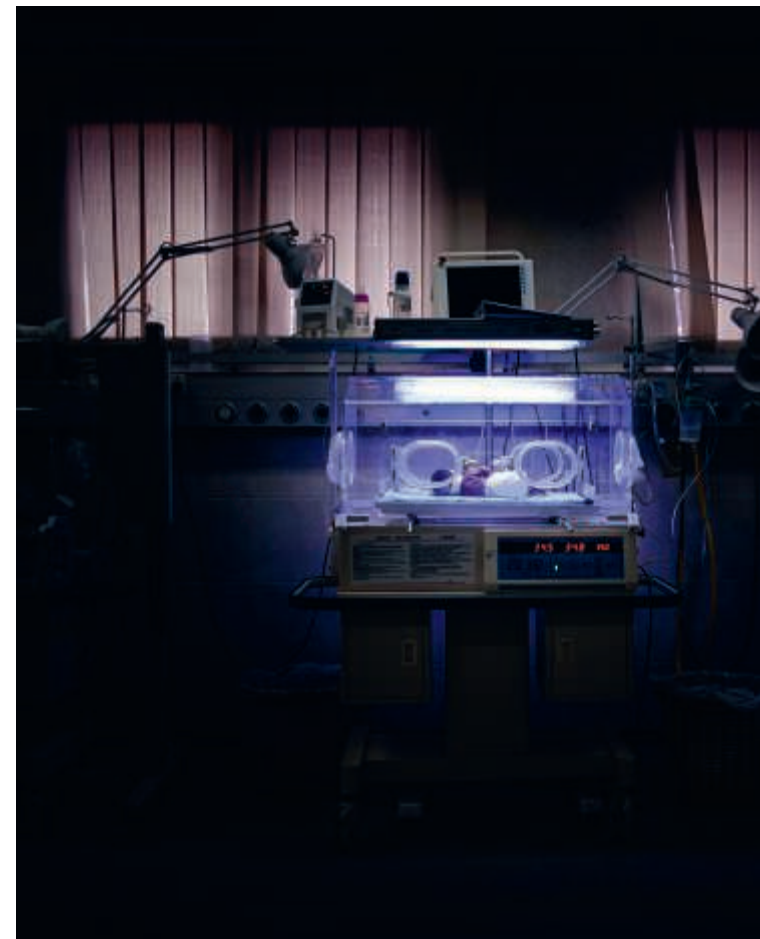
↓ Dans sa chambre, Iman Al-Barghouti a suspendu le costume de son mari, Nael, détenu depuis plus de quarante ans. Le plus ancien prisonnier palestinien en Israël.

Né en 1979 à Rome, Antonio Faccilongo commence sa carrière de photoreporter à *Il Messaggero* – c'est pour ce quotidien italien qu'il se met à couvrir le conflit israélo-

palestinien en 2008. Ses travaux, qui accordent une place importante au Moyen-Orient et à l'Asie, ont figuré dans plusieurs publications internationales comme

Der Spiegel, *The Guardian* ou *Time*, et lui ont valu de nombreuses récompenses, dont le World Press Photo Story of the Year pour la série *Habibi*.





PHOTOS D'ANTONIO FACCIOLONGO

↗ Lydia Rimawi et son fils Madj, conçu par FIV. Ils vivent à Beit Rima, en Cisjordanie. Le père, Abdel Karim, est en prison depuis 2001.

↑ Tube de sperme dissimulé dans un gâteau au chocolat. Les techniques de contrebande évoluent avec le temps.

↑ Un musée à Abu Dis, en Cisjordanie, conserve et présente des objets fabriqués par les détenus palestiniens en Israël.



← À l'hôpital Al-Shifa de Gaza. Les autorités et les hôpitaux palestiniens prennent en charge le coût de la fécondation in vitro des patientes dont les maris sont prisonniers.

↑ À Bethléem, en Cisjordanie, Hanadi Moussa Moghrabi et ses jumelles, Nour et Sondus, conçues par FIV. Au mur, le portrait de son époux emprisonné, Ahmed, membre des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa.

gastronomie. 



NATALIA NESTERENKO/ALAMY/PHOTO12

—Lifo (extraits) Athènes

Je suis née et j'ai grandi comme mes parents dans la belle Bakirköy, une banlieue balnéaire idyllique de "la Ville" [ainsi que les Grecs surnomment Istanbul depuis le temps où elle s'appelait Constantinople, soit "la ville de Constantin", en grec]. À cette époque, Bakirköy comptait environ 15 000 habitants, une forte communauté de Grecs, d'Arméniens et de Juifs, avec plusieurs vieilles demeures où vivaient au début du xx^e siècle d'anciennes familles ottomanes. Il y avait, dispersés le long des rues, des manoirs en bois à deux ou trois étages et au jardin fleuri. Nous vivions dans une telle maison, avec un immense jardin dont les 50 arbres fruitiers étaient entourés de rosiers.

J'ai de bons souvenirs de mon enfance, d'autres plus stressants. Enfant, j'adorais les légumes et les soupes. Parce que le climat de la ville était froid – le froid commence en octobre et dure jusqu'en avril –, la soupe était indispensable sur la table. Mon père était vieux jeu et autoritaire. Quand nous nous asseyions autour de la table et que le plat ou la soupière arrivait, c'est lui qui servait, car il voulait attribuer à chacun la quantité qu'il voulait.

Je me souviens de cette fois où de la soupe au poulet était au menu. Quand mon tour est venu, je lui ai dit à voix

Au bon goût d'Istanbul

Née dans la communauté grecque d'Istanbul, l'écrivaine Soula Boze raconte les saveurs qui l'accompagnent depuis l'enfance. Quoique relevant d'une époque révolue, elles subsistent, européennes, dans la cuisine grecque actuelle.

basse : "Mettez-en un peu", car le plat suivant devait être du poulet avec du pilaf. Il m'a répondu : "Non! Vous mangerez beaucoup!", et m'a servie à pleine louche. J'ai osé rétorquer : "Non, je ne mangerai pas!", et il m'a punie, il m'a envoyée dans ma chambre. Mais il ne savait pas que cette punition était ma préférée, car j'étais un rat de bibliothèque invétéré depuis le début de l'école primaire.

Dans les maisons grecques, lors de fêtes ou en cas de visite, il paraissait

inconcevable de proposer un verre d'ouzo ou de vin sans l'accompagner de mezze [des assortiments de hors-d'œuvre]. Leur choix dépendait de l'ingéniosité, de l'humeur et du temps dont disposait la maîtresse de maison pour confectionner feuilletés, farces, maquereaux farcis (un mets oublié de nos jours), rate farcie et autres collations qui témoigneraient de son talent. La famille de ma mère venait de Thrace [une région balkanique aujourd'hui partagée entre la Grèce, la Turquie et la

Bulgarie], et ma grand-mère Dorothée préparait la plus belle rate du monde.

Côté paternel, ma grand-mère Theognosia était redoutée par les hommes de la famille. Elle était illettrée mais très intelligente. Elle avait son propre système pour calculer l'argent des courses, traçant une ligne sur le mur et notant. Nous pensions qu'elle dessinait, mais elle faisait les comptes. Elle cuisinait les mets simples de son enfance en Cappadoce [dans le centre de l'actuelle Turquie].

Elle suivait tous les jeûnes de l'année, quarante jours à Pâques, à Noël et en été [le carême des apôtres, après la Pentecôte, dans la tradition orthodoxe]. Elle préparait des légumineuses, des haricots et des lentilles bouillies, ainsi que quelque chose de très étrange, que je n'ai vu que chez elle : elle pétrissait du fenugrec, du pain et du poivron rouge pour en faire des boulettes qu'elle faisait sécher sur le toit de sa maison. En période de jeûne, elle en coupait un morceau pour l'étaler sur du pain.

Elle préparait aussi du pilaf d'avoine. Pas de riz, parce que le riz, il fallait l'acheter. Ce que je trouvais incroyable, c'étaient les oiseaux. Elle montait sur le toit, où venaient les pigeons, les attrapait, leur coupait la tête puis descendait, les plumait et les faisait cuire avec du gruau d'avoine, sans tomates. Ils n'avaient pas de tomates en Cappadoce. Mais ils avaient du miel, du fromage blanc et du très bon beurre.

L'autrice



UNE GRECQUE D'ASIE MINEURE

Née à Istanbul et installée à Athènes depuis 1980, **Soula Boze** est une écrivaine spécialiste du fait culturel. Elle descend d'une lignée de Grecs d'Asie Mineure, aussi appelés Micrasiates : des chrétiens orthodoxes installés depuis des siècles en Anatolie. Leur nombre, qui a pu atteindre le million de personnes, s'est beaucoup réduit après la guerre gréco-turque de 1919-1922 qui, menée sur les décombres de l'Empire ottoman, a opposé les Grecs et les nationalistes turcs. Emmenés par Mustafa Kemal, le père de la Turquie moderne, ces derniers ont reconquis des territoires d'Asie Mineure et de Thrace orientale que les Alliés avaient cédés aux Hellènes en 1920. En 1923, le traité de Lausanne a officialisé leur victoire. Un million et demi de chrétiens d'Anatolie sont alors expulsés vers la Grèce, 500 000 musulmans d'Épire et de Macédoine font le chemin inverse.

DES MOTS SAVOUREUX

Soula Boze a publié plusieurs ouvrages portant sur les coutumes et traditions des Micrasiates. Le dernier, paru au printemps 2021 et pour l'instant inédit en français, porte sur *"la culture culinaire des Grecs d'Istanbul et d'Asie Mineure"*. Sa publication a été saluée par le quotidien athénien **I Kathimerini**, séduit par l'évocation de la gastronomie comme *"un fil qui unit les saisons, les lieux et les générations"*. Soula Boze *"met en lumière des histoires méconnues, nous présente des produits, leur mode de préparation ou de conservation, et nous remet en mémoire des mots oubliés qui viennent enrichir notre lexique du goût"*. C'est en écho à cet ouvrage que l'écrivaine a livré à l'hebdomadaire **LIFO** le témoignage que nous vous proposons ci-contre.

Dans toutes les maisons grecques, les femmes cuisinaient toute la journée. Le soir, dès que la famille se levait de table, la première chose qu'elles disaient, c'était : *"Demain, qu'est-ce qu'on va préparer?"* Bien sûr, il faut garder à l'esprit que les femmes ne travaillaient pas et que cuisiner était un moyen de passer le temps, à préparer de bons repas ou des desserts, gâteaux et pâtisseries. Mais même celles qui travaillaient comme tailleuses, brodeuses ou femmes de ménage faisaient la cuisine tous les jours. Dans la maison de mon père, comme dans la plupart des familles, il n'y avait pas de livres de cuisine. Ils ne servaient à rien. Toutes les femmes cuisinaient à merveille, comme ma mère.

Mets intemporels. Ma famille entretenait des relations sociales avec tout le monde. C'étaient des gens hospitaliers. Lors des grandes fêtes turques, nous rendions visite à nos amis turcs, tout comme eux nous rendaient visite pour Noël ou Pâques, et nous nous échangeions bonbons traditionnels et tartes. Plus tard, quand j'ai fondé ma propre famille, nos amis de cœur étaient turcs, juifs, arméniens...

De nombreux plats, comme ceux mêlant légumes et agneau ou bœuf cuits au beurre, les farcis de viande ou de riz, les feuilletés au fromage, les tartes à la viande ou aux épinards, ou encore les *bougatses* [des feuilletés à la crème de cannelle], existent à la fois dans la cuisine turque et dans la cuisine grecque d'Istanbul. Mais les Turcs préfèrent manger les fruits confits au petit déjeuner. Quant à expliquer le nom "Imam Bayildi" [une aubergine farcie de petits légumes], ma théorie est la suivante : alors que les Turcs n'avaient pas l'habitude de cuisiner à l'huile olive, une Grecque d'Istanbul a dû, un jour, farcir une aubergine d'oignons, d'ail, de persil, de sel, de poivre et de cannelle, et en offrir une assiette à sa voisine turque. Le mari de cette dernière, qui était imam, s'est évanoui de plaisir en la dégustant. C'était répandu, et ça l'est encore, d'offrir une assiette à vos voisins quand ce que vous cuisinez embaume jusque dans leur maison.

J'ai la nostalgie de la nourriture et des hors-d'œuvre que ma mère préparait et que je cuisine encore aujourd'hui, mais à son époque, tous les produits étaient biologiques. J'ai la nostalgie du turbot de la mer Noire au goût unique, malheureusement presque disparu maintenant, ainsi que des *loukoums* que la grande confiserie Hadji Bekir proposait en hiver.

Je pense que la nourriture est intemporelle. Les friandises que nous avons goûtées autrefois chez nos grands-mères, mère, tantes et voisines nous relient au passé. Chaque fois que nous les goûtons à nouveau, elles nous rappellent des personnes que nous aimions et aimons. Éveillés par l'odorat, le goût et

la vue, ces souvenirs de nos proches et des moments que nous avons partagés à table nous procurent une joie indicible.

La cuisine grecque stambouliote s'est forgée en Grèce une réputation légendaire. Et la légende contient toujours son lot de mythes. On me demande souvent si j'ai déjà préparé les plats que je présente dans mes livres de cuisine, et je dois reconnaître que je trouve ces questions surprenantes. Je n'ai jamais été une femme au foyer, mais nous n'avons jamais mangé, et nous ne mangerons jamais, de plats tout préparés. J'ai toujours cuisiné.

Un matin, j'étais au téléphone avec une amie d'Istanbul et je lui ai dit : *"Je te laisse car j'ai du travail pour ce soir, j'ai des invités."* Elle me demande : *"Pourquoi? Vous avez un anniversaire, une fête?"* Quand je lui réponds par la négative, elle enchaîne : *"Pourquoi n'allez-vous pas au restaurant?"* La tradition de passer aux fourneaux pour des invités se perd, comme celle de cuisiner par amour ou d'ouvrir sa maison... Les restaurants sont sans doute meilleurs aujourd'hui que par le passé, mais l'expérience qu'ils proposent est incomparable avec celle de recevoir chez soi. Se retrouver autour d'une table pour manger mais aussi parler, rire, bavarder sont les moments les plus heureux de l'existence.

J'ai la nostalgie du turbot de la mer Noire, ainsi que des loukoums que la confiserie Hadji Bekir proposait en hiver.

Je crois que la cuisine grecque stambouliote présente une continuité depuis l'époque romaine, et même celle de Byzance [le nom de la colonie grecque qui est ensuite devenue Constantinople, puis Istanbul], en raison de la situation géographique de la ville, le long de la route maritime [le détroit du Bosphore] qu'empruntent une grande variété et une grande quantité de poissons, entre Méditerranée et mer Noire. Mais depuis la fin des années 1990, la pollution et les pratiques de pêche destructrices viennent briser cette continuité.

En tant que fille d'Istanbul, permettez-moi de souligner une chose assez importante : la cuisine grecque locale appartient désormais à l'histoire, de la même façon qu'il ne reste qu'une poignée de Grecs dans cette ville de 20 millions d'habitants. Il n'y a plus là-bas un seul restaurant où manger ces plats. Les nouveaux résidents ont apporté leurs propres traditions du sud-est de la Turquie.

Après Istanbul, les saveurs de la mer m'ont rejointe à Athènes. Je suis très heureuse que la mer Égée continue de nous offrir ses rougets, ses sardines, ses anchois, ses maquereaux, ses crabes, ses calamars

et même ses homards. À Athènes, dans les années 1990, j'ai ressenti pour la première fois le besoin d'écrire un livre de cuisine. Jusque-là, je n'en avais jamais feuilleté aucun. Mais certains plats, ici [côté grec], me sont apparus différents de leur recette originale. La *skordalia* [purée à l'ail], par exemple, se composait selon moi d'un peu de pain rassis, d'ail écrasé, de noix ou d'amandes [en poudre] et d'huile. Je l'ai retrouvée en Grèce sous forme de purée de pommes de terre, d'ail écrasé et d'huile.

De même, la fameuse moussaka – un plat populaire arrivé au XI^e siècle de Perse – se cuisine [à Istanbul] avec des aubergines, des courgettes, des pommes de terre, des choux ou des poireaux, ainsi qu'avec de l'oignon et de la viande hachée. À Athènes, je l'ai découverte européanisée : une base de pommes de terre coupées en tranches, des aubergines et de la viande hachée frites avec de l'oignon, et au-dessus, cinq à six centimètres de belle béchamel avec du fromage. Le plat est délicieux et copieux pour les Grecs comme pour les étrangers, mais ce n'est pas la moussaka telle qu'elle est préparée sous sa forme originale dans tout l'Orient.

Nous sommes à la croisée des cultures entre trois continents. Les cuisines grecques et turques ont historiquement subi des influences orientales et occidentales. Les raviolis en sont un exemple frappant : au XII^e siècle, Marco Polo est revenu de Chine où il avait essayé le *mantu*, devenu au Moyen-Orient " *manti* " et en Occident "ravioli".

Après la "grande catastrophe" de 1922 [comme on appelle en Grèce le dénouement de la guerre gréco-turque, voir *encadré*], le traité de Lausanne, signé en 1923, a contraint les populations chrétiennes d'Asie Mineure et une partie de celles de Constantinople à quitter leurs foyers ancestraux. Malgré le rejet et la dévalorisation qu'ils ont subis pendant leurs premières années en tant que réfugiés, les Micrasiates [le nom donné aux Grecs de Turquie] ont ramené en Grèce une riche tradition culturelle. Ils ont enrichi le noyau de la cuisine grecque simple et moderne avec de nouvelles coutumes, recettes et attitudes autour du rituel de la table.

—Soula Boze

Publié le 22 novembre 2021

SOURCE



LIFO

Athènes, Grèce
Hebdomadaire, 614 000 ex.
Lifo est l'hebdomadaire le plus diffusé en Grèce. Magazine gratuit, il traite surtout l'actualité culturelle.

plein écran.



—Süddeutsche Zeitung Munich

En Allemagne, en ce moment, on parle beaucoup de violation des droits humains, de liberté de l'individu et de dictature. Il n'y a pas si longtemps, pourtant, les droits humains étaient véritablement bafoués dans notre pays.

Nul besoin ici de dresser des comparaisons avec l'époque nazie, comme se plaisent à le faire ces personnes qui se disent privées de leurs droits [et qualifient de "dictature sanitaire" les mesures de lutte contre l'épidémie de Covid-19]. Non, l'État a longtemps humilié systématiquement les citoyens, durant cent vingt-trois ans pour être précis : le paragraphe 175, l'article du Code pénal [adopté en 1871] qui punissait les comportements homosexuels, n'a été abrogé qu'en 1994. Rien que dans l'après-guerre, 100 000 hommes

ont été traduits devant les tribunaux ouest-allemands [devant lesquels ils risquaient des peines allant jusqu'à dix ans de prison]. Les relations amoureuses lesbiennes n'étaient pas mentionnées dans le texte. Pour prouver les agissements honteux stipulés dans "le 175", comme on l'appelait, on présentait aux juges des lettres d'amour ou des films tournés en secret dans les toilettes publiques [qui servaient de lieu de rencontre].

Great Freedom ["Grande liberté"], le film de souffrance et d'amour de l'Autrichien Sebastian Meise, commence, lui aussi, par des images de caméras de surveillance. On y voit un homme qui s'envoie en l'air vite fait avec d'autres hommes. Hans (Franz Rogowski) est homosexuel et n'entend pas se faire interdire quoi que ce soit par l'État. Il se retrouve donc en taule, manifestement pas pour la première fois : il subit avec indifférence les fouilles au corps des gardiens, supporte avec impassibilité la haine de ses codétenus. On est en 1968, il a l'habitude. Vingt-trois ans auparavant, juste à la fin

Aimer au temps du paragraphe 175

Dans *Great Freedom*, Sebastian Meise met en scène un homosexuel allemand qui, après-guerre, enchaîne les peines de prison pour "déviance". Ce film intense sort le 9 février.

de la guerre, il a été mis en prison, mais il était déjà détenu avant cela. Le film rappelle que les homosexuels des camps de concentration, ces oubliés de l'histoire, ont été directement transférés par les Alliés dans des prisons allemandes à la libération des camps [afin de purger la fin de leur peine, le paragraphe 175, durci sous le III^e Reich, ayant été conservé sans modification après 1945].

Great Freedom s'étend sur une longue période : il raconte "l'heure zéro" [l'immédiat après-guerre], qui fut manifestement une période de point mort dans la justice pénale, mais aussi l'assouplissement du paragraphe 175 et la levée de l'interdiction totale de l'homosexualité, en 1969. Ça a l'air ambitieux, mais ça fonctionne. Le réalisateur mise sur la force de la répétition : pendant toutes ces années, il montre Hans dans sa cellule, au travail à l'atelier, en promenade ou dans l'obscurité totale du mitard. Il exclut largement sa vie en dehors des murs de la prison. Pendant que le monde extérieur change, tout reste pareil pour le détenu Hans. Franz Rogowski le joue merveilleusement bien, avec peu de mots et des regards intenses où on peut lire l'espoir, la vulnérabilité et la fierté.

L'Autrichien Georg Friedrich est tout aussi fort dans le rôle de Viktor. Condamné pour meurtre, celui-ci fait partie de ces

hommes qu'on n'aimerait pas rencontrer dans le noir. Il est homophobe, violent et profondément désespéré. Quand il se voit attribuer Hans comme compagnon de cellule, il le jetterait bien dehors. Mais il découvre le numéro de camp de concentration tatoué sur son bras et lui propose de lui faire un *Peckerl* ["tatouage", en autrichien], aujourd'hui on dirait un *cover-up*. Les deux hommes sont en quelque sorte des compagnons du destin : si Viktor ne quitte jamais la prison, Hans y revient régulièrement. "Toujours là?" demande l'un. "Toujours pervers?" répond l'autre.

Les années ne passent pas sans laisser de traces. Hans se réfugie dans de petites

☞ Hans (Franz Rogowski) et Leo (Anton von Lucke) dans *Great Freedom*.

Photo Paname Distribution

aventures sexuelles de taulards, Viktor devient toxicomane, mais ils veillent l'un sur l'autre. Ils finissent par ne plus pouvoir vivre l'un sans l'autre, presque comme un vieux couple. Qu'est-ce qui les lie, est-ce l'amitié, l'attention mutuelle, l'amour ou le sexe? On n'en saura rien. Franz Rogowski et Georg Friedrich forment malgré tout le couple cinématographique de l'année, leur désir d'affection et de proximité est tellement énorme, tellement visible, qu'on en a presque le cœur brisé.

Great Freedom n'est pas le seul film à traiter du paragraphe 175 actuellement : le documentaire *Das Ende des Schweigens* ["La fin du silence", sorti en Allemagne en décembre, inédit en France] évoque les procès d'homosexuels qui ont eu lieu à Francfort au début des années 1950. Le parquet et la police avaient poursuivi systématiquement des dizaines d'hommes dont un prostitué leur avait donné le nom. Persécuté par les nazis, Wolfgang Lauinger s'est ainsi à nouveau retrouvé en prison en 1950. Quand la loi sur la réhabilitation est entrée en vigueur, en 2017, et que les intéressés ont pu demander à être indemnisés [après que le Bundestag a annulé les peines prononcées], Lauinger est pourtant reparti les mains vides.

Autre victime de cette époque, Karl, le protagoniste de *Parallele*, roman graphique de Matthias Lehmann paru récemment chez Reprodukt [non traduit]. À la retraite, il jette un regard sur sa vie, qui est marquée par des violences psychiques et physiques – échec de son mariage, amour secret des hommes et peur du paragraphe 175.

Pourquoi ces films et ces livres sortent-ils maintenant? Peut-être entre autres pour une question de délai : les victimes du paragraphe 175 ont jusqu'à l'été 2022 pour déposer une demande d'indemnisation, et ces œuvres visent peut-être à pousser celles qui sont encore en vie à faire valoir leurs droits.

—Josef Gröbl

Publié le 19 novembre 2021

Great Freedom sort en France en partenariat avec *Courrier international*. Le film a remporté le prix du jury Un certain regard à Cannes, en 2021.

Et en France...

Cette année marque le 40^e anniversaire de la dépénalisation de l'homosexualité. Le 4 août 1982, la gauche au pouvoir annule une législation, héritée de Vichy, qui distinguait différentes majorités sexuelles : 21 ans pour les homosexuels et 15 ans pour les hétérosexuels. La majorité sexuelle devient la même pour tous (15 ans). Les homosexuels ne seront

plus condamnés à des peines plus lourdes en cas d'outrage public à la pudeur. Mais c'est loin d'être la fin des discriminations. Ils doivent attendre 1985 pour que les discriminations en raison de l'orientation sexuelle tombent sous le coup de la loi, 2004 pour que les insultes homophobes soient pénalisées, et 2013 pour pouvoir se marier et adopter.

INCERTITUDES, TRANSITIONS, RÉVOLUTIONS



Une publication indispensable pour comprendre le monde d'aujourd'hui et se projeter dans l'année 2022.

Le Bilan du Monde **dresse l'état des lieux des 198 pays du globe** après une année d'épreuves et d'événements majeurs.

- International, planète, France : trois grandes parties avec des entretiens (**Samantha Besson** sur l'état du monde, **Chloé Morin** sur l'état de la France et **Marc-Antoine Eyl-Mazzege** sur l'état de la planète), des portraits, des décryptages et des analyses pour faire le tour de cette année riche en actualités inédites.

- **Une sélection de tribunes marquantes** publiées en 2021 dans *Le Monde* ou inédites faisant le bilan de l'année écoulée : Jean-Marc Daniel, Alice Ekman, Rachid Benzine, Maya Kandel, Gilles Kepel, Isabelle Feng.

- Un portfolio de 16 pages pour revenir sur les images fortes de l'année.

- Une chronologie internationale, nationale et environnementale de 10 pages, et des infographies sur les grandes problématiques pour mieux saisir les enjeux contemporains..

Vient de paraître chez votre marchand de journaux.

Le Monde



Hanna Dyâb, un Syrien à la cour de Louis XIV

1708 — Moyen-Orient

Présenté au “sultan de France”, ce jeune Alépin confie à l’orientaliste Antoine Galland plusieurs contes des *Mille et Une Nuits*. Ses aventures picaresques pourraient bien avoir inspiré l’histoire d’Aladin.

— L’Orient-Le Jour Beyrouth

Quel est le nom (de ces bêtes) dans leur pays?” interroge Louis XIV. Embarrassé, Paul Lucas, le voyageur qui se tient devant lui, ne sait que répondre et se tourne alors vers le jeune homme qui l’accompagne. “Dans leur pays, on les appelle ‘gerboises’”, dit-il, avant de saisir la plume pour écrire le mot en arabe et en français. Après avoir contemplé les deux étranges créatures ramenées de Tunisie, les grands du royaume qui se tiennent à la gauche du Roi-Soleil s’intéressent de près à cet Oriental en costume traditionnel et portant la moustache. Personne d’autre ne doit s’approcher des deux rongeurs en cage tant que la belle-fille du fils du roi, la duchesse de Bourgogne, éprise de la ménagerie de Versailles, ne les aura pas vus. Nous sommes en 1708 dans la salle du Conseil du château. La mode est alors aux “turqueries”. Des princesses s’amusent de ce jeune étranger, on lui soulève le bonnet, et l’une d’entre elles s’écrie même : “Venez voir le sabre du musulman!” dans une vision caricaturale et inquiétante de “l’Oriental”. “C’est la première fois que j’avais l’honneur de voir le roi, le sultan de France”, décrira le Syrien dans son récit de voyage initiatique, plus de cinquante ans après être rentré au pays.

La vie de Hanna Dyâb, un Alépin maronite né en 1688, a tout d’une aventure romanesque. S’il avait raconté ses périples et ses rencontres à ses contemporains dans les souks d’Alep, ils l’auraient certainement pris pour un vieux fou. Des siècles plus tard, son histoire refait surface à travers la publication de son récit *D’Alep à Paris, les pérégrinations d’un jeune Syrien au temps de Louis XIV* (Actes Sud, 2015). Mais elle soulève aussi plusieurs questions qui fascinent les adeptes des contes des *Mille et Une Nuits*, que le célèbre orientaliste français Antoine Galland fit connaître en Europe au XVIII^e siècle. Selon des historiens, Hanna Dyâb serait lui-même à l’origine des contes universellement célèbres d’Aladin et la lampe merveilleuse et d’Ali Baba et les quarante voleurs, mais il n’a jamais reçu de crédit pour son rôle, puisque tout le mérite sera attribué à Galland.

Plus de trois cents ans après la publication des *Mille et Une Nuits* se pose la question suivante : et si Hanna était Aladin ? C’est du moins ce qu’estiment des spécialistes qui ont trouvé des similitudes étonnantes dans le parcours des deux personnages. Comme Aladin, Hanna a perdu son père très jeune et traverse une crise, et c’est à ce moment précis qu’il rencontre une sorte de “tuteur” étranger (Paul Lucas), qu’il sait roublard et dont il se méfie. Dans le cas du personnage fictif, c’est un “oncle” qui s’avère être un manipulateur. Dans le conte, celui-ci demande à Aladin d’explorer une caverne pour en retirer une lampe. Or, à la sortie d’Alep, près de Keftine, Paul Lucas fit descendre quelqu’un dans un caveau recouvert d’un rocher, d’où il sortit... une lampe ! Et les ressemblances entre les deux vies ne s’arrêtent pas là.

1706. Reclus dans un monastère du mont Liban, Hanna Dyâb aspire à autre chose que de

← Aladin vu par l’illustrateur français Albert Robida (1848-1926). Photo Erazza Collection/Alamy/Photo12

consacrer sa vie à Dieu. Alors qu’il abandonne le noviciat, il croise sur sa route un voyageur français du nom de Paul Lucas, qui persuade le jeune homme de le suivre dans ses voyages en tant que domestique et traducteur. Celui qui se présente alors comme un envoyé de Sa Majesté le roi de France à la recherche de chroniques anciennes et de monnaies s’avère être un aigrefin, un bonimenteur de grands chemins qui n’hésite pas à mettre en scène le jeune Alépin tel un objet de curiosité. Le *khawaja* Lucas, comme Dyâb le surnomme dans son récit, lui promet une place à la bibliothèque des livres arabes de Paris, mais il n’en sera rien.

Dans sa découverte de ces “pays chrétiens”, Dyâb décrit avoir assisté à la représentation d’“Atys” de Lully à l’opéra.

Cette parenthèse aux côtés du Français lui permet toutefois de poser le pied sur l’île de Chypre, en Égypte, en Tunisie, en Corse, en Italie, et enfin à Marseille et à Paris. À Chypre, alors province ottomane, Hanna Dyâb connaît son premier grand choc des cultures en voyant pour la première fois des femmes non voilées dans la rue, qui plus est vendant du vin et de la viande de porc, raconte l’historien Bernard Heyberger dans son introduction au récit de Dyâb. À l’époque, à Alep, chrétiennes comme musulmanes sont voilées, la viande de porc est considérée par tous comme “haram” et le clergé tente d’interdire la vente d’alcool. Dans son récit, “il rapporte nombre d’aventures en mer et sur terre, des histoires de tempêtes, de corsaires, de caravanes et de mulets qui, par leurs effets narratifs, s’apparentent aux aventures des contes, mais qui portent néanmoins témoignage de situations réellement vécues”, souligne Bernard Heyberger. Dans sa découverte de ces “pays chrétiens”, Dyâb décrit précisément avoir assisté à la représentation d’*Atys* de Lully à l’Opéra de Paris, “un lieu où, en hiver, se déroulent des spectacles étonnants et étrangers”, écrit-il. C’est à travers Paul Lucas que l’Alépin fait la connaissance d’Antoine Galland, le 17 mars 1709. Dans son journal, l’orientaliste raconte que Dyâb lui a confié “quelques contes arabes fort beaux”. En tout, seize contes seront transmis par le maronite d’Alep, mais douze seulement seront publiés. Au-delà de ces histoires légendaires, le récit de Dyâb en lui-même confirme qu’il “y a chez lui le plaisir de raconter, de captiver son public et le goût du aajib et du gharib (du surprenant et de l’étrange)”, décrit Bernard Heyberger.

A-t-il été floué par ses acolytes pour choisir de quitter brusquement l’Europe ? Après avoir prétendu être médecin à Istanbul, le jeune homme met définitivement fin à ses pérégrinations sans que l’on sache trop pourquoi et repart s’installer à Alep, où il devient marchand drapier dans une boutique du souk en 1710. Ce n’est que cinquante ans plus tard qu’il couche sur le papier le récit de ses périples.

— Caroline Hayek
Publié le 24 août 2021

Le Monde présente la collection de prestige

LES GRANDS CLASSIQUES DE LA LITTÉRATURE EN BANDE DESSINÉE

20 000 lieues sous les mers, Les Trois Mousquetaires, Le Tour du monde en 80 jours, Les Misérables, Voyage au centre de la Terre, Germinal...

PRIX DE LANCEMENT

2€
99
seulement



L'ALBUM N°1

20 000 LIEUES SOUS LES MERS

EN BONUS : un dossier littéraire, en fin de chaque album, rédigé par des spécialistes sur la vie et l'œuvre de l'auteur avec une mise en perspective historique.

www.lesclassiquesenbd.fr

DÈS LE 27 JANVIER CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET SUR WWW.LESCONCLASSIQUESENBD.FR

Du 3 au 9 février 2022

La semaine xiaomi par Orange



**xiaomi
11T Pro**
449€* au lieu de 699€
avec reprise

DAS tête : 0,570 W/kg
DAS tronc : 0,974 W/kg
DAS membres : 1,997 W/kg
*soit 150€ de remise immédiate
et 100€ supplémentaires pour
la reprise d'un ancien mobile.
Rachat et conditions en
boutique.



**xiaomi
REDMI NOTE 10 5G**
179€* au lieu de 229€

DAS tête : 0,526 W/kg
DAS tronc : 0,895 W/kg
DAS membres : 1,760 W/kg
*soit 50€ de remise immédiate.



**xiaomi
Mi True Wireless Earphones 2**
9€* au lieu de 49,99€

* Soit 20,99€ de remise immédiate
et 20€ de remise supplémentaire
pour l'achat concomitant d'un
Redmi Note 10 5G
ou Redmi 9C NFC.



**xiaomi
MI WATCH LITE**
29€* au lieu de 69€

* Soit 20€ de remise immédiate
et 20€ de remise supplémentaire
pour l'achat concomitant d'un
Xiaomi 11T Pro 5G
ou Xiaomi 11 Lite 5G NE

orange™

Retrouvez le meilleur de Xiaomi à des prix imbattables.

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées (987 communes couvertes en 5G au 15/12/2021). Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5 GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615 Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture 5G détaillée et différenciée selon les fréquences utilisées sur reseaux.orange.fr

Kit mains-libres recommandé. Offres soumises à conditions, valables en France métropolitaine du 03/02/2022 au 09/02/2022, réservées aux particuliers, propriétaires de mobiles éligibles.